

CONSEIL COMMUNAL DU 23 JUIN 2025
GEMEENTERAAD VAN 23 JUNI 2025

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

2 Mise à l'honneur de Monsieur Carlos Gutierrez

Huldiging van de heer Carlos Gutierrez.

3 Présentation du plan propreté

Voorstelling van het netheidsplan

4 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26.05.2025

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 26.05.2025

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

5 S.C. LE LOGEMENT BRUXELLOIS - Assemblée Générale Ordinaire - désignation d'un représentant

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu la convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire de la S.C. LE LOGEMENT BRUXELLOIS – DE BRUSSELSE WONING C.V., prévue le mercredi 11 juin 2025 à 12h00 ;

Considérant que le Conseil communal n'a pas désigné de représentant au sein de ladite société ;

Considérant que la S.C. LE LOGEMENT BRUXELLOIS – DE BRUSSELSE WONING C.V. ne dispose d'aucun

patrimoine sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek est détentrice de parts sociales de ladite société en raison du processus de rationalisation du secteur des SISP, et plus particulièrement à la suite de la scission de la société SORELO ;

Considérant qu'il y a lieu, afin d'assurer la représentation de la Commune d'Etterbeek à cette assemblée, de désigner un mandataire ad hoc ;

Considérant que, dans l'attente de la désignation d'un représentant par le Conseil communal, il est proposé de confier procuration à la Ville de Bruxelles, en qualité de membre associé ;

Décide :

De donner procuration à la Ville de Bruxelles, en la personne de son représentant légal ou de toute personne mandatée à cet effet, afin de représenter la Commune d'Etterbeek lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la S.C. LE LOGEMENT BRUXELLOIS – DE BRUSSELE WONING C.V. qui se tiendra le 11 juin 2025 à 12h00, et d'y exercer les droits afférents à la qualité d'associé.

BRUSSELE WONING C.V. - Gewone Algemene Vergadering - Aanduiding van een vertegenwoordiger

6 TRANSIT asbl - Assemblée générale annuelle - Désignation de Karima Fachqoul

Le Conseil Communal,

Vu la convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire de Transit asbl, prévue le mercredi 11 juin 2025 à 14h00 ;

Considérant que le Conseil communal n'a pas désigné de représentant au sein de ladite société ;

Considérant que l'asbl Transit est un centre d'accueil non-médicalisé pour personnes majeures, dépendantes aux drogues (stupéfiants, alcool, médicaments) ;

Considérant qu'il y a lieu, afin d'assurer la représentation de la Commune d'Etterbeek à cette assemblée, de désigner un mandataire ad hoc ;

Considérant que, dans l'attente de la désignation d'un représentant par le Conseil communal, il est proposé de confier procuration à Karima Fachqoul, qui pilote le dossier relatif à la problématique des drogues et assuétudes sur la commune d'Etterbeek ;

Décide de donner procuration à Karima Fachqoul afin de représenter la Commune d'Etterbeek lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de Transit asbl, qui se tiendra le mercredi 11 juin 2025 à 14h00.

TRANSIT vzw - Jaarlijkse algemene vergadering - Aanstelling van Karima Fachqoul

Contentieux - Geschillen

7 Circulaire du 18 avril 2025 intitulée « Etablissement de culte – Ordonnance du 10 décembre 2021

concernant le financement des nouveaux dossiers d'investissement » - Recours au Conseil d'Etat – Autorisation d'ester – Approbation.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale, en particulier les articles 117 et 252 ;

Vu le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église, modifié par la Région de Bruxelles-Capitale par l'Ordonnance du 19/02/2004, et abrogé par l'Ordonnance organique du 10/12/2021 ;

Vu que cette ordonnance du 10/12/2021 est entrée en vigueur le 01/01/2023 ;

Considérant que cette ordonnance libère les Communes de toute prise en charge de frais (ordinaires ou extraordinaires) à compter du 10/01/2023, la Région devenant ainsi le seul pouvoir subsidiant ;

Vu la circulaire du 23/06/2023 intitulée « *Etablissement de culte - Ordonnance du 10/12/2021 concernant la finalisation et le financement des dossiers d'investissement en cours et nouveaux travaux* » ;

Considérant que ladite circulaire dispose que « *« Les études préalables aux travaux, dont les travaux découlent, et les surcoûts non budgétisés liés aux augmentations de prix, aux quantités plus importantes et aux travaux nécessaires ou imprévisibles supplémentaires, qui résultent des travaux, font également partie du même dossier d'investissement en cours. Ce financement, y compris les surcoûts non budgétisés, reste la responsabilité financière des communes sur le budget 2023 ou les budgets suivants.* » ;

Considérant que cette ordonnance ne prévoit aucune mesure transitoire ni ne définit le terme « dossier d'investissement en cours » ;

Considérant l'intervention dans le recours en annulation introduit auprès du Conseil d'Etat sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06/09/2023, et sur autorisation du Conseil communal du 18/09/2023 ;

Vu la procédure encore en cours devant le Conseil d'Etat ;

Considérant que le 18/04/2025, c'est-à-dire à la veille de l'audience des plaidoiries devant le Conseil d'Etat dans la procédure en cours susmentionnée, la Région de Bruxelles-Capitale a pris une nouvelle circulaire intitulée « *Etablissement de culte - Ordonnance du 10/12/2021 - concernant le financement des nouveaux dossiers d'investissement* » ;

Considérant que cette nouvelle circulaire procède au retrait partiel de la circulaire du 23/06/2023 sur la finalisation et le financement des dossiers d'investissement en cours et nouveaux des établissements de culte ;

Considérant qu'il est indiqué que « *la présente circulaire remplace la circulaire du 23/06/2023 et porte uniquement sur le financement des nouveaux dossiers d'investissement des établissements de culte* » (nous soulignons) ;

Considérant que le message clé de la circulaire insiste : « *pour le financement des nouveaux dossiers d'investissement, initiés à partir de 2023 avec l'autorisation de la Région* » ; que « *par nouveaux dossiers d'investissement, on entend : les dossiers sous la tutelle de la Région, programmés à partir de l'exercice 2023* » (nous soulignons) ;

Considérant que cette nouvelle circulaire ne règle pas la situation des dossiers d'investissement en cours à partir du 01/01/2023 ; qu'en cela, il apparaît que les Communes resteraient financièrement responsables des investissements en cours au 01/01/2023, ce que l'ordonnance du 10/12/2021 ne prévoit pas ;

Considérant que cette nouvelle circulaire du 18/04/2025 semble dépasser le cadre de l'ordonnance du 10/12/2021 puisque selon cette dernière, le financement des établissements de culte n'est plus de la responsabilité des Communes depuis le 01/01/2023 ;

Considérant que dans le cadre de la procédure en cours devant le Conseil d'Etat contre la circulaire du 23/06/2023, ce dernier n'a pas rendu son arrêt ; que dès lors il est opportun d'introduire un recours en

annulation contre la circulaire du 18/04/2025, la position du Conseil d'Etat n'étant pas encore connue, afin de pouvoir défendre les intérêts de la Commune ;

Considérant que par décision du 05 juin 2025, et compte tenu du délai imparti pour introduire le recours en annulation devant le Conseil d'Etat, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'introduire un tel recours afin de pouvoir défendre les intérêts de la Commune ;

Vu les articles 123, 8° et 270, alinéa 1er de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

1. D'autoriser le recours en annulation auprès du Conseil d'Etat contre la circulaire du 18/04/2025 retirant partiellement la circulaire du 23/06/2023 intitulée « *Etablissements de culte - Ordonnance du 10/12/2021 - Concernant le financement des nouveaux dossiers d'investissement* » ;
2. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente délibération.

Omzendbrief van 18 april 2025 "eredienstinstellingen" - Ordonnantie van 10 december 2021 over de financiering van nieuwe investeringsdossiers. Beroep tot de Raad van State - Toestemming om in rechte op te treden - Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikels 117 en 252;

gelet op het keizerlijk decreet van 30/12/1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met de ordonnantie van 19/02/2004 en ingetrokken door de organieke ordonnantie van 10/12/2021;

overwegende dat die ordonnantie van 10/12/2021 in werking is getreden op 01/01/2023;

overwegende dat die ordonnantie de gemeenten vrijstelt van elke verantwoordelijkheid voor (gewone of buitengewone) kosten vanaf 10/01/2023 en dat het Gewest zo de enige subsidiërende overheid wordt;

gelet op de omzendbrief van 23.06.2023 "*Eredienstinstellingen - Ordonnantie van 10/12/2021 betreffende de afronding en financiering van lopende investeringsprojecten en nieuwe werkzaamheden*";

overwegende dat die omzendbrief het volgende bepaalt: "*De studies voorafgaand aan de werken, waaruit de werken voortvloeien, en de niet begrote meerkost van prijsstijgingen, groetere hoeveelheden en bijkomende noodzakelijke of onvoorziene werken, die het gevolg zijn van de werken, maken eveneens deel uit van hetzelfde lopende investeringsdossier. De financiering ervan inclus de niet begrote meerkosten blijft op de begroting 2023 of erna volgende begrotingen onder de financiële verantwoordelijkheid van de gemeenten vallen.*";

overwegende dat die ordonnantie echter geen enkele overgangsmaatregel voorziet, noch een definitie geeft van de term "lopende investeringsdossier";

gelet op de tussenkomst in het beroep tot nietigverklaring ingediend bij de Raad van State na een beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 06/09/2023 en na goedkeuring van de gemeenteraad van 18/09/2023;

overwegende dat de procedure nog lopende is bij de Raad van State;

overwegende dat op 18/04/2025, dat wil zeggen de dag voor de pleidooien voor de Raad van State in de bovengenoemde lopende procedure, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een nieuwe omzendbrief heeft gepubliceerd met de titel "*Eredienstinstellingen - Ordonnantie van 10/12/2021 betreffende de financiering*

van nieuwe investeringsprojecten”;

overwegende dat die nieuwe omzendbrief de omzendbrief van 23.06.2023 betreffende de afronding en financiering van lopende investeringsprojecten en nieuwe werkzaamheden van eredienstinstellingen gedeeltelijk intrekt;

overwegende dat in de omzendbrief staat dat deze omzendbrief de omzendbrief van 23/06/2023 vervangt en enkel gaat over de financiering van nieuwe investeringsdossiers voor eredienstinstellingen;

overwegende dat de kernboodschap van de omzendbrief benadrukt “voor de financiering van nieuwe investeringsdossiers, opgestart vanaf 2023 moet toestemming van het Gewest” en dat “onder nieuwe investeringsdossiers verstaat men de dossiers onder toezicht van het Gewest, gepland vanaf het begrotingsjaar 2023”;

overwegende dat deze nieuwe omzendbrief de situatie van lopende investeringsdossiers vanaf 01/01/2023 niet regelt; dat, wat dat betreft, het erop lijkt dat de gemeenten financieel verantwoordelijk zouden blijven voor lopende investeringen op 01/01/2023, wat niet voorzien is in de ordonnantie van 10/12/2021;

overwegende dat deze nieuwe omzendbrief van 18/04/2025 het kader van de ordonnantie van 10/12/2021 lijkt te overschrijden, aangezien volgens deze ordonnantie de financiering van eredienstinstellingen niet langer de verantwoordelijkheid van de gemeenten is sinds 01/01/2023;

overwegende dat in het kader van de lopende procedure bij de Raad van State tegen de omzendbrief van 23/06/2023, de Raad van State nog geen uitspraak heeft gedaan; het daarom aangewezen is een beroep tot nietigverklaring in te dienen tegen de omzendbrief van 18/04/2025, aangezien het standpunt van de Raad van State nog onbekend is, om de belangen van de gemeente te kunnen verdedigen;

overwegende dat bij beslissing van 5 juni 2025 en rekening houdend met de termijn voor het indienen van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State, het college van burgemeester en schepenen heeft beslist een dergelijk beroep in te dienen om de belangen van de gemeente te kunnen verdedigen;

gelet op artikels 123, 8° en 270, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. om toestemming te geven voor het beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State tegen de omzendbrief van 18/04/2025 houdende de gedeeltelijke intrekking van de omzendbrief van 23.06.2023 “Eredienstinstellingen - Ordonnantie van 10/12/2021 betreffende de afronding en financiering van lopende investeringsprojecten en nieuwe werkzaamheden”;
2. om het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van deze beraadslaging.

Affaires générales - Algemene Zaken

8 Affaires générales - Enseignement communal - Délibération du 04/06/2025 (BOS ID : 75026) relative à la désignation du représentant du pouvoir organisateur à l'assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) - Ratification

Le Conseil communal,

Vu le décret du 14/11/2002 organisant la représentation des pouvoirs organisateurs d'enseignement subventionné et de centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Considérant que le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (ci-après CECP) est reconnu

comme organe de représentation et de coordination du réseau officiel subventionné par le décret susmentionné ;

Considérant que le pouvoir organisateur d'Etterbeek est affilié au CECP et dispose d'un siège au sein de son assemblée générale ;

Considérant qu'à la suite des élections communales du 13/10/2024, le nouveau conseil communal d'Etterbeek a été installé le 01/12/2024 ; qu'il convient de procéder à la désignation du nouveau représentant du pouvoir organisateur au sein de l'assemblée générale du CECP ;

Considérant qu'une assemblée générale du CECP était prévue le 20/06/2025 ;

Vu la délibération du 04/06/2025 (BOS ID : 75026) du Collège des bourgmestre et échevin•es désignant Madame Colette NJOMGANG-FONKEU, Echevine, en qualité de représentant du pouvoir organisateur d'Etterbeek au sein de l'assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) jusqu'à la fin de la présente législature ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DÉCIDE

De ratifier la délibération du 04/06/2025 (BOS ID : 75026) du Collège des bourgmestre et échevin•es désignant Madame Colette NJOMGANG-FONKEU, Echevine, en qualité de représentant du pouvoir organisateur d'Etterbeek au sein de l'assemblée générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) jusqu'à la fin de la présente législature.

Algemene aangelegenheden - Gemeentelijk onderwijs - Beraadslaging van 04/06/2025 (BOS ID: 75026) betreffende de benoeming van de vertegenwoordiger van de inrichtende macht in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) - Bekrachtiging

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 14/11/2002 tot organisatie van de vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde psych-medisch-sociale centra;

overwegende dat de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (ci-après hierna CECP) erkend wordt als orgaan voor de vertegenwoordiging en de coördinatie van het officiële net dat gesubsidieerd wordt door het bovengenoemde decreet;

overwegende dat de inrichtende macht van Etterbeek aangesloten is bij de CECP en een zetel heeft in zijn algemene vergadering;

overwegende dat naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen van 13/10/2024 de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek werd geïnstalleerd op 01/12/2024; dat het bijgevolg aangewezen is om over te gaan tot de benoeming van de nieuwe vertegenwoordiger van de inrichtende macht binnen de algemene vergadering van de CECP;

overwegende dat een algemene vergadering van de CECP was gepland op 20/06/2025;

gelet op de beraadslaging van 04/06/2025 (BOS ID: 75026) van het college van burgemeester en schepenen houdende de benoeming van mevrouw Colette NJOMGANG-FONKEU, schepen, als vertegenwoordiger van de inrichtende macht van Etterbeek in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) tot het einde van de lopende legislatuur;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om de beraadslaging van 04/06/2025 (BOS ID: 75026) van het college van burgemeester en schepenen houdende de benoeming van mevrouw Colette NJOMGANG-FONKEU, schepen, als vertegenwoordiger van de inrichtende macht van Etterbeek in de algemene vergadering van de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) tot het einde van de lopende legislatuur te bekrachtigen.

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

9 Site des Jardins de la Chasse - Rénovation de l'ancienne chapelle - Maison de la participation - Aménagement de locaux polyvalents - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 15 septembre 2022 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché " Site des Jardins de la Chasse - Rénovation de l'ancienne chapelle - Maison de la Participation - Aménagement de locaux polyvalents " à ATELIER 229, SOCIETE D'ARCHITECTES SC SPRL, Place Flagey 7, 5e Etage à 1050 Bruxelles ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Échevins du 20 décembre 2023 relative à l'approbation de l'avant-projet et de la demande de permis d'urbanisme ;

Vu la délivrance du permis d'urbanisme n° 05/PFD/1935545 en date du 30 octobre 2024 ;

Considérant le cahier des charges N° Chapelle/Kapel/2025 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, ATELIER 229, SOCIETE D'ARCHITECTES SC SPRL, Place Flagey 7, 5e Etage à 1050 Bruxelles ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.890.202,75 € hors TVA ou 2.287.145,33 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale - Développement territorial et Rénovation urbaine, et que cette partie est limitée à 1.305.913,09 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 124/723-60 ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° Chapelle/Kapel/2025 et le montant estimé du marché " Site des Jardins de la Chasse - Rénovation de l'ancienne chapelle - Maison de la Participation - Aménagement de locaux polyvalents ", établis par l'auteur de projet, ATELIER 229, SOCIETE D'ARCHITECTES SC SPRL, Place Flagey 7, 5e Etage à 1050 Bruxelles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.890.202,75 € hors TVA ou 2.287.145,33 €, 21% TVA comprise.

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire, le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale - Développement territorial et Rénovation urbaine.

Article 4

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 124/723-60 .

Article 7

Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Site Jachthof - Renovatie van de oude kapel - Participatiehuis - Inrichting van polyvalente lokalen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de

openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 15 september 2022 betreffende de gunning van de ontwerpopdracht voor de opdracht “ Site Jachthof - Renovatie van de oude kapel - Participatiehuis - Inrichting van polyvalente lokalen ” aan ATELIER 229, SOCIETE D'ARCHITECTES SC SPRL, Place Flagey 7, 5e Etage te 1050 Bruxelles;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2023 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp en de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning;

Gezien bouwvergunning nr. 05/PFD/1935545 d.d. 30 oktober 2024;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. Chapelle/Kapel/2025 werd opgesteld door de ontwerper, ATELIER 229, SOCIETE D'ARCHITECTES SC SPRL, Place Flagey 7, 5e Etage te 1050 Bruxelles;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 1.890.202,75 € excl. btw of 2.287.145,33 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering - Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, en dat dit deel beperkt is tot 1.305.913,09 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 124/723-60 van de buitengewone dienst;

Overwegende dat het voorziene krediet zal verhoogd worden bij de volgende budgetwijziging;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. Chapelle/Kapel/2025 en de raming voor de opdracht “ Site Jachthof - Renovatie van de oude kapel - Participatiehuis - Inrichting van polyvalente lokalen ”, opgesteld door de ontwerper, ATELIER 229, SOCIETE D'ARCHITECTES SC SPRL, Place Flagey 7, 5e Etage te 1050 Bruxelles. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 1.890.202,75 € excl. btw of 2.287.145,33 € incl. 21% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering - Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 124/723-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 7

Het krediet zal verhoogd worden bij de volgende budgetwijziging.

46 annexes / 46 bijlagen

S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-ELEC_R+1 & TOITURE_A1-horiz.pdf, 22_091-2_Chapelle_La_Chasse.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-VENTIL_RdC et R+1_A1-horiz.pdf, S70746-Chapelle - Bestek - 60 HVAC+SAN+LCI-2.0.1-NL.pdf, S70746 - Chapelle - Bestek - 70 ELEC-2.0.1-NL.pdf, S70746 - Chapelle - CdC - 70 ELEC-2.0.1-FR.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-SAN_RdC et R+1_A1-horiz.pdf, 205 PROJ COUPES.pdf, 202 PROJ ETAGE 1 & TOIT.pdf, S70746 - Chapelle - CdC - 60 HVAC+SAN+LCI-2.0.1 FR.pdf, Chapelle - Clauses administratives FR.pdf, S70746-A229-Chapelle-STAB_V2.0.-Details techniques Acier.pdf, S70746-Chapelle-Metre Estimatif 70 ELECTRICITE-2.0.1.pdf, 001 CDC ARCHITECTURE NL.pdf, 204 PROJ ELEV 2.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-ELEC_RDC 1-100e_A1-horiz.pdf, 001 CDC ARCHITECTURE.pdf, 203 PROJ ELEV 1.pdf, 102 SITEX DEMOL Coupes & Elevations.pdf, S70746-Chapelle-Metre Estimatif 60 HVAC+SAN+LCI-2.0.1.pdf, 302 BINDER BORDEREAUX.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0-ELEC_R-1_A1-horiz_20240924.pdf, S70746-A229-Chapelle-STAB_V2.0.-Haut rez-de-chaussee.pdf, Chapelle - PEB - composition des parois (2).pdf, 101 SITEX DEMOL Plans.pdf, S70746 - Chapelle - mètré et bordereau stabilité - V2.0. FR et NL - 15.04.2025.xlsx, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-VENTIL_R-1_A1-horiz.pdf, Kapel - Aankondiging NL.pdf, S70746-A229-Chapelle-STAB_V2.0.-Details techniques BA.pdf, S70746-A229-Chapelle-STAB_V2.0.-Haut + 1.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-ELEC_RDC_A1-horiz.pdf, 22_091 PSS Chapelle La Chasse ver.01.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-CHAUF_R-1_A1-horiz.pdf, 201 PROJ SOUS SOL & REZ.pdf, Chapelle - Avis de marché FR.pdf, S70746-A229-Chapelle-STAB_V2.0.-Fondation.pdf, Chapelle photos - Kapel fotos.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-SAN_R-1_A1-horiz.pdf, 301 BINDER PLANS A3.pdf, S70746-A229-Chapelle-TS_EXE_v2.0.1-CHAUF_RdC et R+1_A1-horiz.pdf, 303 DETAILS.pdf, Kapel - Administratieve bebalingen NL.pdf, S70746 - Chapelle - Stabilite - cahier des charges - V2.0. - 28.02.2025 FR.pdf, 401 METRE ESTIMATIF-SCHATTENDE OPMETING.pdf, S70746 - Chapelle - Stabilite - cahier des charges - V2.0. - 28.02.2025 NL.pdf, S70746-A229-Chapelle-STAB_V2.0.-Haut sous-sol.pdf

Coordination du plan propreté - Coördinatie van het netheidsplan

10 Convention entre Fost Plus, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek pour l'installation d'ilots de tri sur la place Van Meyel.

Le Conseil communal,

Considérant la présence de déchets dans l'espace public et notamment dans les parcs communaux ;

Vu l'obligation du tri sélectif à Bruxelles et l'absence d'infrastructures de tri sur la commune d'Etterbeek actuellement ;

Considérant l'appel à projet pilote de la Région Bruxelles-Capitale et son financement par l'organisme Fost Plus s'élevant jusqu'à 30 000 euros (au total) ;

Vu l'accord du Conseil Communal du 24.06.2024 sur la convention relative à l'installation de 8 îlots de tri dans les jardins de Fontenay-sous-Bois, déjà réalisée dans le cadre de ce projet pilote, ayant donc bénéficié d'une partie de cette enveloppe de financement ;

Considérant la proposition d'étendre ce projet avec l'installation de 5 îlots de tri sur l'intérieur de la place Van Meyel (cfr. Analyse et plan d'implantation en annexe 1) moyennant à nouveau le retrait de l'ensemble des poubelles sur la zone concernée ;

Considérant le modèle d'îlot de tri retenu (identique à celui installé aux Jardins de Fontenais-sous-bois) ainsi que les affiches destinées à sensibiliser les usagers aux abords des îlots de tri (voir annexes 2 et 3) ;

DECIDE d'approuver :

1. le placement de 5 îlots de tri sur l'intérieur de la Place Van Meyel (cfr. Contexte et Plan en annexe 1 ; Modèle en annexe 2) ;
2. le placement d'un panneau d'information (cfr. Annexe 3) ;
3. la Convention d'engagement pour le/les projet(s) pilote(s) de tri et propreté publique on-the-go et out-of-home.

ENTRE D'UNE PART :

Fost Plus :

Asbl Fost Plus, Avenue des Olympiades 2, 1140 Bruxelles
Représenté par : Wim Geens, directeur général
Mail : wim.geens@fostplus.be

D'AUTRE PART :

La région Bruxelles-Capitale :

Le cabinet de l'environnement et de la propreté publique, Boulevard Saint-Lazare 10, 1210 Bruxelles
Représenté par Alain Maron, ministre de l'environnement et de la propreté publique
Mail : amaron@gov.brussel

ET ENFIN :

La commune d'Etterbeek, établie à 1040 Etterbeek, 31/1, avenue des Casernes, représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, secrétaire communale, dénommée ci-après « la commune »

Coordonnées des personnes de contact (/chefs de projets de l'accord) dans le cadre des projets pilotes :

Fost Plus :

Asbl Fost Plus, Avenue des Olympiades 2, 1140 Bruxelles
Personne de contact : Aurore Van Bogaert
Téléphone : 02.775.03.50 ou 0475.55.24.05
Mail : aurore.vanbogaert@fostplus.be

Bruxelles Environnement :

Bruxelles Environnement, Avenue du Port 86C, 1000 Bruxelles
Personne de contact : Van Campenhout Anja
Téléphone : +3227757939
Mail : avancampenhout@leefmilieu.brussels

Bruxelles-Propreté :

Bruxelles-Propreté, Avenue de Broqueville 12, 1150 Bruxelles

La commune d'Etterbeek

Adresse : Avenue des casernes 31/1, 1040 Etterbeek
Nom et prénom responsable du projet : Cédric De Myttenaere
Mail : cedric.demyttenaere@etterbeek.brussels
Téléphone : 02/627.27.80 ou 0490/52.46.06

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule : Définition des notions de base et contexte des projets pilotes

1. Contexte des projets pilotes

L'accord Propreté Publique et Cadre de Vie (PPCV) est signé en 2016 par la Région Bruxelles Capitale et les entreprises des produits emballés (Coméos, Fevia et Fost Plus) et prend fin en 2024. Cet accord soutient des projets de tri hors domicile et de propreté publique en Région Bruxelles-Capitale. Cet accord est financé par Fost Plus.

Suite à une enquête réalisée auprès des communes, il a été constaté que les infrastructures de tri sont, pour la plupart des communes, manquantes. De plus, il y a une volonté de la part des communes à mettre en place le tri dans l'espace public. Dès lors, il a été convenu de proposer un accompagnement via un dispositif de tri et de propreté dans le cadre de projets On The Go ou Out Of Home.

2. Définition des notions de bases

On The Go : Contexte où les déchets sont générés par la consommation mobile, lorsqu'on se déplace d'un point A à un point B.

Out of Home : Contexte où les déchets sont générés en dehors du domicile, dans des espaces semi-ouverts et fermés (ex : centre sportif, hôpital, en entreprise).

Ilot de tri : Assortiment/Combinaison de 2 poubelles, une pour le PMC et l'autre pour les déchets résiduels. Les poubelles papiers-cartons ou verre peuvent être envisagées dans certains lieux spécifiques.

Emballages PMC : Emballages plastiques, emballages métalliques et cartons à boissons.

Emballages papiers-cartons : Emballages en papier, sacs en papier et boîtes en carton.

Emballages en verre : Bouteilles, bocaux et flacons en verre transparent, incolore et coloré.

Déchets résiduels : Tous les déchets non repris dans les fractions ci-dessus.

Contrat de collecte PMC-entreprises : Un contrat PMC-Entreprises conclu par la commune avec un collecteur privé ayant un contrat avec Fost Plus ou un contrat commercial conclu par la commune avec Bruxelles-Propreté.

Les différents dispositifs : Îlots de tri, cendrier, poubelle pour le verre et autres mobiliers qui pourraient être mis en place le temps du projet pilote.

Touch point : c'est une notion marketing qui permet de connaître les différents points de contact, points d'interaction que l'on peut avoir avec l'utilisateur de l'espace public tout au long de son parcours.

Chapitre 1 : Objet de la participation des chefs de projets de l'accord PPCV et de la commune

Art. 1 Les chefs de projets de l'accord PPCV et la commune s'unissent pour la mise en place d'un dispositif de tri et l'amélioration de la propreté dans une ou deux zones distinctes choisie(s) par la commune. Ces zones doivent faire partie des cinq lieux prioritaires concernant la consommation de PMC on the go ou out of home :

- Infrastructures sportives ;
- Parcs ;
- Places publiques ;
- Zones/rues commerciales ;
- Zones/rues avec des établissements Horeca.

Art. 2 La participation des chefs de projets de l'accord PPCV dans cette collaboration avec la commune a pour objet une mise en place du tri dans l'espace public et privé ainsi qu'une amélioration de la propreté.

Art. 3 Le projet pilote aura une durée minimum de 6 mois et une durée maximum de 12 mois.

Art. 4 La mise en place d'îlots de tri induit par conséquent outre la collecte des déchets résiduels par la commune, la collecte sélective (et en corollaire le recyclage) des PMC, et, le cas échéant des papiers-cartons et du verre.

Art. 5 Dans les zones où de nombreux mégots sont présents, des cendriers doivent être placés.

Art. 6 De plus, des actions de sensibilisation doivent être menées par la commune et/ou avec support des chefs de projets de l'accord PPCV.

1. Zones

Art. 7 Les zones choisies par la commune sont les suivantes :

Zone 2 :

Nom : Place Van Meyel

Adresse et délimitation (si plusieurs rues, ou un espace spécifique dans une zone) : Place Van Meyel, 1040 Etterbeek (intérieur de la place)

Type de zone : parc

Type de voirie(s) (communale, supra-communale, régionale) : communale

Les déchets présents dans la zone : PMC, déchets résiduels, papier-cartons et mégots, alimentaires

2. Fractions visées

Art. 8 Les fractions d'emballages concernées, sont, outre les déchets résiduels, :

- Les PMC (emballages plastiques, emballages métalliques et cartons à boissons (volume max. : 8 litres).

Et le cas échéant :

- Les papiers et cartons ;
- Le verre.

La captation des mégots de cigarettes doit également entrer dans le cadre de ce projet pilote via l'installation de cendriers.

3. Durée du projet

Art. 9 La convention d'engagement est d'application dès la signature du présent document et comprend une période d'observation.

Art. 10 Les chefs de projets de l'accord PPCV ont le droit de résilier immédiatement et de plein droit le présent engagement, sans mise en demeure préalable ni dommages et intérêts, si la commune ne respecte pas une de ses obligations essentielles (c'est-à-dire les articles 17 et 18) en vertu de la présente convention.

Art. 11 En cas de non-respect d'une obligation essentielle (c'est-à-dire les articles 17 et 18) de la part de la commune, les chefs de projets de l'accord PPCV sont en droit de retirer tous les dispositifs qui auront été installés ; îlots de tri, supports de communication, cendriers,...

Chapitre 2 : Financement et engagement des parties

1. Financement et engagement des membres de l'accord PPCV

A. Financement par Fost Plus

Art. 12 Le financement par Fost Plus s'élève à 15.000 € par projet.

Art. 13 L'excédent budgétaire d'un projet peut être transféré à l'autre projet.

Art. 14 Si un projet dépasse les 15.000 €, la commune pourra décider de ne pas réaliser de second projet afin d'assembler les deux budgets (et avoir un budget total de 30.000€) ou de financer le montant manquant ou de réduire le nombre de dispositifs pour rentrer dans le budget disponible.

Art. 15 Les prestations financées par Fost Plus sont les suivantes :

- Matériel pour le projet pilote : îlots de tri, cendriers, matériel de clean-up, ... Le matériel reste la propriété des membres de l'accord PPCV durant toute la durée du/des projet(s). En fin de projet(s), les membres de l'accord Propreté Publique et Cadre de vie céderont gratuitement la propriété des différents dispositifs ;
- Analyse des déchets sauvages sur le sol sur des tronçons de 100 mètres de long et trois mètres de large sur et autour des zones choisies. La taille et le nombre de tronçons peuvent être adaptés en fonction de la disposition des lieux ;
- Analyse de la qualité du tri de la fraction PMC (nouveau sac bleu, contenu des poubelles avant, pendant et après le projet pilote) et le cas échéant pour les papiers-cartons et le verre ;
- Supports de communication lors du lancement du dispositif (signalétique sur les îlots avec les instructions de tri, affiches, clean tags, mini campagne, nudges, vidéo si nécessaire, ...) ;
- Actions de sensibilisation pour introduire les nouveaux dispositifs ;
- Formation pour le personnel de la commune (personnel des infrastructures, éco-team éventuelle, ...).

B. Engagement

Art. 16 Durant le projet pilote, les chefs de projets de l'accord PPCV s'engagent à :

- Coordonner le projet :
 - Planification des réunions avec la commune et les fournisseurs ;
 - Planification des analyses des déchets sauvages et de la qualité du tri des différents dispositifs (3 fois : avant le placement des dispositifs, après le placement et en fin de projets) ;
 - Proposer des dispositifs de tri en fonction du lieu et des besoins de la commune ;
 - Les chefs de projets de l'accord PPCV ou un partenaire assureront la formation du personnel de la commune et d'une éco-team le cas échéant.

2. Financement et engagement de la commune

A. Financement

Art. 17 La commune veille à mettre les ressources humaines et financières pour les éléments suivant :

- Vidange régulières des poubelles des îlots de tri et, le cas échéant, des cendriers ;
- Prise en charge des frais liés à la collecte (sélective pour les fractions triées) et au transport des déchets des îlots de tri et, s'il y en a, des cendriers, ainsi que les frais des différents traitements ;
- Frais d'installation des îlots de tri et, le cas échéant, des cendriers : logistique et moyens humains ;
- S'occuper de la sécurité du matériel et de la signalisation ;
- Maintenance, réparation et remplacement des îlots de tri et, le cas échéant, des cendriers ;
- Si la commune refuse d'acquiescer les dispositifs en fin de convention elle devra prendre à sa charge la désinstallation et le transport des dispositifs chez le partenaire logistique de Fost Plus.

B. Engagement

Art. 18 Durant le projet pilote, la commune quant à elle s'engage (à ses frais si nécessaire) à :

- Participer aux réunions et aux formations organisées par les chefs de projets de l'accord PPCV (et s'assurer de la participation aux formations de son personnel de terrain) ;

- Faire des retours sur les différents dispositifs placés et sur la communication à adopter ;
- Obtenir au préalable auprès des autorités compétentes les autorisations nécessaires pour le placement du dispositif de tri et de propreté publique (îlots de tri et, le cas échéant, de cendriers) ;
- Identifier les zones les plus fréquentées par les visiteurs et les zones de consommation 'on-the-go' ou 'out-of-home' où il est judicieux de placer des îlots de tri, des cendriers ou un dispositif de collecte des verres ;
- Placer les dispositifs de tri (îlots, supports de communication) et de propreté publique ;
- Lors de la vidange, veiller à ce que l'équipe en charge de la gestion des déchets sur le site effectue la vidange à temps et remplace les bons sacs de la bonne couleur, tout en évitant de recouvrir la communication (exemple : les instructions de tri) sur et autour des différents dispositifs ;
- Faire un rapportage 1 fois par trimestre par site sur la quantité et la qualité du PMC (des autres fractions triées et des mégots de cigarettes le cas échéant) via un template simple que les chefs de projets de l'accord PPCV fourniront ;
- La commune s'assurera que les sacs mal triés ne seront pas mélangés aux sacs correctement triés. Les sacs mal triés devront être comptabilisés et placés dans les déchets résiduels ;
- Tenir régulièrement les chefs de projets de l'accord PPCV au courant des problèmes éventuels rencontrés ;
- Engagement de mener des actions de sensibilisation pour introduire les nouveaux dispositifs ;
- Engagement de mettre en place une équipe de terrain 'eco-team' qui soutient le projet et veille à la sensibilisation du public pour une bonne utilisation des dispositifs (p.ex. des gardiens de la paix, des bénévoles-citoyens engagés, ...).
- La commune s'engage à améliorer la qualité du tri. Elle atteindra un seuil minimal de qualité de minimum 50% pour le PMC et 5% d'amélioration de la qualité sur un an. Si, après la première analyse des déchets, le seuil de 50% n'est pas atteint pour les PMC, elle s'engage à mettre en place des actions de sensibilisation.

Chapitre 3 : Les cinq piliers du tri

Art.19 La commune s'engage à inscrire ses actions en tenant compte des cinq piliers du tri.

1. Engagement

Art. 20 Le tri des déchets s'inscrit parfaitement dans l'optique de réduire son empreinte écologique. Pour ce faire, l'engagement de la commune est crucial pour la réussite du projet de tri et de propreté. La commune doit montrer qu'elle soutient le projet et, par conséquent, afficher publiquement sa volonté de capter les déchets cités préalablement dans les zones identifiées et ensuite de recycler les fractions possédant une filière de tri (PMC, le cas échéant, les papiers-cartons, le verre et les mégots).

Art. 21 La commune doit désigner un responsable de projet qui sera notre personne de contact au sein de la commune. La commune doit dégager les moyens financiers nécessaires afin d'avoir à termes un contrat de collecte spécifique pour les déchets engendrés dans le cadre des projets choisis ou s'assurer de l'actualisation du contrat de collecte des administrations si les déchets sont repris par ce moyen. Elle doit également s'assurer que les différents déchets collectés seront bien recyclés. Finalement, elle doit également dégager le personnel humain nécessaire pour vidanger les poubelles et assurer un suivi rapproché des projets.

2. Monitoring

(cf. article 15 et 18.)

3. Infrastructures

Art. 22 Si la commune souhaite utiliser un autre modèle de poubelle/conteneur, de cendrier que ceux présentés, ceci est possible à condition que :

- Le modèle soit approuvé par les chefs de projets de l'accord PPCV ;
- Le modèle respecte le code couleur (bleu pour PMC (code RAL : 5012), jaune pour les papiers-cartons (code RAL : 1032), gris/noir pour déchets résiduels (pantone : 423), vert pour le verre (code RAL : 5021)) ;
- Le modèle soit muni d'une communication approuvée par les chefs de projets de l'accord PPCV.

Art. 23 La commune veille à ce que ce matériel de tri et de communication soit disposé à des endroits permettant une optimisation de leur fonctionnalité. Les chefs de projets de l'accord PPCV pourront amener leur expertise à ce sujet. Il incombera également à la commune de s'assurer que le matériel de tri et de communication subisse le moins de dommages possibles.

Art. 24 La commune utilise les nouveaux sacs bleus PMC fournis par l'opérateur privé/le collecteur de déchets (sacs PMC-entreprises) ou par Bruxelles-Propreté. La commune devra prévoir des autres sacs pour les déchets résiduels et utiliser le cas échéant des sacs conformes pour les papiers-cartons et le verre.

Art. 25 Afin d'éviter le mélange entre les fractions collectées (PMC, déchets résiduels, et le cas échéant, les papiers-cartons, verre et mégots de cigarettes) et si la collecte est centralisée dans les administrations communales, la commune prévoira idéalement une zone de stockage et des conteneurs pour les différentes fractions de la bonne couleur munis d'une signalétique claire mentionnant la fraction à y déposer, et ce, sur tous les côtés accessibles de chaque conteneur. Une procédure claire de logistique sera établie par la commune.

4. Implication

Art. 26 La commune listera les différents canaux et touch-points/ points de contact (par exemple : endroits où nous pouvons toucher la cible car elle passe souvent par-là) à sa disposition pour communiquer vis-à-vis de son personnel ainsi que des usagers des différents lieux. Les « touch points » les plus pertinents seront utilisés.

Art. 27 Le personnel de la commune ainsi que le personnel des infrastructures et/ou zones ciblées devra être conscientisé et sensibilisé du fait de la mise en place des différentes collectes sélectives, ainsi que les usagers de ces infrastructures/zones.

Art. 28 Les chefs de projets de l'accord PPCV et la commune élaboreront ensemble une approche de communication basée sur ces « touch points ».

5. Logistique

Art. 29 La commune agira en bon père de famille et s'assurera que le matériel de tri, de propreté et de communication reste en bon état et propre et que les conteneurs et, le cas échéant, les cendriers, soient à tout moment accessibles et vidangés à heure et à temps.

Art. 30 La commune fera appel au travers d'un contrat de collecte à un opérateur privé ou Bruxelles-Propreté pour assurer le transport des matières collectées, à savoir les déchets PMC, les papiers-cartons, et les déchets résiduels.

Art. 31 La commune fournira aux chefs de projets de l'accord PPCV une copie du contrat de collecte PMC (et autres fractions si triées).

Chapitre 4 : Dispositions

1. Libre accès à Fost Plus et les sous-traitants

Art. 32 La commune donnera accès aux agents de Fost Plus, Bruxelles-Propreté, Bruxelles Environnement et leurs sous-traitants aux îlots de tri et zones de stockage, selon les besoins (p.ex. pour les analyses et suivi de la qualité du tri). La visite sera annoncée auparavant.

2. Responsabilités

Art. 33 En cas de dommages ou vol du dispositif, la commune s'engage à prendre en charge les réparations et remplacement si nécessaire.

Art. 34 Les membres de l'accord PPCV ne peuvent être tenus pour responsables de tout dommage, de quelque nature que ce soit, causé à l'occasion des activités effectuées sur le terrain.

Les membres de l'accord PPCV ne peuvent être tenus pour responsables en cas de réclamations ou actions négatives, menées par des tiers.

Fait à Bruxelles, le _____, en trois exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien

Région de Bruxelles-Capitale

Alain Maron, Ministre de l'environnement et de la propreté publique

Fost Plus ASBL

Wim Geens

Commune d'Etterbeek

Par Ordonnance :

La Secrétaire communale

Annick PETIT

Le Bourgmestre

Vincent DE WOLF

Overeenkomst tussen Fost Plus, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek voor de installatie van sorteereilanden op het Van Meyelplein.

De gemeenteraad,

gelet op de aanwezigheid van afval in de openbare ruimte, in het bijzonder in gemeenteparken;

overwegende dat het in Brussel verplicht is om te sorteren en dat er momenteel geen sorteerfaciliteiten zijn in de gemeente Etterbeek;

gelet op de oproep voor een proefproject van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de financiering ervan door de organisatie Fost Plus voor een bedrag van maximaal 30.000 euro (in totaal);

gelet op het akkoord van de gemeenteraad van 24.06.2024 voor de overeenkomst betreffende de aanleg van 8 sorteereilanden in de tuinen van Fontenay-sous-Bois, die werden aangelegd in het kader van dit proefproject en dus deels werden gefinancierd met dat bedrag;

gelet op het voorstel om dat project uit te breiden met de aanleg van 5 sorteereilanden op het Van Meyelplein (zie analyse en plan in bijlage 1) in ruil voor de verwijdering van alle vuilnisbakken in die zone;

gelet op het model voor de sorteereilanden (identiek als dat van de tuinen van Fontenay-sous-Bois) en de affiches voor de gebruikers van de sorteereilanden (zie bijlagen 2 en 3);

BESLIST goed te keuren :

1. de aanleg van 5 sorteereilanden op het Van Meyelplein (zie context en plan in bijlage 1; model in

- bijlage 2);
- 2. de plaatsing van een informatiebord (zie bijlage 3);
- 3. de verbintenisovereenkomst voor de proefprojecten voor sorteren en openbare netheid on-the-go en out-of-home.

TUSSEN ENERZIJD:

Fost Plus:

vzw Fost Plus, Olympiadenlaan 2, 1140 Brussel
Contactpersoon: Wim Geens, directeur-generaal
E-mail : wim.geens@fostplus.be

ANDERZIJD:

Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

Kabinet van leefmilieu en openbaar netheid, Sint-lazaruslaan 10, 1210 Brussel
Contactpersoon: Alain Maron, Minister van Leefmilieu en openbaar netheid
E-mail : amaron@gov.brussel

EN TEN SLOTTE:

De gemeente Etterbeek, gevestigd in 1040 Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, hierna "de gemeente" genoemd

Gegevens van de contactpersonen (/projectleiders) in het kader van de proefprojecten:

Fost Plus:

vzw Fost Plus, Olympiadenlaan 2, 1140 Brussel
Contactpersoon: Aurore Van Bogaert
Telefoon: 02 775 03 50 of 0475 55 24 05
E-mail: aurore.vanbogaert@fostplus.be

Leefmilieu Brussel:

Leefmilieu Brussel, Havenlaan 86C, 1000 Brussel
Contactpersoon: Maha Daouk
Téléphone : 02.757.939
Mail : mdaouk@leefmilieu.brussels

Net Brussel:

Net Brussel, Broquevillelaan 12, 1150 Brussel

De gemeente Etterbeek

Adres: Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek
Naam en voornaam van de projectverantwoordelijke: Cédric De Myttenaere
E-mail: cedric.demyttenaere@etterbeek.brussels
Telefoon: 02/627.27.80 of 0490/52.46.06

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Preambule: Definitie van de basisbegrippen en context van de proefprojecten

1. Context van de proefprojecten

In 2016 sloten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ondernemingen voor verpakte producten (Comeos, Fevia en Fost Plus) het Akkoord Openbare Netheid en Leefomgeving, dat in 2024 afloopt. Dit akkoord ondersteunt projecten op het gebied van buitenhuis sorteren en openbare netheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en wordt gefinancierd door Fost Plus, Fevia en Comeos.

De gemeenten beschikken veelal niet over een sorteerinfrastructuur, zo blijkt uit een enquête. Bovendien zijn zij bereid om in de openbare ruimte een sorteersysteem op te zetten. Daarom hebben wij besloten

ondersteuning te bieden via sorteer- en netheidsvoorzieningen in het kader van 'on the go'- of 'out of home'-projecten.

2. Definitie van de basisbegrippen

On the go: context waarin afval ontstaat door mobiel verbruik, wanneer mensen zich van punt A naar punt B verplaatsen.

Out of home: context waarin afval ontstaat buiten de woning, in gesloten ruimten (bv. sportcentrum, ziekenhuis, bedrijf).

Sorteereiland: assortiment/combinatie van twee vuilnisbakken: één voor PMD en de andere voor restafval. Op bepaalde locaties kunnen papier- en kartonbakken of glasbakken worden geplaatst.

Pmd-verpakkingen: plastic verpakkingen, metaalverpakkingen en drankkartons.

Papier-kartonverpakkingen: papieren zakken, kartonnen dozen, kranten, tijdschriften, folders, boeken, schrijfpapier, printerpapier.

Glazen verpakkingen: flessen, bokaal, flacons van transparant, kleurloos en gekleurd glas.

Restafval: al het afval dat niet in de bovenstaande fracties thuishoort.

Ophaalcontract pmd-bedrijven: een contract PMD-ondernemingen tussen de gemeente en een privéinzamelaar die een contract heeft met Fost Plus, of een commercieel contract tussen de gemeente en Net Brussel.

De verschillende voorzieningen: sorteereilanden, asbakken, glasbakken en ander meubilair dat tijdens het proefproject kan worden geplaatst.

Touch Point: dit is een marketingconcept dat ons in staat stelt de verschillende contact- en interactiepunten te identificeren die er kunnen zijn met de gebruiker van de openbare ruimte gedurende zijn of haar traject.

Hoofdstuk 1: Doel van de deelname van de projectleiders bij het ONL-akkoord en van de gemeente

Art. 1 De leden van het ONL-akkoord en de gemeente bundelen hun krachten om een sorteersysteem op te zetten en de netheid te verbeteren in een of twee aparte gebieden die door de gemeente worden gekozen. Die gebieden moeten een van de vijf prioritaire locaties zijn voor het gebruik van pmd 'on the go' of 'out of home':

- Sportinfrastructuren;
- Parken;
- Pleinen;
- Commerciële gebieden/straten;
- Gebieden/straten met horeca-vestigingen.

Art. 2 De samenwerking tussen de projectleiders bij het ONL-akkoord en de gemeente beoogt een sorteersysteem in te voeren in de openbare en de particuliere ruimte en de netheid te verbeteren.

Art. 3 Het pilootproject zal een duur van minstens zes maanden en ten hoogste twaalf maanden hebben.

Art. 4 Er zullen sorteereilanden worden geplaatst om, naast het restafval dat door de gemeente wordt ingezameld, op selectieve wijze PMD, en eventueel papier-karton en glas in te zamelen (en dus ook te recyclen).

Art. 5 Op plekken waar veel sigarettenpeuken op de grond liggen, kunnen er asbakken worden geplaatst.

Art. 6 De ingezamelde peuken kunnen dan door de gemeente naar een terugwinningsbedrijf worden gestuurd. Daarnaast kan (of kunnen) de gemeente en/of ONL sensibiliseringsacties houden.

1. Gebieden

Art. 7 De gemeente heeft de volgende gebieden gekozen:

Gebied 2

Naam: Van Meyelplein

Adres en begrenzing (indien meerdere straten, of een specifieke plek in een gebied): Van Meyelplein, 1040 Etterbeek (binnen het plein)

Soort gebied: park

Soort weg(en) (gemeentelijk, supragemeentelijk, gewest-): gemeentelijk

Soort afval in het gebied: PMD, restafval, papier-karton en sigarettenpeuken, voedingswaren

Gebied 2 : /

2. Beoogde fracties

Art. 8 De beoogde verpakkingsfracties zijn, naast restafval:

- PMD (plastic verpakkingen, metaalverpakkingen en drankkartons (max. volume: 8 liter).
- en indien van toepassing:
- Papier-karton;
- Glas.

Het inzamelen van sigarettenpeuken kan ook in dit proefproject worden opgenomen door het plaatsen van asbakken.

3. Duur van het project

Art. 9 De verbintenisovereenkomst wordt van kracht na ondertekening van dit document en omvat een observatieperiode.

Art. 10 De projectleiders bij het ONL-akkoord hebben het recht om deze verbintenis onmiddellijk en van rechtswege te ontbinden, zonder voorafgaande ingebrekestelling of schadevergoeding, indien de gemeente een van haar essentiële verplichtingen (cf. artikels 17 en 18) uit hoofde van deze overeenkomst niet nakomt.

Art. 11 Indien de gemeente een essentiële verplichting niet nakomt, hebben de projectleiders bij het ONL-akkoord het recht alle geplaatste voorzieningen te verwijderen: sorteereilanden, communicatiemateriaal, asbakken enz.

Hoofdstuk 2: Financiering en verbintenis van de partijen

1. Financiering en verbintenis van de leden bij het ONL-akkoord

A. Financiering door Fost Plus

Art. 12 De financiering door Fost Plus bedraagt 15.000 euro per project.

Art. 13 Het budgetoverschot van het ene project kan worden overgedragen naar het andere project.

Art. 14 Als een project meer dan 15 000 euro kost, kan de gemeente besluiten geen tweede project uit te voeren om de twee budgetten samen te voegen (en een totaalbudget van 30 000 euro te hebben) of het ontbrekende bedrag te financieren of het aantal voorzieningen te verminderen om binnen het beschikbare budget te passen.

Art. 15 Fost Plus financiert de volgende prestaties:

- Materiaal voor het proefproject: sorteereilanden, asbakken, opruimmateriaal enz. Het materiaal blijft eigendom van de partijen van het ONL-akkoord gedurende de looptijd van het (de) project(en). Aan het einde van het (de) project(en) dragen de partijen bij het akkoord Openbare Netheid en Leefomgeving de eigendom van de verschillende voorzieningen kosteloos over;
- Analyse van het zwerfvuil over stroken van honderd meter lang en drie meter breed in en rond de geselecteerde gebieden. De grootte van de stroken en hun aantal kunnen worden aangepast aan de indeling van de locatie;
- Kwaliteitsanalyse van de gesorteerde PMD-fractie (nieuwe blauwe zak, inhoud van de vuilnisbakken vóór, tijdens en na het proefproject) en eventueel van papier-karton en glas;
- Communicatiemateriaal bij de lancering van het systeem (sorteerinstructies op de eilanden, affiches, clean tags, minicampagne, nudges, eventueel video enz.);
- Sensibiliseringsacties om de nieuwe voorzieningen te introduceren;
- Opleiding voor het gemeentepersoneel (personeel voor infrastructuur, eventueel ecoteam enz.).

B. Engagement

Art. 16 Tijdens het proefproject verbinden de projectleiders bij het ONL-akkoord zich ertoe:

- Het project te coördineren:

- vergaderingen met de gemeente en leveranciers organiseren;
- analyses van het zwerfvuil en de sorteerkwaliteit van de verschillende voorzieningen te organiseren (drie keer: vóór de plaatsing van de voorzieningen, na de plaatsing en aan het einde van de projecten);
 - communicatiemateriaal ter beschikking te stellen;
 - sorteervoorzieningen ter beschikking te stellen naargelang de plaats en de behoeften van de gemeente;
 - samen met de gemeente sensibiliseringsacties te houden om de nieuwe voorzieningen te introduceren.
 - de projectleiders bij het ONL-akkoord of een partner zullen een opleiding organiseren voor het personeel van de gemeente en, indien nodig, voor een ecoteam.

2. Financiering en engagement van de gemeente

A. Financiering

Art. 17 De gemeente zorgt ervoor dat er personele en financiële middelen beschikbaar zijn voor het volgende:

- Regelmatig ledigen van de afvalbakken van de sorteereilanden en, in voorkomend geval, van de asbakken;
- Dekking van de kosten van inzameling (selectief voor de gesorteerde fracties) en vervoer van het afval van de sorteereilanden en, in voorkomend geval, van de asbakken, alsook van de kosten van de verschillende behandelingen;
- Dekking van de kosten van de installatie van de sorteereilanden en, in voorkomend geval, van de asbakken: logistiek en personele middelen;
- Zorgen voor de beveiliging van het materiaal en van de signalisatie;
- Onderhoud en herstelling van de sorteereilanden en, in voorkomend geval, van de asbakken;
- Indien de gemeente weigert de voorzieningen aan het einde van de overeenkomst over te nemen, dan staat zij in voor de verwijdering van de voorzieningen en voor het transport ervan naar de logistieke partner van Fost Plus.

B. Engagement

Art. 18 Tijdens het proefproject verbindt de gemeente zich ertoe (zo nodig op eigen kosten):

- de vergaderingen bij te wonen en de opleidingen te volgen die door de projectleiders bij het ONL-akkoord worden georganiseerd (en ervoor te zorgen dat haar terreinmedewerkers de opleidingen volgen);
- feedback te geven over de verschillende geplaatste voorzieningen en door de te voeren communicatie;
- vooraf bij de bevoegde autoriteiten de nodige toestemmingen te verkrijgen voor de plaatsing van de sorteer- en netheidsvoorzieningen (sorteereilanden en, in voorkomend geval, asbakken);
- te bepalen welke gebieden het meest bezocht worden en in welke 'on the go'- en 'out of home'-gebieden het zinvol is sorteereilanden, asbakken of een glasophalingssysteem te plaatsen;
- de sorteersystemen (eilanden, communicatiemateriaal) en systemen voor openbare netheid te plaatsen;
- ervoor te zorgen dat het afvalbeheerteam op de betreffende locatie de voorzieningen tijdig ledigt en opnieuw de juiste zakken in de juiste kleur aanbrengt, en dat hierbij de communicatie (bv. sorteerinstructies) op en rond de verschillende voorzieningen niet wordt afgedekt;
- één keer per maand per locatie verslag uit te brengen over de hoeveelheid en kwaliteit van het PMD (en indien van toepassing, andere gesorteerde fracties en sigarettenpeuken) via een eenvoudig sjabloon dat de projectleiders bij het ONL-akkoord zullen verstrekken;
- erop toe te zien dat slecht gesorteerde zakken niet met correct gesorteerde zakken zullen worden vermengd. Onjuist gesorteerde zakken moeten worden geregistreerd en bij het restafval worden gedaan;
- de projectleiders bij het ONL-akkoord regelmatig op de hoogte te houden van eventuele problemen;

- facultatief maar aanbevolen engagement: sensibiliseringsacties houden om de nieuwe voorzieningen te introduceren;
- facultatief maar aanbevolen engagement: voor de betreffende locatie een 'ecoteam' samenstellen dat het project ondersteunt en het publiek voorlicht over het juiste gebruik van de voorzieningen (bv. gemeenschapswachten, geëngageerde burger-vrijwilligers enz.).
- de gemeente zet zich in om de kwaliteit van het sorteren te verbeteren. Ze zal een minimale kwaliteitsdrempel van 50% halen voor PMD en een kwaliteitsverbetering van 5% over een jaar. Als na de eerste afvalanalyse de drempel van 50% voor PMD niet wordt gehaald, verbindt ze zich ertoe bewustmakingsmaatregelen te nemen.

Hoofdstuk 3: De vijf pijlers van het sorteren

Art. 19 De gemeente verbindt zich ertoe om bij deze acties rekening te houden met de vijf pijlers van het sorteren.

1. Engagement

Art. 20 Het sorteren van afval is een perfecte manier om z'n ecologische voetafdruk te verkleinen. Het welslagen van het sorteer- en netheidsproject is dan ook in sterke mate afhankelijk van het engagement van de gemeente. De gemeente moet laten zien dat ze het project steunt en dus openlijk blijk geven van haar intentie om het bovengenoemde afval in de gekozen gebieden in te zamelen en vervolgens de fracties die over een sorteerkanaal beschikken (PMD, eventueel papier-karton, glas en sigarettenpeuken) te recycleren.

Art. 21 De gemeente moet een projectverantwoordelijke aanwijzen die onze contactpersoon in de gemeente is. De gemeente moet de nodige financiële middelen vrijmaken om een specifiek inzamelingscontract te kunnen sluiten voor afval dat in het kader van de geselecteerde projecten wordt gegenereerd, of ervoor zorgen dat het inzamelingscontract van de administraties wordt geactualiseerd indien het afval op die wijze wordt teruggenomen. Zij moet er ook voor zorgen dat de verschillende soorten ingezameld afval wel degelijk worden gerecycleerd. Ten slotte moet zij ook zorgen voor de nodige personele middelen om de vuilnisbakken te ledigen en de projecten van nabij te volgen.

2. Monitoring

(cf. artikel 15 en 18.)

3. Infrastructuur

Art. 22 Indien de gemeente tijdens de looptijd van het project een ander model vuilnisbak/container of asbak wenst te gebruiken, is dit mogelijk op voorwaarde dat:

- het model goedgekeurd werd door de projectleiders bij het ONL-akkoord;
- het model de kleurcode respecteert (blauw voor PMD (RAL-code: 5012), geel voor papier en karton (RAL-code: 1032), grijs/zwart voor restafval (pantone: 423), groen voor glas (RAL-code: 5021);
- op het model een door de projectleiders bij het ONL-akkoord goedgekeurde mededeling is aangebracht.

Art. 23 De gemeente waakt erover dat dit sorteer- en communicatiemateriaal op plekken wordt geplaatst waar ze optimaal kunnen worden benut. De projectleiders bij het ONL-akkoord kunnen wat dit betreft hun deskundigheid inbrengen. Het is ook aan de gemeente om te verzekeren dat het sorteer- en communicatiemateriaal zo weinig mogelijk wordt beschadigd.

Art. 24 De gemeente verbindt zich ertoe de nieuwe blauwe PMD-zakken te gebruiken die door de privéoperator/-afvalinzamelaar (zakken PMD-ondernemingen) of door Net Brussel worden geleverd. De gemeente moet extra zakken voorzien voor restafval en, in voorkomend geval, conforme zakken gebruiken voor papier/karton en glas.

Art. 25 Om te voorkomen dat de ingezamelde fracties (PMD, restafval en, in voorkomend geval, papier en karton, glas en sigarettenpeuken) worden gemengd en indien de inzameling gecentraliseerd wordt bij de gemeentebesturen, zorgt de gemeente idealiter voor een opslagzone en containers voor de verschillende fracties in de juiste kleur, met op elke toegankelijke zijde van de respectieve containers de vermelding van het soort fractie dat erin gestort dient te worden. De gemeente zal een duidelijke logistieke procedure opstellen.

4. Betrokkenheid

Art. 26. De gemeente zal een lijst opstellen van de verschillende kanalen en contactpunten (bv. plaatsen waar we het doelpubliek kunnen bereiken omdat het daar vaak langskomt) waarover ze beschikt om mededelingen te doen aan haar personeel en aan gebruikers van de verschillende locaties. De meest relevante 'contactpunten' zullen worden gebruikt.

Art. 27 Het gemeentepersoneel, het personeel van de betreffende infrastructuren en/of gebieden en de gebruikers van de infrastructuren/gebieden moeten ingelicht worden over het feit dat er een systeem voor collectieve inzameling wordt ingevoerd.

Art. 28 De projectleiders bij het ONL-akkoord en de gemeente zullen samen een communicatieplan opstellen op basis van die 'contactpunten'.

5. Logistiek

Art. 29 De gemeente zal handelen als een goede huisvader en ervoor zorgen dat het sorteer-, netheids- en communicatiemateriaal in goede staat blijft en dat de containers en, in voorkomend geval, de asbakken op elk moment toegankelijk zijn en dat ze tijdig worden leeggemaakt.

Art. 30 Voor het vervoer van de ingezamelde materialen, d.w.z. PMD-afval, papier-karton en restafval, zal de gemeente een inzamelingscontract sluiten met een privéoperator of met Net Brussel.

Art. 31 De gemeente zal de projectleiders bij het ONL-akkoord een exemplaar van het inzamelingscontract voor PMD (en andere fracties indien gesorteerd) verstrekken in het kader van de materiaalaanvraagprocedure.

Hoofdstuk 4: Inrichting

1. Vrije toegang voor Fost Plus en de onderaannemers

Art. 32 De gemeente zal het personeel van Fost Plus, Net Brussel, Leefmilieu Brussel en hun onderaannemers toegang verlenen tot de sorteereilanden en opslagzones, naargelang de behoeften (bv. voor analyse en monitoring van de sorteerkwaliteit). Het bezoek zal vooraf worden aangekondigd.

2. Aansprakelijkheden

Art. 33 Indien de voorziening beschadigd of gestolen wordt, verbindt de gemeente zich ertoe de herstellingen ten laste te nemen.

Art. 34 De partijen bij het ONL-akkoord kunnen niet aansprakelijk worden gesteld voor eventuele schade, van welke aard ook, die door de activiteiten op het terrein wordt veroorzaakt.

De partijen bij het ONL-akkoord kunnen niet aansprakelijk worden gesteld in geval van eventuele claims of negatieve acties van derden.

Gemaakt te Brussel, op ..., in drie exemplaren, waarbij elke partij erkent het hare ontvangen te hebben.

Fost Plus vzw
Wim Geens

Gemeente Etterbeek
In opdracht :
De gemeentesecretaris,
Annick Petit

De burgemeester,
Vincent De Wolf

3 annexes / 3 bijlagen

PP 20250625 CC26.05.25 Ilots de tri Place Van Meyel - Annexe 2 - Ilots de tri - Modèle.pdf, PP 20250625 CC26.05.25 Ilots de tri Place Van Meyel - Annexe 1 - Contexte-et-Plan.pdf, PP 20250625 CC26.05.25 Ilots de tri Place Van Meyel - Annexe 3 - Panneaux COM Ilots de tri.jpg

11 Dispositif « Caméras » de lutte contre les actes de malpropreté : reconduction (2025-2031).- report du 04/06/2025

Le Conseil communal,

Vu l'article 135 de la nouvelle Loi Communale qui définit les nuisances concernées par les faits visés ci-après ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance, modifiée par les lois des 12/11/2009, 03/08/2012, 04/04/2014, 21/04/2106, 21/03/2018 et 30/07/2018 ;

Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra (modifié par l'arrêté royal du 21 août 2009) ;

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'image de caméras de surveillance ;

Vu l'avis positif du chef de corps de la zone de police Montgomery, en date du 1^{er} mai 2025 (voir annexe) ;

Considérant que l'effort mené par la Commune en matière de lutte contre les salissures mérite d'être poursuivi ;

Considérant que la stratégie menée jusqu'ici par le service répression en matière de propreté, dépendant du service "Coordination du Plan Propreté", est grandement facilitée par l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires ciblant la voie publique du territoire de la commune d'Etterbeek ;

Vu que, bien qu'installées provisoirement, et ayant vocation à être déplacées, les caméras dont il est question sont bien considérées comme des « caméras fixes », dans la mesure où elles ne seront jamais déplacées durant l'observation ;

Considérant que cette stratégie peut s'appliquer à l'ensemble du territoire communal, tel que prévu par l'article 5 § 2/1, alinéa 4 de la loi, la décision portant sur les emplacements précis revenant au responsable du traitement des images, à savoir le Collège des Bourgmestre et Échevins, en sa qualité d'organe de représentation de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que l'installation de telles caméras sera notifiée aux services de police, tel que le prévoit l'article 5 § 3, alinéa 1 de la loi ;

Considérant qu'un registre reprenant les activités de traitement d'images par caméra sera tenu par la Commune, responsable du traitement, tel que le prévoit l'article 5 § 3, alinéa 4 de la loi ;

Considérant que l'enregistrement d'images par les caméras de surveillance n'auront d'autre but que de réunir la preuve d'incivilités et d'en identifier les auteurs ;

Sachant que la Commune, au travers de son Collège, désigne des agents constatateurs du service répression propreté en tant que seuls « destinataires » des images qui, une fois téléchargées depuis la mémoire intégrée des caméras elles-mêmes (en différé donc et jamais en direct), font l'objet d'un traitement en vue de dresser constat s'il y a lieu, en application du Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant l'apposition de pictogrammes signalant l'existence de vidéosurveillance installée sur les voies d'accès à la commune, ce qui satisfait à l'obligation d'apposer un pictogramme aux principaux points d'accès au périmètre filmé ;

Notant que, pour éviter toute interruption de service en début de prochaine législature, la proposition porte sur la période déterminée du 01.07.2025 au 30.06.2031 ;

Notant enfin qu'une attention sera prise pour que l'emplacement et l'orientation des caméras de surveillance respecte le « principe de proportionnalité » requis pour tout traitement de données à caractère personnel, y compris au niveau des images filmées, que ce soit en dirigeant les caméras spécifiquement vers des lieux qui relève de la compétence de l'autorité communale, ou que ce soit par le recours à des moyens techniques permettant de masquer les parties sur les images de lieux pour lesquelles l'administration communale n'est pas responsable du traitement des données (ex : habitation privée, commerce, espace privé, etc.) à moins d'avoir obtenu l'autorisation du responsable de traitement des images pour un tel lieu, et ce dans le respect du Règlement général sur la Protection des Données personnelles (RGPD) ;

Notant également qu'en termes de délais de conservation, les images issues des caméras de surveillance sont conservées dans le respect des délais légaux : les images ne donnant pas lieu à un constat sont en effet supprimées directement ; celles permettant de dresser un constat S.A.C. sont quant à elles conservées durant une période de 6 ans afin de garantir de pouvoir y avoir recours en cas de réclamation par les contrevenants ;

Notant enfin que le point de contact pour le droit d'accès aux images est le Responsable des données personnelles de l'administration communale (dpo@etterbeek.brussels) ;

DECIDE

1. D'approuver l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires contrôlant les lieux ouverts sur l'ensemble du territoire communal, dans le cadre de la lutte contre les incivilités en matière de propreté dans l'espace public, et ce pour la période allant du 01.07.2025 au 30.06.2031 inclus ;
2. D'approuver la désignation des agents « destinataires » des images de vidéosurveillance chargés de visionner et de traiter les images en vue de dresser des sanctions administratives communales s'il y a lieu, au nom de la Commune d'Etterbeek : Alexia Cornet, Boniface Kabisa Bular, Payam Samie Far, Emre Olcayto, Ismaël Reynewaeter et Fevzi Civrilli.

Systeem "Camera's" voor de bestrijding van onreinheid: verlenging (2025-2031).- uitstel van 04/06/2025

De gemeenteraad,

gelet op artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet dat de overlast definieert waarop de hierna vermelde feiten betrekking hebben;

gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, gewijzigd bij de wetten van 12/11/2009, 03/08/2012, 04/04/2014, 21/04/2016, 21/03/2018 en 30/07/2018;

gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt (gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 augustus 2009);

gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;

gelet op het positief advies van de korpschef van de politiezone Montgomery op 13 mei 2025 (zie bijlage);

overwegende dat de inspanningen van de gemeente op het vlak van de bestrijding van vervuiling moeten worden voortgezet;

overwegend dat de strategie die tot nu toe werd gevoerd door de dienst Repressie op het vlak van netheid, die deel uitmaakt van de dienst Coördinatie van Netheidsplan, in grote mate wordt vergemakkelijkt door het gebruik van tijdelijke vaste bewakingscamera's die gericht zijn op de openbare weg op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de betrokken camera's, hoewel zij tijdelijk zijn geïnstalleerd en bedoeld zijn om te worden verplaatst, wel degelijk als "vaste camera's" worden beschouwd, aangezien zij tijdens de observatie nooit zullen worden verplaatst;

overwegende dat deze strategie kan worden toegepast op het volledige gemeentelijke grondgebied, zoals bepaald in artikel 5, § 2/1, vierde lid, van de wet, waarbij de beslissing over de precieze locaties wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking van de beelden, namelijk het college van burgemeester en schepenen, in zijn hoedanigheid van vertegenwoordigend orgaan van de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de installatie van die camera's zal worden gemeld aan de politiediensten, zoals bepaald in artikel 5, § 3, eerste lid, van de wet;

overwegende dat een register van de beeldverwerkingsactiviteiten per camera zal worden bijgehouden door de gemeente, die verantwoordelijk is voor de verwerking, zoals bepaald in artikel 5, § 3, vierde lid, van de wet;

overwegende dat de opname van beelden door de bewakingscamera's geen ander doel zal hebben dan het verzamelen van bewijzen van onburgerlijk gedrag en het identificeren van de daders;

overwegende dat de gemeente via haar college de vaststellende ambtenaren van de dienst Repressie Netheid aanstelt als de enige "bestemmingen" van de beelden die, zodra ze uit het geïntegreerde geheugen van de camera's zelf zijn gedownload (dus uitgesteld en nooit live), het voorwerp uitmaken van verwerking met het oog op het opstellen van een vaststelling, indien nodig, in toepassing van het gemeenschappelijk algemeen politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten;

overwegende dat pictogrammen worden aangebracht die wijzen op het bestaan van videobewaking op de toegangswegen tot de gemeente, waarmee wordt voldaan aan de verplichting om een pictogram aan te brengen op de belangrijkste toegangen tot het gefilmde gebied;

overwegende dat het voorstel, om onderbreking van de dienst aan het begin van de volgende legislatuur te

voorkomen, betrekking heeft op de periode van 01.07.2025 tot en met 30.06.2031;

overwegende tot slot dat erop zal worden toegezien dat de plaats en de richting van de bewakingscamera's in overeenstemming zijn met het "evenredigheidsbeginsel" dat vereist is voor elke verwerking van persoonsgegevens, ook op het vlak van de gefilmde beelden, hetzij door de camera's specifiek te richten op plaatsen die onder de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid vallen, hetzij door technische middelen te gebruiken om de delen van de beelden af te schermen van plaatsen waarvoor het gemeentebestuur niet bevoegd is voor de gegevensverwerking (bv. particuliere woning, bedrijf, privéruimte, enz.), tenzij toestemming is verkregen van de persoon die bevoegd is voor de verwerking van de beelden voor een dergelijke plaats, en dit met inachtneming van de algemene verordening gegevensbescherming (AVG);

overwegende ook dat, wat de bewaartermijnen betreft, de beelden van de bewakingscamera's worden bewaard met inachtneming van de wettelijke termijnen: de beelden die geen aanleiding geven tot een vaststelling worden onmiddellijk gewist; de beelden die het mogelijk maken een GAS-vaststelling op te stellen worden gedurende een periode van 6 jaar bewaard om te garanderen dat zij kunnen worden gebruikt in geval van een bezwaar van de overtreders;

overwegende tot slot dat het contactpunt voor het recht op toegang tot de beelden de functionaris voor persoonsgegevens van het gemeentebestuur is (dpo@etterbeek.brussels);

BESLIST

1. Goedkeuring te geven voor de installatie en het gebruik van tijdelijke vaste bewakingscamera's die toezicht houden op niet-besloten plaatsen in de hele gemeente, in het kader van de bestrijding van onburgerlijk gedrag op het vlak van netheid in de openbare ruimte, voor de periode van 01.07.2025 tot en met 30.06.2031;
2. Goedkeuring te geven voor de aanstelling van de ambtenaren die de videobewakingsbeelden zullen ontvangen en die belast zijn met het bekijken en verwerken van de beelden met het oog op de eventuele opstelling van gemeentelijke administratieve sancties, in naam van de gemeente Etterbeek: Alexia Cornet, Boniface Kabisa Bular, Payam Samie Far, Emre Olcayto, Ismaël Reynewaeter en Fevzi Civrilli.

1 annexe / 1 bijlage

Avis_Police_sur_caméras_propreté_Etterbeek_20250513.pdf

Climat - Klimaat

12 Conseil consultatif du Climat - Règlement - Approbation

Le Conseil Communal d'Etterbeek,

Considérant qu'un Plan d'Actions Climat d'Etterbeek a été approuvé en novembre 2024 et que sa phase d'implémentation a démarré en janvier 2025 ;

Considérant que la participation citoyenne fait partie intégrante de ce Plan ;

Considérant la volonté de créer un « Conseil consultatif du Climat » ;

Considérant la proposition de règlement ci-dessous :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Art 1. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- le Conseil consultatif : le Conseil consultatif etterbeekois du Climat. Il s'agit d'un organe transversal réunissant un échantillon représentatif de citoyen•nes etterbeekois•es et des représentant•es des différentes compétences communales concernées par l'une ou plusieurs thématiques abordées dans le Plan d'Actions Climat.
- le Collège : le Collège des Bourgmestre et Echevin•es de la commune d'Etterbeek
- Plan d'Actions Climat : plan d'actions stratégique, élaboré avec le soutien de Bruxelles Environnement, et adopté par la Commune d'Etterbeek en 2024 visant à réduire, à travers une approche transversale et pluridisciplinaire, de 55% les émissions directes de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire communal d'ici 2030, à adapter le territoire aux effets du changement climatique et à atteindre la neutralité carbone en 2050.

Chapitre 2 : Création et missions

Art 2. Il est créé par le Conseil communal d'Etterbeek un « Conseil consultatif du Climat ».

Mission : Le Conseil Consultatif a comme mission générale d'émettre des avis, de faire des propositions ou recommandations sur toute question susceptible de promouvoir l'action de la Commune à l'égard du climat, de l'environnement ou de la transition écologique.

Le Conseil consultatif a pour missions particulières de :

- Suggérer, favoriser et soutenir toute initiative qui contribue à la mise en œuvre du Plan d'Actions Climat d'Etterbeek et aux engagements climatiques de la Commune.
- Fournir aux citoyen•nes l'occasion d'exprimer leurs propositions, opinions et préoccupations ;
- Permettre aux citoyen•nes de nous informer au sujet des situations rencontrées au sein de la commune en lien avec les enjeux climatiques ;
- Informer, sensibiliser, former et encapaciter ce public sur les thèmes susmentionnés ;
- Favoriser la prise de conscience des citoyen•nes au rôle qui leur revient dans la commune en suscitant leur participation active ;

Art 3. D'initiative ou à la demande du Conseil communal ou du Collège, le Conseil consultatif émet des avis et fait des propositions, sous forme de recommandations, aux autorités communales.

Art 4. Le Conseil consultatif a un rôle d'avis : le pouvoir de décision appartient exclusivement au Collège et au Conseil communal.

Chapitre 3 : Composition du Conseil consultatif

Art 5.

Le Conseil Consultatif se compose de la façon suivante :

- 15 citoyen•nes au total :

§ Les citoyen•nes volontaires à rejoindre le projet

§ Les citoyen•ne.s etterbeekoi.se.s tiré.e.s au sort, selon les modalités décrites à l'article 6, § 1^{er} du présent règlement ;

En parallèle, une équipe de fonctionnaires communaux soutient les travaux du Conseil et se compose de:

- Un.e fonctionnaire en charge de la participation citoyenne ;

- Un.e fonctionnaire en charge du Climat ;
- Un.e fonctionnaire en charge de la Transition écologique ;

Les différents services de l'Administration Communale peuvent être appelés pour présenter leur point de vue, fournir des informations sur les projets qui les occupent, et donner un avis sur la faisabilité de suggestions émises par le Conseil.

Le Bourgmestre, en charge du Climat, est membre de droit du Conseil. Il sera entendu en amont des débats afin de présenter les éléments nécessaires à la bonne compréhension des points inscrits à l'ordre du jour. En cas d'indisponibilité, ou si le point abordé relève de la compétence d'un.e autre Echevin.e, ce dernier pourra être entendu en lieu et place du Bourgmestre.

Les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevin.es peuvent demander à assister à une séance du Conseil en tant qu'observateur.ices si un ou plusieurs points de l'ordre du jour sont directement en lien avec l'une de leurs compétences.

Le Bourgmestre présidera la première séance. Ensuite, une co-présidence avec un.e citoyen•nes sera mise en place.

Art. 6. Les modalités de désignation des membres

§ 1^{er}. Les citoyen.ne.s siégeant au sein du Conseil sont soit volontaires, soit tiré.e.s au sort par le service désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevin•es, sur base d'une extraction du registre national et dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles.

Les personnes tirées au sort (minimum 1000 personnes) seront contactées personnellement afin de recevoir une information complète sur les objectifs et le fonctionnement du Conseil.

Après avoir reçu cette information, ces personnes disposeront d'un délai d'une semaine afin d'accepter ou de refuser leur participation au Conseil. Un quota minimum de :

- Parité H/F
- 1/3 de représentant•es de moins de 35 ans

Si le premier tirage au sort ne suffit pas à atteindre ce quota, un nouveau tirage au sort sera effectué et la même procédure sera appliquée jusqu'à l'obtention du quota voulu.

§ 2. Tout membre est libre de se retirer du Conseil.

La démission est adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevin•es qui la communique au Conseil communal, afin d'être actée et confirmée par celui-ci. Le Collège des Bourgmestre et Echevin•es peut, sur décision motivée, après audition, exclure un membre ayant adopté une attitude contraire à la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

§ 3. Une liste de suppléant.e.s est constituée pour répondre aux éventuels désistements, démissions ou impossibilité de siéger des membres. Les suppléant.e.s doivent répondre aux mêmes exigences que les membres effectif.ve.s du Conseil. Cette liste est mise à jour tous les 2

Chapitre 4 : Fonctionnement du Conseil consultatif

Art 7. Le Conseil se réunira six fois entre juin 2025 et décembre 2026. Une à 2 séances supplémentaires pourront être organisées si le Conseil le juge nécessaire.

Les conseiller•ères sont nommé•es pour un mandat d'une durée maximale de deux ans.

Art 8. Le Conseil peut demander des séances supplémentaires entre les réunions pour écouter des expert•es. Ces séances se tiendront prioritairement en ligne. L'option de prendre part à des atelier/ visites est également possible. Ces séances supplémentaires seront dans ce cas ouvertes au public.

Art 9. Tou•tes les conseiller•ères communaux et les Echevin•es sont invité•es à assister aux réunions. En outre, l'attention des membres du Collège sera attirée lorsque l'ordre du jour reprend des points dans la sphère de leurs compétences.

Art 10. La convocation ainsi que l'ordre du jour seront envoyés au moins quinze jours avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence.

Art 11. Le Conseil consultatif ne peut se réunir valablement que si la majorité de ses membres est présente. Il ne peut émettre d'avis ou de propositions que si les deux tiers des membres sont présents. En cas d'absence de quorum, une nouvelle réunion est convoquée dans un délai raisonnable, et le Conseil peut alors valablement siéger quel que soit le nombre de membres présents.

Art 12. Toutes les propositions et avis émanant du Conseil consultatif sont prises à la majorité des suffrages émis par les membres présents. En cas de partage, la proposition mise aux voix est rejetée.

Art 13. Le secrétariat est assuré en alternance par les services Participation, Transition écologique et Climat. Les membres du secrétariat rédigent le procès-verbal de chaque séance et en transmettent une copie aux membres du Collège. Le service de la Participation s'occupe de convoquer les membres.

Art 14. La participation au Conseil consultatif est bénévole. Aucune indemnité financière n'est octroyée.

Art 15. Le Conseil consultatif établira un rapport à remettre aux Collège des Bourgmestre et Echevin•es au plus tard pour le Collège d'avril 2027. Le Collège des Bourgmestre et Echevin•es s'engage à discuter du contenu du rapport et à rendre un avis sur les propositions contenues dans celui-ci, par écrit, maximum 12 mois après la présentation devant le Conseil Communal.

Art. 16. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son adoption par le Conseil communal.

Art 17. Toute situation non prévue par le présent règlement sera du ressort du Collège.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 23 juin 2025.

DECIDE de créer un « Conseil consultatif du climat » et d'approuver le règlement ci-dessus.

Adviesraad voor klimaat - Reglement - Goedkeuring

De gemeenteraad,

overwegende dat en Klimaatactieplan voor Etterbeek werd goedgekeurd in november 2024 en dat de implementatie van dat plan is gestart in januari 2025;

overwegende dat burgerinspraak een onderdeel is van dag plan;

gelet op de wil om een "Adviesraad voor klimaat" op te richten ;

gelet op het onderstaande ontwerp van reglement:

Commissie/Adviesraad voor klimaat – Reglement

Hoofdstuk 1: Algemene bepalingen

Art 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

- de adviesraad: de adviesraad voor klimaat van Etterbeek. Het is een transversaal orgaan dat een representatieve steekproef van inwoners van Etterbeek samenbrengt met vertegenwoordigers van

de verschillende gemeentelijke bevoegdheden die aanleunen bij een of meerdere thema's uit het Klimaatactieplan.

- het college: het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek.
- Klimaatactieplan: strategisch actieplan dat is opgesteld met de steun van Leefmilieu Brussel en dat is goedgekeurd door de gemeente Etterbeek in 2024. Het doel van het plan is om de uitstoot van broeikasgassen in de gemeente met 55 procent te verminderen tegen 2030, het grondgebied aan te passen aan de effecten van de klimaatverandering en koolstofneutraal te zijn tegen 2050 en dat via een transversale en multidisciplinaire aanpak.

Hoofdstuk 2: Oprichting en opdrachten

Art 2. De gemeenteraad van Etterbeek richt een “adviesraad voor klimaat” op.

OPDRACHT: De adviesraad heeft als algemene opdracht om adviezen uit te brengen en voorstellen of aanbevelingen te doen over alle kwesties die de acties van de gemeente voor het klimaat, het milieu of de ecologische transitie kunnen bevorderen.

De adviesraad heeft de volgende specifieke opdrachten:

- Initiatieven voorstellen, bevorderen en ondersteunen die bijdragen aan de uitvoering van het Klimaatactieplan van Etterbeek en aan de klimaatverbintenissen van de gemeente.
- Inwoners de kans geven om hun voorstellen, meningen en bezorgdheden te uiten.
- Inwoners de kans geven om ons te informeren over situaties in de gemeente die verband houden met de klimaatuitdagingen.
- Het publiek informeren, sensibiliseren, opleiden en versterken rond de hierboven genoemde thema's.
- De inwoners laten inzien dat zij een rol hebben binnen de gemeente door hen actief bij het beleid te betrekken.

Art 3. Op eigen initiatief of op vraag van de gemeenteraad of het college geeft de adviesraad adviezen en doet ze voorstellen in de vorm van aanbevelingen aan de gemeentelijke overheid.

Art 4. De adviesraad heeft een adviserende rol. De beslissingsbevoegdheid ligt uitsluitend bij het college en de gemeenteraad.

Hoofdstuk 3: Samenstelling van de adviesraad

Art 5. De adviesraad bestaat uit:

- 15 inwoners in totaal:

§ De inwoners die zich vrijwillig hebben aangesloten bij het project

§ De inwoners van Etterbeek die worden geloot volgens de voorwaarden uit artikel 6, §1 van dit reglement

Een team van gemeenteambtenaren ondersteunt de werkzaamheden van de adviesraad. Dat team bestaat uit:

- een ambtenaar die verantwoordelijk is voor burgerparticipatie,
- een ambtenaar die verantwoordelijk is voor klimaat,
- een ambtenaar die verantwoordelijk is voor ecologische transitie.

De verschillende gemeentediensten kunnen een uitnodiging krijgen om hun standpunt toe te lichten, informatie te geven over lopende projecten en advies te geven over de haalbaarheid van voorstellen van de raad.

De burgemeester, bevoegd voor Klimaat, is van rechtswege lid van de raad. Hij wordt voorafgaand aan de debatten gehoord voor een goed begrip van de agendapunten. Wanneer de burgemeester afwezig is, of

wanneer het besproken punt onder de bevoegdheid van een andere schepen valt, kan die schepen in de plaats van de burgemeester worden gehoord.

De andere leden van het college van burgemeester en schepenen kunnen vragen om als waarnemer een zitting van de raad bij te wonen als een of meerdere agendapunten rechtstreeks verband houden met hun bevoegdheden.

De burgemeester zit de eerste zitting voor. Vervolgens wordt een medevoorzitterschap met een inwoner ingevoerd.

Art 6. Voorwaarden voor de aanstelling van de leden

§ 1. De inwoners die in de raad zetelen hebben zich ofwel vrijwillig kandidaat gesteld, ofwel werden zij geloot door de dienst die daartoe wordt aangesteld door het college van burgemeester en schepenen, op basis van een extractie uit het rijksregister en in naleving van de wetgeving over de bescherming van persoonsgegevens.

De personen die worden geloot (minstens 1000 personen) worden persoonlijk gecontacteerd en krijgen informatie over de doelstellingen en de werking van de raad.

Nadat zij die informatie hebben gekregen, hebben die personen één week de tijd om hun deelname aan de raad te aanvaarden of te weigeren. Een minimumquota van:

- Gelijkheid tussen mannen/vrouwen
- 1/3 jonger dan 35 jaar

Als de eerste loting niet voldoende is om dat quotum te behalen, wordt een nieuwe loting uitgevoerd en wordt dezelfde procedure toegepast totdat het gewenste quotum wordt behaald.

§ 2. Alle leden zijn vrij om zich terug te trekken uit de raad.

Zij bezorgen hun ontslag schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen. Het college informeert de gemeenteraad van het ontslag zodat die er akte van kan nemen en het ontslag kan bevestigen. Het college van burgemeester en schepenen kan, met een gemotiveerde beslissing en na verhoor, een lid uitsluiten dat gedrag stelt in strijd met het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

§ 3. Er wordt een lijst met plaatsvervangers opgesteld om eventuele terugtrekking, ontslag of verhindering van leden op te vangen. De plaatsvervangers moeten beantwoorden aan dezelfde eisen als de effectieve leden van de raad. Deze lijst wordt om de 2 jaar bijgewerkt.

Hoofdstuk 4: Werking van de adviesraad

Art 7. De raad komt zes keer samen tussen juni 2025 en december 2026. Als de raad dat nodig vindt, kunnen er een of twee extra zittingen plaatsvinden.

De raadsleden worden aangesteld voor een mandaat van maximaal twee jaar.

Art 8. De raad kan extra zittingen vragen tussen de vergaderingen om te luisteren naar experts. Die zittingen vinden voornamelijk online plaats. Er is ook de mogelijkheid om deel te nemen aan workshops/bezoeken. Die extra zittingen zijn in dat geval toegankelijk voor het publiek.

Art 9. Alle gemeenteraadsleden en schepenen krijgen een uitnodiging om de vergaderingen bij te wonen. Bovendien worden de leden van het college geïnformeerd wanneer een van de agendapunten aanleunt bij hun bevoegdheden.

Art 10. De uitnodiging en de agenda worden minstens veertien dagen voor de vergadering verstuurd, behalve in dringende gevallen.

Art 11. De adviesraad kan enkel geldig vergaderen als de meerderheid van de leden aanwezig is. Hij kan enkel adviezen en voorstellen doen als twee derde van de leden aanwezig zijn. Als het quorum niet is bereikt, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen een redelijke termijn. Tijdens die vergadering kan de raad geldig vergaderen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art 12. Alle voorstellen en adviezen van de adviesraad worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Art 13. De diensten Participatie, Ecologische Transitie en Klimaat zorgen afwisselend voor het secretariaat.

De leden van het secretariaat stellen de notulen van elke zitting op en bezorgen een kopie aan het college. De dienst Burgerparticipatie verstuurt de uitnodigingen naar de leden.

Art 14. De raadsleden nemen op vrijwillige basis deel aan de adviesraad. Zij ontvangen geen financiële vergoeding.

Art 15. De adviesraad stelt een verslag op voor het college van burgemeester en schepenen uiterlijk voor het college van april 2027. Het college van burgemeester en schepenen verbindt zich ertoe de inhoud van het verslag te bespreken en een schriftelijk advies te geven over de voorstellen uit het verslag, uiterlijk 12 maanden na de voorstelling aan de gemeenteraad.

Art 16. Dit reglement treedt in werking op de datum van zijn goedkeuring door de gemeenteraad.

Art 17. Elke situatie die niet voorzien is in dit reglement valt onder de bevoegdheid van het college.

Aldus beraadslaagd in openbare zitting van de gemeenteraad in Etterbeek op 23 juni 2025.

BESLIST om een "Adviesraad voor klimaat" op te richten en het bovenstaande reglement goed te keuren.

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

13 Conseil Consultatif du Climat - Désignation des membres

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs dont le conseil consultatif du climat ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Échevins, dans sa séance du 16 avril 2025, a approuvé le règlement du Conseil consultatif du Climat ;

Considérant l'article 6 de ce règlement, précisant les modalités de désignation des membres, à savoir :

- Parité H/F
- 1/3 des membres de moins de 35 ans ;

Considérant que le service de la participation citoyenne, pour la catégorie de membres volontaires, a reçu 21 candidatures suite à l'appel à candidature, et que 7 personnes ont été tirées au sort parmi celles-ci ;

Considérant que le service de la participation citoyenne, pour la catégorie de membres tirés au sort, a reçu 94 candidatures et que 8 personnes ont été tirées au sort parmi celles-ci ;

Considérant que des suppléant.e.s ont été identifiés pour remplacer utilement les membres effectifs qui démissionneraient par la suite ;

Considérant que chaque départ d'un.e membre entraînera la désignation d'un nouveau suppléant en vue de garantir la composition du conseil consultatif telle que décrite dans le règlement ;

DECIDE

I. De désigner les membres suivants en tant que conseiller•ère•s du Conseil consultatif du Climat :

a. Membres volontaires :

1. Ait bouhia, Yassir
2. Brazier, Mary
3. Gilson, Claudine
4. Girethova, Kristina
5. Guiho, Thomas
6. Janin, Olivier
7. Patel, Parita

b. Membres tiré•e•s au sort :

1. Auferoth, Sebastian
2. Cafmeyer, Edmond Charles
3. De Bom Van Driessche, Margaux
4. Hoberg, Isabelle
5. Vander Linden, Arnaud
6. Le Boulangé, Christine
7. Rezarta, Kapaj
8. Violon, Joël

II. De désigner les membres suivants en tant que suppléant•e•s :

a. Membres volontaires :

1. Duta, Alexandru Constantin (Suppléant de Ait bouhia, Yassir)
2. Gelot, Stephanie (Suppléante de Brazier, Mary)
3. Dumoulin, Sophie (Suppléante de Gilson, Claudine)
4. Billay, Frederique (Suppléante de Girethova, Kristina)
5. Vo, Hong (Suppléant de Guiho, Thomas)
6. Chahhou, Anas (Suppléant de Janin, Olivier)
7. Hasdenteufel, Marie (Suppléante de Patel, Parita)

b. Membres tiré•e•s au sort :

1. Gridah, Mohamed-Yassin (Suppléant de Auferoth, Sebastian)
2. Raimbault, Xavier (Suppléant de Cafmeyer, Edmond Charles)
3. El Khattabi, Hayat (Suppléante de De Bom Van Driessche, Margaux)
4. Feu Julia, Maria Inmaculada (Suppléante de Hoberg, Isabelle)
5. Deltort, Flavien (Suppléant de Vander Linden, Arnaud)
6. Krontal, Anja (Suppléante de Le Boulangé, Christine)
7. Gonzalez, Andrea (Suppléante de Rezarta, Kapaj)
8. Traversa, Giovanbattista (Suppléant de Violon, Joël)

Adviesraad voor klimaat - Aanstelling van de leden

De gemeenteraad,

overwegende dat de beleidsnota 2025-2027 voorziet in de oprichting van nieuwe adviesraden, waaronder de adviesraad voor klimaat;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 16 april 2025 het reglement van de adviesraad voor klimaat heeft goedgekeurd;

overwegende dat artikel 6 van dat reglement de voorwaarden voor de aanstelling van de leden bepaalt, namelijk:

- Gelijkheid tussen mannen/vrouwen
- 1/3 van de leden jonger dan 35 jaar:

overwegende dat de dienst Burgerparticipatie voor de categorie van de leden-vrijwilligers 21 kandidaturen heeft ontvangen naar aanleiding van de kandidatuuroproep en dat daaruit 7 personen werden geloot;

overwegende dat de dienst Burgerparticipatie voor de categorie van de gelote leden 94 kandidaturen heeft ontvangen en dat daaruit 8 personen werden geloot;

overwegende dat ook de plaatsvervangers werden geïdentificeerd om de effectieve leden die ontslag zouden nemen te vervangen;

overwegende dat elk vertrek van een lid zal leiden tot de aanstelling van een nieuwe plaatsvervanger om de samenstelling van de adviesraad te waarborgen zoals beschreven in het reglement;

BESLIST

I. Om de volgende leden aan te stellen als leden van de adviesraad voor klimaat:

a. Leden-vrijwilligers:

1. Ait bouhia, Yassir
2. Brazier, Mary
3. Gilson, Claudine
4. Girethova, Kristina
5. Guiho, Thomas
6. Janin, Olivier
7. Patel, Parita

b. Leden die werden geloot:

1. Auferoth, Sebastian
2. Cafmeyer, Edmond Charles
3. De Bom Van Driessche, Margaux
4. Hoberg, Isabelle
5. Vander Linden, Arnaud
6. Le Boulangé, Christine
7. Rezarta, Kapaj
8. Violon, Joël

II. Om de volgende leden aan te stellen als plaatsvervangers:

a. Leden-vrijwilligers:

1. Duta, Alexandru Constantin (plaatsvervanger van Ait bouhia, Yassir)
2. Gelot, Stephanie (plaatsvervanger van Brazier, Mary)
3. Dumoulin, Sophie (plaatsvervanger van Gilson, Claudine)
4. Billay, Frederique (plaatsvervanger van Girethova, Kristina)
5. Vo, Hong (plaatsvervanger van Guiho, Thomas)
6. Chahhou, Anas (plaatsvervanger van Janin, Olivier)
7. Hasdenteufel, Marie (plaatsvervanger van Patel, Parita)

b. Leden die werden geloot:

1. Gridah, Mohamed-Yassin (plaatsvervanger van Auferoth, Sebastian)
2. Raimbault, Xavier (plaatsvervanger van Cafmeyer, Edmond Charles)
3. El Khattabi, Hayat (plaatsvervanger van De Bom Van Driessche, Margaux)
4. Feu Julia, Maria Inmaculada (plaatsvervanger van Hoberg, Isabelle)
5. Deltort, Flavien (plaatsvervanger van Vander Linden, Arnaud)
6. Krontal, Anja (plaatsvervanger van Le Boulangé, Christine)

7. Gonzalez, Andrea (plaatsvervanger van Rezarta, Kapaj)
8. Traversa, Giovanbattista (plaatsvervanger van Violon, Joël)

Finances - Financiën

14 **Avenant n°8 à la convention du 10 décembre 1998 en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'Ordonnance du 24 novembre 2011**

Le conseil communal,

Vu la convention du 10 décembre 1998, conclue entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des trésoreries communales, le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, le Collège réuni, la commune et le CPAS d'Etterbeek;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

DEDIDE d'approuver l'avenant n°8 de la convention en annexe, entre le Fonds Régional, le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, la commune et le CPAS d'Etterbeek;

Aanghangsel nr. 8 bij de overeenkomst van 10 december 1998, in uitvoering van artikel 4 van het besluit van 8 april 1993 tot oprichting van het FRBRTC, zoals gewijzigd bij het besluit van 24 november 2011

De gemeenteraad,

Gelet op het aanhangsel n°8 van de overeenkomst van 10 december 1998 tussen het Brussels Gewestelijkfonds, de Brusselse Hoofdstelike Regering, het verenigd college, de gemeente en het OCMW van Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT het aanhangsel n°8 in bijlage, tussen het Gewestelijkfonds, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

*Etterbeek Avenant FR&NL.pdf12364714762956748047.pdf, Etterbeek NOTIF
FR&NL.pdf12471767955455505836.pdf*

15 **Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2026**

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil Communal du **24 juin 2024** relative au même objet, expirant le 31 décembre **2025** ;

Vu l'article 170, §4, de la constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune d'Etterbeek, pour l'exercice **2026**, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Fait en séance publique à Etterbeek, le **23 juin 2025**.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies – Dienstjaar 2026

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **24 juni 2024** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op 31 december **2025**;

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het

administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1: Er worden voor het aanslagjaar **2026** ten voordele van de gemeente Etterbeek, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3: Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Aldus beslist in openbare zitting te Etterbeek, op **23 juni 2025**.

16 Comptes communaux 2024

Le conseil communal,

Vu le compte budgétaire 2024 dressé par le Receveur Communal ;

Attendu que ce compte se clôture avec un boni de **€ 2.950.024,35** au service ordinaire et avec un mali de **€ 24.169.019,39** au service extraordinaire.

Vu le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2024;

Attendu que le compte de résultat se clôture avec un boni de **€ 5.377.177,36** résultat que l'on retrouve au bilan ;

Attendu que ces documents ont été présentés au collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 11 juin 2025;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

APPROUVE :

1. les comptes budgétaires 2024 ;
2. le compte de résultat 2024 et le bilan au 31 décembre 2024.

Gemeenterekeningen 2024

De gemeenteraad,

gezien de begrotingsrekening over 2024 opgesteld door de Gemeenteontvanger;

overwegende dat deze rekening afgesloten wordt met een tegoed van **€ 2.950.024,35** op de gewone dienst en een tekort van **€ 24.169.019,39** op de buitengewone dienst;

gezien de balans en de resultatenrekening op 31 december 2024.

overwegende dat de resultatenrekening afgesloten wordt met een tegoed van **€ 5.377.177,36** resultaat dat

men terugvindt op de balans;

overwegende dat deze documenten aan het college van Burgemeester en Schepenen werd voorgelegd in hun zitting van 11 juni 2025;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

KEURT GOED:

1. de begrotingsrekeningen over 2024;
2. de resultatenrekening over 2024 en de balans op 31 december 2024.

8 annexes / 8 bijlagen

resultatenrekening gedetailleerd.pdf, bilan détaillé.pdf, compte budgétaire 2024.pdf, begrotingsrekening.pdf, compte budgétaire 2024 detail dépenses et recettes.pdf, Compte de résultats détaillé.pdf, budgétaire rekening detail dépenses recettes.pdf, balans gedetailleerd.pdf

17 CPAS - Budget 2025 et plan triennal 2025-2027

OCMW - Begroting 2025 en driejarig financieringsplan 2025-2027

9 annexes / 9 bijlagen

Rapport économies d'échelle.pdf, Budget 2025 - Version finale.pdf, B.2025_Note explicative.pdf, 14_Annexe_Bijlage_B1_B3.xlsx, B. 2025 - Programme investissement + financement.xlsx, Note explicative - Plan financier 2025-2027.pdf, B. 2025 - Emprunts.xlsx, 14_Annexe_Bijlage_P1_P6.xlsx, B. 2025_Avis groupe technique (signé).pdf

18 Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique – Exercice 2026

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition **2026**, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le **30 juin 2025** ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition **2026**.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition **2026**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies – Dienstjaar 2026

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar **2026** in zoverre de gemeente voor **30 juni 2025** de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar **2026**.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de

gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar **2026**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Budget - Begroting

19 Budget 2025 – Modification n°1 - services ordinaire

Begroting 2025 - Wijzigingen n° 1 - gewone diensten

2 annexes / 2 bijlagen

bw 1.pdf, mb 1 .pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

20 Avenant à la convention relative « Brede School Domino 2024-2025 » entre la commune d’Etterbeek et la Commission communautaire flamande (VGC).

Le conseil communal,

Considérant qu’en sa séance du 26 octobre 2015, le Conseil communal a approuvé la convention pluriannuelle entre la commune d’Etterbeek et la Commission communautaire flamande (VGC) relative au subsidie Brede School Brussel 2015-2020 ;

Considérant le prolongement de cette convention pluriannuelle pour les années scolaires 2021-2022, 2022-2023 et de septembre 2023 à décembre 2023 ;

Considérant qu’en sa séance du 6 février 2023, le collège a pris connaissance de la réforme de Brede School Brussel par le collège de la VGC ;

Considérant que suite à cette réforme, une nouvelle convention a été conclue entre la commune d’Etterbeek et la Commission communautaire flamande (VGC) ;

Considérant qu’en sa séance du 20 novembre 2023, le Conseil communal a approuvé la nouvelle convention ;

Considérant que cette convention est en vigueur du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025 ;Considérant que le collège des affaire courantes de la Commission communautaire flamande (VGC) a décidé de prolonger les conventions et accords pluriannuels arrivant à échéance le 31 décembre 2025 jusqu’au 30 juin 2026 ;

DECIDE d'approuver la signature de l’avenant à la convention tel que repris ci-dessous.

Avenant à la convention Brede School 2024-2025

ENTRE :

La Commission communautaire flamande (VGC, établissement public doté de la personnalité juridique, situé à 1000 Bruxelles, avenue Emile Jacqmain 135, et inscrit à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0240.682.635), représentée par le Collège de la Commission communautaire flamande, au nom duquel agit Pieter Van Camp, coordinateur-expert de la cellule Stedelijk Beleid (politique urbaine)

et

La commune d'Etterbeek (0207.365.610), avenue des Casernes boîte 1 à 1040 Etterbeek, représentée par Annick Petit, secrétaire communale, et Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, de l'Emploi & de l'Entrepreneuriat, de l'Informatique et de l'E-gouvernement, des Marchés publics & Economat et du Sport,

Il est exposé préalablement ce qui suit :

La VGC met en œuvre sa politique notamment par la conclusion de conventions et d'accords pluriannuels avec des partenaires clés du secteur néerlandophone bruxellois. Ces accords et conventions suivent la durée du plan pluriannuel de la VGC. Le plan actuel 2022-2025 ainsi que la plupart des conventions et accords pluriannuels prendront fin le 31 décembre 2025.

Afin de permettre à la VGC et à ses partenaires néerlandophones d'assurer la transition vers le nouveau plan pluriannuel 2026-2030, y compris l'élaboration et l'approbation de nouveaux accords et conventions, le Collège a décidé, le 30 avril 2025, de prolonger de 6 mois la durée des accords et conventions en cours

(décision du Collège 20242025-0460 du 30-04-2025, approuvant la prolongation des conventions et des accords pluriannuels).

Est convenu ce qui suit :

Article 1

La durée de la convention, telle que déterminée à l'article 18, est prolongée de 6 mois et prendra fin le 30 juin 2026.

Article 2

L'octroi, le montant et les modalités de paiement de ce subsidie, tels que précisés à l'article 5, sont, pour la période prolongée du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, soumis aux crédits disponibles de la Commission communautaire flamande, à l'approbation du budget (provisoire) de 2026 et aux décisions du Collège en la matière.

Article 3

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention initiale, laquelle reste entièrement applicable pour toutes les autres dispositions.

Fait à Bruxelles, le 19/05/2025, en double exemplaire, dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire à la signature.

Au nom de la Commission communautaire flamande Au nom de la commune d'Etterbeek

Expert-coordonateur Stedelijk Beleid L'échevin des Affaires néerlandophones, La secrétaire
communale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme,
de l'Emploi & de l'Entrepreneuriat, de l'Informatique
& de l'E-gouvernement, des Marchés publics
& Economat et du Sport,

Pieter van Camp

Frank Van Bockstal

Annick Petit

Addendum bij het convenant betreffende Brede school Domino 2024-2025 tussen de gemeente Etterbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC).

De gemeenteraad,

Overwegende dat de meerjarenovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) betreffende de subsidie Brede School Brussel 2015-2020 werd goedgekeurd op de gemeenteraad van 26 oktober 2015;

Overwegende de toegekende verlenging van de meerjarenovereenkomst voor de schooljaren 2021-2022, 2022-2023 en september 2023 tot december 2023;

Overwegende dat het college op 6 februari 2023 kennis heeft genomen van de hervorming van Brede school Brussel door het VGC college;

Overwegende dat hiervoor een nieuw convenant werd opgemaakt tussen de gemeente Etterbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC);

Overwegende dat de gemeenteraad op 20 november 2023 het nieuw convenant heeft goedgekeurd;

Overwegende dat dit convenant loopt vanaf 1 januari 2024 tot en met 31 december 2025; Overwegende dat het college van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) in lopende zaken besliste om het convenant en meerjarenovereenkomst die eindigen op 31 december 2025 te verlengen tot en met 30 juni 2026;

BESLIST om de ondertekening van de addendum bij het convenant zoals hieronder beschreven goed te keuren.

Addendum bij het convenant Brede School 2024-2025

TUSSEN:

De Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), openbare instelling met rechtspersoonlijkheid, met zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 135 en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0240.682.635, vertegenwoordigd door het college van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, waarvoor optreedt Pieter Van Camp, deskundige- coördinator cel Stedelijk Beleid

En

De gemeente Etterbeek (0207.365.610), Kazernenlaan 31 bus 1, 1040 te Etterbeek vertegenwoordigd door

Annick Petit, gemeentesecretaris en Frank van Bockstal, schepen van Nederlandstalige aangelegenheden, Ruimtelijke ordening en stedenbouw, Werkgelegenheid & Ondernemerschap, Informatica & E-government, Overheidsopdrachten & Economaat en Sport.

Wordt voorafgaandelijk het volgende uiteengezet:

De VGC geeft haar beleid onder andere vorm door het afsluiten van meerjarenovereenkomsten en -convenanten met belangrijke partners uit het Nederlandstalige Brusselse werkveld. Die overeenkomsten en convenanten volgen de looptijd van het meerjarenplan en de VGC. Het huidige meerjarenplan 2022-2025 en de meeste meerjarenovereenkomsten en convenanten lopen af op 31 december 2025.

Om de VGC en haar Nederlandstalige partners voldoende tijd te geven voor de overgang naar het nieuwe meerjarenplan 2026-2023 en de VGC, inclusief het uitwerken en goedkeuren van nieuwe overeenkomsten en convenanten, heeft het College op 30 april 2025 beslist om de looptijd van de huidige overeenkomsten en convenanten met 6 maanden te verlengen. (*collegebesluit 20242025-0460 van 30-4-2025 houdende de goedkeuring van de verlenging van de convenanten en meerjarenovereenkomsten*).

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De termijn van het convenant zoals bepaald in artikel 18, wordt verlengd met 6 maanden en eindigt op 30 juni 2026.

Artikel 2

De toekenning, het bedrag en de modaliteiten van uitbetaling van deze subsidie zoals bepaald in artikel 5 zijn voor de verlengde periode van 1 januari 2026 tot en met 30 juni 2026, onderworpen aan de beschikbare kredieten van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de goedkeuring van het (voorlopige) budget voor 2026 en de beslissingen van het College ter zake.

Artikel 3

Huidig addendum maakt integraal deel uit van het oorspronkelijk convenant dat voor wat de overige bepalingen betreft geheel van toepassing blijft. Opgemaakt te Brussel, op 19/05/2025 in twee exemplaren en waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen bij de ondertekening.

Namens de Vlaamse Gemeenschapscommissie, Namens de gemeente Etterbeek Gemeentesecretaris

Coördinator Stedelijk Beleid

Schepen bevoegd voor Nederlandstalige
aangelegenheden, Ruimtelijke ordening en Stedenbouw,
Werkgelegenheid en Ondernemerschap,
Informatica & E-governement,
Overheidsopdrachten & Economaat en Sport

Pieter van Camp

Frank van Bockstal

Annick PETIT

4 annexes / 4 bijlagen

Etterbeek brief.pdf, Etterbeek addendum.pdf, addendum_fre-BE.docx, brief VGC_FR.docx

21 Convention de collaboration « Kunst in Zicht »

Le conseil communal,

Considérant que le service de la Culture francophone a présenté son planning des expositions au collège du 18/12/2024 ;

Considérant que le service des Affaires néerlandophones est repris dans ce planning pour la période du 6 octobre 2025 au 31 octobre 2025 (y compris le montage et le démontage) ;

Considérant que le plan d'action pour la politique culturelle locale néerlandophone 2025 a été approuvé par le collège en sa séance du 5/02/2025 et que ce projet y est repris ;

Considérant que le collège a pris connaissance de la collaboration avec « Kunst in Zicht » en sa séance du 21/05/2025 ;

Considérant qu'une convention avec les artistes est encore à venir concernant la configuration de l'exposition ;

Considérant que Brede School organisera une exposition interactive avec les différentes écoles néerlandophones d'Etterbeek ;

DECIDE

de soumettre au conseil communal pour approbation la signature d'une convention de collaboration avec « Kunst in Zicht » pour l'organisation de plusieurs ateliers dans le cadre de l'exposition « Museum in Oprichting » du 9 au 31 octobre dans l'Espace Entrée Libre, telle que reprise ci-dessous.

Convention *niwnyhu*

Entre **Kunst in Zicht ASBL**

représentée par Arlette Van Overvelt, coordinatrice générale,
Warandestraat 42 à 2300 Turnhout,

et

La commune d'Etterbeek, service des Affaires néerlandophones

représenté par Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones, et Annick Petit, secrétaire communale,

Avenue des Casernes 31/1 à 1040
Etterbeek, ci-après dénommée
« l'Organisateur », il est convenu ce
qui suit :

A) Modalités pratiques

1) L'organisateur réserve le projet *niwnyhu*.

Le projet comprend **au minimum 7 ateliers et au maximum 10 ateliers** :

- Les ateliers se dérouleront entre **le 9 et le 31 octobre 2025** Les dates précises seront fixées en concertation, **avec un maximum de 5 jours**.
 - Il y aura **au maximum 2 ateliers par jour**.
 - Chaque atelier durera **150 minutes**. Les horaires seront définis d'un commun accord.

2) **Lieu** : Hôtel communal d'Etterbeek

- 3) Les ateliers sont indissociables de l'**exposition « Museum in oprichting »**, qui aura lieu du 9 au 31 octobre 2025 à l'hôtel communal d'Etterbeek, en collaboration avec Jakob Van den Broucke et Kasper Demeulemeester. « Kunst in Zicht » facilitera l'utilisation des résultats et du matériel des ateliers pour cette exposition et ses activités associés, comme le vernissage du 9 octobre 2025 et la

présentation du 23 octobre 2025.

- 4) *niwnyhu* s'adresse aux **enfants de 9 à 12 ans** (élèves de la 4^e à la 6^e année de l'enseignement primaire).
- 5) **Le nombre maximal de participants par atelier est de 26.** Les groupes de plus de 26 devront être divisés. Chaque atelier accueillera **une seule classe**, même si celle-ci compte moins de 26 élèves (**les classes ne peuvent pas être fusionnées**). Des exceptions ne sont possibles qu'avec l'accord de « Kunst in Zicht ».
- 6) « Kunst in Zicht » engage des artistes/animateurs pour les activités prévues et leur transmet toutes les dispositions pratiques nécessaires à la réalisation du projet. L'organisateur prend en charge les modalités pratiques avec les participants et transmet les informations essentielles avant le début du projet à « Kunst in Zicht ».

B) Modalités techniques

- 1) L'organisateur met à disposition un lieu répondant aux conditions suivantes :
 - un espace vide d'au moins 10 m x 7 m
 - présence de 4 tables de travail
 - accès à l'électricité
 - présence d'un spot lumineux pouvant être dirigé vers une œuvre d'art apportée par « KiZ »
(de préférence suspendu, sinon sur pied)
 - accès à une imprimante dans le bâtiment pour imprimer des photos en couleur
- 2) « Kunst in Zicht » s'engage à respecter le règlement d'utilisation des infrastructures communales, notamment la protection du sol dans les espaces où les ateliers se déroulent.
- 3) « Kunst in Zicht » prend en charge le transport, le montage et le démontage du matériel nécessaire au projet.

Les modalités précises seront définies en concertation avec **Reinanke Dupont** (reinanke.dupont@kunstinzicht.be). L'organisateur prévoit un repas (sandwiches ou soupe avec pain) pour deux animateurs lors des journées où deux ateliers auront lieu.

C) Modalités financières

- 1) Le coût forfaitaire du projet s'élève à **750 €/jour pour 2 ateliers** (matin et après-midi) et **450 €/jour pour 1 atelier, avec un montant maximum de 3.500 € pour 5 jours comprenant 10 ateliers.**
- 2) Ce montant forfaitaire inclut : l'encadrement par 2 professionnels de « Kunst in Zicht » (préparation comprise), l'utilisation de matériel artistique, le montage et le démontage, les assurances, le transport et les déplacements de tous les collaborateurs de « KiZ ». « Kunst in Zicht » adressera une facture de ce montant à l'organisateur.
- 3) L'organisateur est libre de fixer le prix qu'il facture aux participants. Les revenus générés par les inscriptions sont intégralement destinés à l'organisateur.
- 4) La réservation sera considérée comme définitive dès la signature de cette convention.
- 5) Conditions d'annulation :
 - o Les ateliers peuvent être *annulés sans frais jusqu'à 1 mois avant leur début*. En cas d'annulation par l'organisateur *moins d'un mois à l'avance*, « Kunst in Zicht » facturera *l'intégralité du coût forfaitaire*, sauf en cas de force majeure.
 - o Si *niwnyhu* est annulé pour cause de force majeure (pandémie ou toute autre mesure empêchant l'une ou les deux parties de respecter la convention), toutes les parties seront informées dans les plus brefs délais. « Kunst in Zicht » tentera en priorité de reporter les ateliers, sans garantie. Si cela s'avère impossible, la convention sera annulée sans frais pour aucune des parties.

D) Promotion

Veuillez mentionner dans chaque annonce ou publication concernant *niwnyhu* qu'il s'agit d'un projet de « Kunst in Zicht ». Les textes et supports visuels peuvent être obtenus auprès de « Kunst in Zicht ».

E) Assurances

- 1) L'organisateur doit prévoir à proximité du lieu un local sécurisé où le matériel pourra être stocké en dehors des heures d'atelier, depuis son arrivée sur place jusqu'à son retour chez « Kunst in Zicht ».
- 2) « Kunst in Zicht » assure le matériel fourni contre les dommages et le vol, uniquement en cas de traces d'effraction. En cas de disparition ou de vandalisme sans effraction, l'organisateur est responsable.
- 3) « Kunst in Zicht » déclare avoir souscrit les assurances légales nécessaires pour son personnel, y compris les animateurs des ateliers, ainsi qu'une assurance responsabilité civile générale. « Kunst in Zicht » ne peut être tenu responsable des accidents qui surviendraient aux participants.

F) Dispositions générales

- 1) « Kunst in Zicht » ne peut en aucun cas être tenu responsable des actes commis par les employés ou visiteurs de l'organisateur.
- 2) Une indemnisation ne pourra être réclamée que si une des parties n'exécute pas ou partiellement la convention, sauf en cas de force majeure. L'existence, l'étendue et le montant des dommages seront déterminés d'un commun accord entre les parties. En cas de désaccord, la partie prête à saisir la justice soumettra le litige au tribunal compétent.
- 3) Les signataires déclarent représenter et engager juridiquement la partie pour laquelle ils signent ci-dessous.
- 4) En cas de contentieux, les tribunaux de Turnhout sont seuls compétents.

Fait en deux exemplaires à Turnhout, le 3 juin 2025

Pour « Kunst in Zicht » ASBL Commune d'Etterbeek Affaires

Arlette Van Overvelt

Frank Van Bockstal, Echevin des Affaires néerlandophones
Annick Petit, secrétaire communale

Samenwerkingsovereenkomst "Kunst in Zicht"

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de dienst Franstalige cultuur hun planning voor de expo's hebben voorgesteld op het college van 18/12/2024;

Overwegende dat de dienst Nederlandstalige aangelegenheden hierin is opgenomen voor de periode van 6 oktober 2025 tot 31 oktober 2025 (inclusief opbouw en afbouw);

Overwegende dat ons actieplan Lokaal cultuurbeleid 2025 goedgekeurd werd op het college van 5/2/2025 en dit project hierin werd opgenomen;

Overwegende dat het college heeft kennisgenomen van de samenwerking met Kunst in Zicht op de zitting van 21/05/2025;

Overwegende dat er nog een overeenkomst met de kunstenaars volgt voor de vormgeving van de expo;

Overwegende dat Brede school een interactieve tentoonstelling met de verschillende Nederlandstalige scholen uit Etterbeek zal opbouwen;

BESLISIT:

Om de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst met Kunst in Zicht voor de organisatie van verschillende workshops in het kader van de Expo 'Museum in Oprichting' van 9 tot 31 oktober in de exporuimte 'De Doorgang' voor te leggen aan de gemeenteraad ter goedkeuring zoals hieronder omschreven:

Overeenkomst niwnyhuTussen Kunst in Zicht vzwvertegenwoordigd door Arlette Van Overveltalgemeen coördinatorWarandestraat 42 - 2300 Turnhout

en Gemeente Etterbeek,Dienst Nederlandstalige Aangelegenhedenvertegenwoordigd door Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden en Annick Petit, GemeentesecretarisKazernenlaan 31/1 - 1040 Etterbeekhierna 'de organisator' genoemd

wordt het volgende overeengekomen:

A)Praktische afspraken

1)De organisator boekt het project niwnyhu.Het gaat om minstens 7 workshops tot maximum 10 workshops:•de workshops zullen doorgaan in de periode van 9 t/m 31 oktober 2025. Concrete data worden in wederzijds overleg bepaald, met een maximum van 5 dagen.•het gaat om max. 2 workshops/dag.•een workshop duurt 150 minuten. Aanvangsuren zijn in wederzijds overleg af te spreken.

2)Locatie: Gemeentehuis – Etterbeek

3)De workshops zijn onlosmakelijk verbonden met de expo 'Museum in Oprichting', van 9 oktober tot 31 oktober 2025 in het gemeentehuis van Etterbeek, in samenwerking met Jakob Van den Broucke en Kasper Demeulemeester. Kunst in Zicht faciliteert het gebruik van de resultaten en het materiaal van de workshops voor deze expo en bijbehorende activiteiten, zoals de vernissage op 9 oktober 2025 en het toonmoment op 23 oktober 2025.

4)niwnyhu richt zich tot de leeftijdsgroep van 9 tot 12-jarigen (4e t/m 6e leerjaar lager onderwijs)

5)Het maximum aantal deelnemers per workshop is 26. Groepen groter dan 26 deelnemers dienen te worden opgesplitst. Er kan max. één klas per workshop deelnemen, ook al is deze kleiner dan 26 (klassen mogen niet worden samen gezet!). Afwijkingen zijn alleen mogelijk mits overleg met Kunst in Zicht.

6)Kunst in Zicht engageert kunstenaars/begeleiders voor de geplande activiteiten en bezorgt hen alle praktische afspraken noodzakelijk voor het uitvoeren van het project. De organisator maakt alle praktische afspraken met de deelnemers en bezorgt de gegevens voor aanvang van het project aan Kunst in Zicht.

B)Technische afspraken

1)De organisator voorziet een locatie die voldoet aan volgende voorwaarden:•een lege ruimte van min. 10 m x 7 m•aanwezigheid van 4 werktafels•aanwezigheid van elektriciteitsvoorzieningen•aanwezigheid van 1 spot die gericht kan worden op een door KiZ mee te brengen kunstwerk (bij voorkeur opgehangen, indien niet mogelijk graag op statief)•aanwezigheid van een printer in het gebouw om kleurenfoto's af te printen

2)Kunst in Zicht verbindt zich ertoe om het reglement inzake het gebruik van gemeentelijke infrastructuur te respecteren, zoals de bescherming van de vloer op de plekken waar de workshop plaatsvindt

3)Kunst in Zicht staat in voor het vervoer, de op- en afbouw van het materiaal voor hetproject. Verdere concrete afspraken hierover worden gemaakt in overleg met Reinanke Dupont: reinanke.dupont@kunstinzicht.be. De organisator voorziet lunch (= broodjes of soep met brood) voor 2 begeleiders tijdens alle dagen met 2 workshops.

C) Financiële afspraken

- 1) De uitkoopsom voor dit project bedraagt €750/dag met 2 workshops (= voor- en namiddag) en €450/dag met 1 workshop, met een maximumbedrag van €3.500 voor 5 workshopdagen met 10 workshops.
- 2) In de uitkoopsom zit het volgende inbegrepen: begeleiding door 2 professionals van Kunst in Zicht (inclusief voorbereiding), gebruik van muzisch werkmateriaal, op- en afbouw, verzekering, transport, verplaatsingen van alle KiZ-medewerkers. Kunst in Zicht zal voor dit bedrag een factuur sturen naar de organisator.
- 3) De organisator is vrij om de kostprijs die het doorrekent aan de deelnemers zelf te bepalen. De inkomsten van de deelnemers voor dit project zijn integraal voor de organisator.
- 4) De boeking wordt als definitief beschouwd bij ondertekening van deze overeenkomst.
- 5) Annuleringsvoorwaarden:
 - o De workshops kunnen kosteloos geannuleerd worden tot 1 maand voor aanvang van de workshops. Bij annulering door de organisator binnen de maand voor aanvang, ziet Kunst in Zicht zich genooddacht de volledige uitkoopsom te factureren, tenzij in geval van overmacht. Bij annulering van niwnyhu wegens alle vormen van overmacht, inclusief pandemieën en eventuele bijhorende maatregelen waaraan één of beide partijen niet kunnen voldoen, zullen alle partijen elkaar zo spoedig mogelijk hiervan op de hoogte brengen. In eerste instantie probeert Kunst in Zicht samen met de organisator de geplande workshop te verplaatsen. Kunst in Zicht kan hierover echter geen garantie leveren. Indien dit niet mogelijk blijkt, vervalt deze overeenkomst zonder dat er kosten verhaald kunnen worden op één van de partijen.

D) Promotionele afspraken

- 1) Gelieve in elke aankondiging of publicatie over niwnyhu te vermelden dat dit een project van Kunst in Zicht is. Tekst- en beeldmateriaal kunnen opgevraagd worden bij Kunst in Zicht.

E) Verzekeringen

- 1) De organisator voorziet in de nabijheid van de locatie een ruimte met gesloten deur waarachter het materiaal buiten de workshop-uren kan bewaard worden, vanaf het moment dat het materiaal zich op de locatie bevindt tot het moment dat het weer bij Kunst in Zicht is.
- 2) Kunst in Zicht verzekert het geleverde materiaal tegen schade en diefstal bij vaststelling van inbraaksporen. Bij verdwijning en vandalisme zonder inbraaksporen is de organisator aansprakelijk.
- 3) Kunst in Zicht verklaart de nodige wettelijke verzekeringen afgesloten te hebben voor zijn personeel, inclusief de begeleiders van de workshops, evenals een verzekering algemene burgerlijke aansprakelijkheid. Kunst in Zicht is niet aansprakelijk voor gebeurlijke ongevallen van de deelnemers.

F) Algemene afspraken

- 1) In geen enkele omstandigheid kan Kunst in Zicht verantwoordelijk gesteld worden voor daden van werknemers of bezoekers van de organisator.
- 2) Een schadevergoeding kan enkel gevraagd worden indien één der partijen de overeenkomst niet of onvolledig uitvoert, behalve bij overmacht. Het bestaan, de omvang en het bedrag van de aangerichte schade wordt in onderling akkoord tussen de partijen bepaald. Indien er hierover meningsverschillen ontstaan, legt de partij die bereid is zich tot de rechter te wenden, het twistpunt voor aan de rechtbank.
- 3) De ondertekenaars verklaren de partij waarvoor ze hieronder ondertekenen in rechte te vertegenwoordigen en te binden.
- 4) In geval van geschillen zijn de rechtbanken in de regio Turnhout bevoegd.

Opgemaakt in twee exemplaren te Turnhout, op 3 juni 2025

Arlette Van Overvel

Frank Van Bockstal

Annick Petit

Schepen van Nederlandstalige
aangelegenheden

Gemeentesecretaris

2 annexes / 2 bijlagen

Overeenkomst_Kunst_in_Zicht_fre-BE.docx, niwnyhu - Etterbeek- oktober 2025.pdf

22 **Composition du conseil de l'asbl "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek"**

Le conseil communal;

Considérant que les statuts de l'asbl « Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek » ont été révisés par le conseil communal le 3 juin 2019 ;

Considérant que l'article 6 de ces statuts exige la recomposition du conseil de la bibliothèque après les élections communales ;

Considérant que lors de la séance de l'assemblée générale du 21 mai 2025, les nouveaux membres ont été proposés et élus à l'unanimité et la répartition des fonctions a été définie et votée ;

Considérant que la liste d'utilisateurs et d'experts suivante a été proposée :

- Président: Reginald Carpentier

- Vice- présidente: Christine Willemen

-Trésorier: Han Schoof

- Secrétaire: Gaëlle Claeys

-Administratrice: Anne Van Casteren

- Administratrice: Myriam Cherroud

- Administratrice: Anke Latinga

- Administratrice: Halina Szoltysik

- Administratrice: Ine Vandermeulen

Considérant que la composition du conseil de la bibliothèque fait partie des statuts de l'asbl « Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek »;

DECIDE :

D'approuver la nouvelle composition de l'asbl « Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek » et d'en adapter les statuts.

Samenstelling van de raad van de vzw "Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek"

De gemeenteraad,

Overwegende dat de statuten van de vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek laatst werden herzien door de gemeenteraad van 3 juni 2019;

Overwegende dat in artikel 6 van deze statuten de hersamenstelling van de bibliotheekraad voorzien wordt na de gemeenteraadsverkiezingen;

Overwegende dat tijdens de algemene vergadering van 21 mei 2025 de nieuwe leden werden voorgedragen en eenparig verkozen en de verdeling van functies werd vastgelegd en gestemd;

Overwegende dat de volgende lijst van gebruikers en experts wordt voorgedragen:

- Voorzitter: Reginald Carpentier
- Ondervoorzitter: Christine Willemen
- Penningmeester: Han Schoof
- Secretaris: Gaëlle Claeys
- raadslid: Anne Van Casteren
- raadslid: Myriam Cherroud
- raadslid: Anke Latinga
- raadslid: Halina Szoltysik
- raadslid: Ine Vandermeulen

BESLIST:

De hersamenstelling van de vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek goed te keuren en de statuten aldus aan te passen.

1 annexe / 1 bijlage

Installatie bestuursorgaan GOBE 2025_.pdf

23 Convention entre les responsables conjoints du traitement pour l'usage partagé de données à caractère personnel dans le cadre du projet de promotion de la lecture « Boekenbende aan huis »

Le collège des bourgmestre et échevins,

Considérant que nous avons reçu, en date du 22 mai 2025, une convention dans le cadre du projet de lecture « Boekenbende aan huis » ;

Considérant que « Boekenbende aan huis » est un projet de promotion de la lecture des bibliothèques bruxelloises, avec le soutien de la VGC, dans le cadre duquel le lecteur vient lire aux enfants à leur domicile ;

Considérant que, à cette fin, des données personnelles sont consultées par les parties concernées ;

Considérant que les parties concernées limitent l'accès aux données à caractère personnel aux

organisateurs et aux participant qui en ont besoin pour l'exécution des missions des parties ;

Considérant que ces données sont conservées pendant 1 ans après la clôture de chaque trajet afin d'aussurer le suivi du projet ;

Considérant qu'une fiche de traitement pour le DPO sera remplie et conservée auprès du service DPO ;

DECIDE de soumettre au conseil communal pour approbation la signature de la convention entre les responsables conjoints du traitement pour l'usage partagé de données à caractère personnel dans le cadre du projet de promotion de la lecture « Boekenbende aan huis », telle que reprise ci-dessous.

Convention entre les responsables conjoints du traitement pour l'usage de données à caractère personnel dans le cadre du projet de promotion de la lecture "Boekenbende aan huis"

ENTRE

La Commission communautaire flamande (VGC), boulevard Émile Jacqmain 135 à 1000 Bruxelles, représentée par le Collège, au nom duquel agit monsieur Thomas ALLEGAERT, directeur général de la Directie Cultuur, Jeugd en Sport de la VGC,

Ci-après dénommée « la VGC »

ET

Les parties participantes mentionnées ci-dessous (aperçu détaillé en-dessous de la présente convention) :

1. École primaire, représentée par la direction de l'école
2. Établissement d'enseignement supérieur, représenté par le directeur général
3. Bibliothèque publique, représentée par le bourgmestre/le collège des bourgmestre et échevins

DANS LE CADRE DU PROJET DE PROMOTION DE LA LECTURE « BOEKENBENDE AAN HUIS »

« Boekenbende aan huis » est un projet de promotion de la lecture des bibliothèques bruxelloises, avec le soutien de la VGC, dans le cadre duquel le lecteur vient lire aux enfants à leur domicile. Afin de faciliter le projet, un échange de données à caractère personnel entre les parties est nécessaire.

Les parties sont :

- Écoles primaires – Les enseignants informeront les parents du projet et sondent qui souhaite y participer. Les enseignants collectent les données à caractère personnel et les données de contact des familles participant au projet et les partagent avec les partenaires. Pendant le projet « Boekenbende », les enseignants assurent un suivi du projet auprès des familles. Ils sont les contacts de première ligne en cas d'éventuelles questions des partenaires aux parents et des parents aux partenaires. À cette fin, ils ont accès à toutes les données à caractère personnel et de contact de tous les familles et élèves participants au sein de leur école primaire.
- Établissement d'enseignement supérieur – Les professeurs informent les étudiants du projet et déterminent les modalités de participation (obligatoire ou sur base volontaire, avec ou sans crédits). Pendant le projet « Boekenbende », les professeurs assurent un suivi du projet auprès des étudiants concernés par la formation. Ils sont les contacts de première ligne en cas d'éventuelles questions des partenaires aux étudiants et des étudiants aux partenaires. À cette fin, ils ont accès à toutes les données à caractère personnel et de contact de tous les étudiants et familles participants au sein de leur formation.
- Bibliothèques publiques – Les bibliothèques publiques sont responsables de la collaboration locale avec les écoles primaires et de l'accompagnement des étudiants. Pendant le projet « Boekenbende », les membres du personnel des bibliothèques assurent un suivi du projet. Ils sont les contacts de deuxième ligne en cas d'éventuelles questions des partenaires aux étudiants et/ou familles et des étudiants et/ou familles aux partenaires. À cette fin, ils ont accès à toutes les données à caractère personnel et de contact de tous les familles

participantes au sein de leur commune et des étudiants qui y sont associés.

- VGC – Le service « Ondersteuning Bibliotheken in Brussel » de la Commission communautaire flamande est responsable de la collaboration supralocale avec les bibliothèques et les établissements d'enseignement supérieur. Pendant le projet « Boekenbende », les collaborateurs OBIB assurent un suivi du projet auprès des partenaires concernés. Ils sont les contacts en cas d'éventuelles questions des partenaires les uns envers les autres. De plus, ils sont les contacts de troisième ligne pour les étudiants (en dehors des heures de travail). À cette fin, ils ont accès à toutes les données à caractère personnel et de contact de tous les étudiants et familles participants de tous les trajets « Boekenbende ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} – Objet de la convention

1.1 Les parties s'engagent à ne partager les données à caractère personnel qu'avec les parties concernées et non avec des tiers.

1.2 En ce qui concerne le traitement des données personnelles, les parties agissent en tant que responsables conjoints du traitement des données, comme le stipule le règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « Règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »).

1.3 En tant que responsables conjoints du traitement des données, elles déterminent la finalité du traitement ainsi que les moyens, à savoir la manière dont les données à caractère personnel sont traitées, les catégories de données à caractère personnel, les catégories de personnes concernées par le traitement des données, la question de savoir si ces données sont transmises à des tiers et la durée de conservation de ces données. Ensuite, elles déterminent conjointement les mesures de sécurité techniques et organisationnelles à respecter lors du traitement des données à caractère personnel et se mettent d'accord sur la manière dont les personnes concernées seront informées.

1.4 La présente convention définit les tâches, obligations et responsabilités de toutes les parties dans le cadre de la collaboration, conformément à l'article 26 du RGPD.

Article 2 - Traitement des données à caractère personnel

DONNÉES (quelles données souhaiteriez-vous partager ?)	JUSTIFICATION (quel est l'objectif du partage des données ?)	DESTINATEUR (qui a le droit d'utiliser les données ?)
Données à caractère personnel de l'enfant participant (nom, prénom, âge, langue(s) parlée(s) à domicile, nom de l'école, nom de l'enseignant)	Nécessaire pour le lecteur afin de préparer le premier contact	- Coordinateurs Boekenbende (VGC) - Membre(s) du personnel des bibliothèques concerné(s) - Professeur(s) concerné(s) - Lecteur - Enseignant(s) concerné(s) de l'école primaire

Adresse de la famille participante (rue, numéro, code postale et nom sur la sonette)	Nécessaire afin que le lecteur puisse se rendre à domicile	- Coordinateurs Boekenbende (VGC) - Membre(s) du personnel des bibliothèques concerné(s) - Professeur(s) concerné(s) - Lecteur - Enseignant(s) concerné(s) de l'école primaire
Numéro de téléphone de la famille participante	Nécessaire afin que le lecteur et les soutiens puissent entrer en contact direct avec la famille lorsque cela s'avère nécessaire	- Coordinateurs Boekenbende (VGC) - Membre(s) du personnel des bibliothèques concerné(s) - Professeur(s) concerné(s) - Lecteur - Enseignant(s) concerné(s) de l'école primaire
Données à caractère personnel de l'étudiant/du volontaire (nom, prénom)	Nécessaire afin que les soutiens puissent établir le lien entre la famille et l'étudiant/le volontaire.	- Coordinateurs Boekenbende (VGC) - Membre(s) du personnel des bibliothèques concerné(s) - Enseignant(s) concerné(s) de l'école primaire - Professeur(s) concerné(s)
Données de contact de l'étudiant/du volontaire (adresse mail, numéro de téléphone, code postale)	Nécessaire afin que les soutiens puissent entrer en contact direct avec le lecteur	- Coordinateurs Boekenbende (VGC) - Membre(s) du personnel des bibliothèques concerné(s) - Enseignant(s) concerné(s) de l'école primaire - Professeur(s) concerné(s)

Article 3 – Obligations de toutes les parties

3.1 Toutes les parties concernées s'engagent formellement et expressément à respecter, en tant que responsables du traitement, la réglementation applicable en matière de protection et de traitement des données à caractère personnel, y compris le RGPD.

3.2 Chaque partenaire est exclusivement responsable de l'information correcte des participants concernant l'échange de leurs données à caractère personnel.

3.3 Seules les données à caractère personnel strictement nécessaires à la mise en œuvre du projet de promotion de la lecture peuvent et doivent être traitées.

3.4 Dans le cadre de la collaboration, toutes les parties se fournissent mutuellement, lorsque cela est nécessaire et possible, l'assistance appropriée pour respecter, dans les délais légaux, les obligations découlant du RGPD, en particulier les droits des personnes concernées, tels que, sans s'y

limiter, les demandes d'accès, de rectification, de complément, de suppression ou de limitation des données personnelles, ainsi que l'exercice du droit d'opposition. Chaque partie agit comme contact pour les questions ou remarques des personnes concernées impliquées dans le projet de promotion de la lecture.

3.5 Les parties prennent les mesures suivantes :

- a) désigner les catégories de personnes pouvant consulter les données à caractère personnel, en précisant leur rôle par rapport au traitement des données concernées ;
- b) veiller à ce que les personnes désignées au point a) soient tenues, par une obligation légale ou statutaire, ou par une disposition contractuelle équivalente, de respecter le caractère confidentiel des données à caractère personnel concernées.

3.6 La communication des données à caractère personnel à des tiers ne participant pas directement à l'exécution de la mission est interdite, sauf si elle est imposée par ou en vertu de la loi. Toute communication légale obligatoire des données à caractère personnel à des tiers doit être préalablement notifiée à l'autre partie.

3.7 Les parties sont autorisées, dans le cadre de l'objet de la présente convention, à faire une copie des données à caractère personnel si cela est nécessaire pour l'exécution de la mission. Un backup peut également être effectué. L'utilisation des copies et des backups est soumise aux mêmes règles que l'utilisation des données à caractère personnel originales.

3.8 Les parties sont autorisées à mettre à disposition des tiers, qui ne participent ni directement ni indirectement à l'exécution de la mission, des données à caractère personnel pseudonymisées. Les données à caractère personnel anonymisées ne peuvent être utilisées qu'à des fins scientifiques, statistiques ou de soutien aux politiques publiques.

3.9 Les parties prennent les mesures techniques et organisationnelles requises et appropriées afin de protéger les données à caractère personnel contre toute destruction accidentelle ou illicite, toute perte accidentelle, ainsi que contre toute modification, tout accès et tout autre traitement non autorisé des données à caractère personnel. Ces mesures doivent toujours être conformes à l'état de l'art en matière de sécurité.

3.10 Lorsqu'une des parties constate une erreur ou une lacune dans les données à caractère personnel, elle la corrigera le plus rapidement possible. Si cela n'est pas possible, le partenaire prendra contact avec le gestionnaire des données à caractère personnel dès que possible.

Article 4 – Accès aux données personnelles

4.1 Les parties limitent l'accès aux données à caractère personnel aux organisateurs et aux participants qui en ont besoin pour l'exécution des missions des parties. L'annexe 1 reprend un aperçu indiquant qui a accès à quelles données.

4.2 Les parties ne peuvent impliquer d'autres personnes ou organisations dans le traitement des données à caractère personnel sans l'autorisation écrite préalable des autres parties.

Article 5 – Délai de conservation

5.1 Les données à caractère personnel collectées sont conservées pendant 1 an après la clôture de chaque trajet afin d'assurer le suivi du projet. Dans le cas où les parents ou les étudiants/volontaires indiqueraient avant/pendant le trajet qu'ils ne souhaitent plus y participer, leurs données seront immédiatement supprimées.

Article 6 – Responsabilités et garanties

6.1 Chaque partie est responsable des dommages résultant de ses propres traitements de données à caractère personnel ainsi que des traitements de données à caractère personnel effectués par la personne ou l'entité qu'elle a désignée, sans droit à une indemnisation de la part de l'autre partie.

6.2 Aucune des parties ne sera tenue responsable d'un manquement en vertu de la présente convention lorsqu'il est causé par un cas de force majeure.

6.3 Sauf en cas de fraude, dol ou faute intentionnelle, dans les cas où l'une des parties peut être tenue responsable envers l'autre (les autres), cette partie ne sera pas responsable des dommages indirects tels que, sans s'y limiter, les dommages consécutifs, le manque à gagner, les économies non réalisées et les dommages dus à une interruption d'activité.

6.4 Les parties se sauvegardent mutuellement contre toute réclamation formulée par un tiers, y compris l'Autorité de protection des données, sur la base de la réglementation relative à la protection

et au traitement des données à caractère personnel, et résultant d'un acte imputable à un partenaire ou d'une négligence contraire aux engagements prévus par la présente convention ou par la réglementation relative à la protection et au traitement des données à caractère personnel.

Article 7 – Obligation de notification d'une fuite de données

7.1 Dans le cadre de l'article 33 du Règlement général sur la protection des données, les parties s'engagent à s'informer mutuellement, via les délégués à la protection de données, dans un délai de 36h de toute fuite de données à caractère personnel afin que toutes les mesures puissent être prises pour limiter les conséquences de la fuite de données et d'y remédier. Les parties mettront à disposition toute information nécessaire afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires. Les parties mettront à disposition toute information nécessaire afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires (voir annexe 2 « Liste de contact DPO des parties concernées »).

7.2 En cas de violation de la sécurité des données à caractère personnel, la partie responsable de ces données doit en informer les personnes concernées ou l'Autorité de protection des données (APD), si cela est requis par le RGPD. Cette partie doit également, à ses propres frais, prendre immédiatement des mesures pour arrêter la violation ou limiter les dommages. En outre, elle doit prendre des mesures pour éviter qu'une telle violation ne se reproduise à l'avenir.

Article 8 – Sanction en cas de non-respect

8.1 Sans préjudice des sanctions prévues par le Règlement Général sur la Protection des Données et toute autre législation ou réglementation pertinente, en cas de non-respect de la présente convention entre responsables conjoints du traitement, la collaboration avec le partenaire prendra fin avec effet immédiat.

Article 9 – Entrée en vigueur et durée de la convention entre responsables conjoints du traitement

9.1 La présente convention entre responsables conjoints du traitement entrera en vigueur le 01/01/2025. Cette présente convention entre responsables conjoints du traitement restera d'application tant que les parties sont participantes au projet.

Article 10 – Droit applicable

10.1 La présente convention est régie par le droit belge. Les litiges sont soumis aux tribunaux/cours de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, qui ont une compétence territoriale exclusive.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires originaux déposés et conservés par la VGC. La VGC est chargée de fournir une copie certifiée conforme de la présente convention de coopération à chacune des parties. En cas de différence entre la copie et la convention originale signée, seul le texte de la convention originale signée fait foi.

Erasmushogeschool Brussel Denn is Cluyd ts Direc teur géné ral Erasmushogeschool Brussel Numéro d'entreprise 0255.710.113	Odisee Ann Verre th Direc teur géné ral Odise e VZW Numéro d'entreprise : 0408.429.584
---	---

Commune d'Anderlecht	Commune d'Anderlecht
Bi e k e C o m e r E c h e vi n e	M ar v el V er m e ul e n S e cr ét ai re c o m m u n al e C o m m u n e d' A n d er le c ht
Commune d'Anderlecht	
Numéro d'entreprise 0206.582.284	
	Numéro d'entreprise 0206.582.284

Ville de Bruxelles A n aï s M a e S E c h e vi n e Vi ll e d e Br u x el le s Numéro d'entreprise 207.373.429	Ville de Bruxelles D ir k L e o n a r d S e cr é ta ir e c o m m u n al e Vi ll e d e B r u x el le s Numéro d'entreprise 207.373.429
--	--

Commune d'Etterbeek	Commune d'Etterbeek
Frank Van Bocksta l Echevi n	An ni ck Pe tit Se cr ét air e co m m un al e Co m m un e d' Et te rb ee k
Commune d'Etterbeek	
Numéro d'entreprise 0207.365.610	

Numéro d'entreprise 0207.365.610

Commune de Ganshoren	Commune de Ganshoren
Philippe Beghin Echevin	Car olin e Van de Wal le Sec réta ire co mm una le Co mm une de Gan sho ren
Commune de Ganshoren	
Numéro d'entreprise 0207.401.044	Numéro d'entreprise 0207.401.044

Commune de Jette	Commune de Jette
Joris Posc het Eche vin Com mun e de Jette	B e nj a m in G o e d e rs S e cr é ta ir e c o m m u n al C o m m u n e d e J e t t e
Numéro d'entreprise 0207.366.895	Numéro d'entreprise 0207.366.895

Commune de Koekelberg Ma rie Bij ne ns Ec he vin Commune de Koekelberg Numéro d'entreprise 0207.372.538	Commune de Koekelberg Francesca Signore Secrétaire communale (faisant fonction) Commune de Koekelberg Numéro d'entreprise 0207.372.538
Commune de Schaerbeek Adelhei d Byttebi er Echevin Commune de Schaerbeek Numéro d'entreprise 0207.367.687	Commune de Schaerbeek Dav id Neu pre z Sec réta ire co mm una l Co mm une de Sch aer bee k Numéro d'entreprise 0207.367.687

Commune de Berchem-Sainte-Agathe	Commune de Berchem-Sainte-Agathe
Katia Van Den Broucke Echevine	F a b i e n e D e m a u r y S e c r e t a i r e c o m m u n a l e
Commune de Berchem-Sainte-Agathe	Commune de Berchem-Sainte-Agathe
Numéro d'entreprise 0207.541.594	Numéro d'entreprise 0207.541.594

Commune de Saint-Gilles	Commune de Molenbeek-Saint-Jean
Loes Salome z Echevi ne	St ep ha ni e B os m an s Se cr ét ai re co m m un al e Co m m un e de Sa in t- Gi lle s
Commune de Saint-Gilles	
Numéro d'entreprise 0207.367.588	Numéro d'entreprise 0207.367.588

Commune de Molenbeek-Saint-Jean	Commune de Molenbeek-Saint-Jean
S a l i h a R a i s E c h e v i n e	Nathalie Vandeput Secrétaire communale (faisant fonction) Commune de Molenbeek- Saint-Jean Numéro de registre d'entreprise 0207.366.501
Commune de Molenbeek-Saint-Jean	
Numéro d'entreprise :0207.366.501	

Commune de Saint-Josse-ten-Noode	Commune de Saint-Josse-ten-Noode
Lydia Desloo ver Echevi ne	M ar ie - R os e L a e v er s S e cr ét ai re c o m m u n al e
Commune de Saint-Josse-ten-Noode	Commune de Saint-Josse-ten-Noode
Numéro d'entreprise 0207.202.193	Numéro d'entreprise 0207.202.193

Commune d'Uccle	Commune d'Uccle
Perri ne Leda n Eche vine Com mun e d'Uu ccle	L a ur e n c e V ai ns el S e cr ét ai re c o m m u n a l e C o m m u n e d' U cc le
Numéro d'entreprise 0207.202.193	Numéro d'entreprise 0207.202.193

Commune de Forest	Commune de Forest
Kris Vanslambrouck Echevin	B et ty M
Commune de Forest	o e ns S e cr ét ai re c o m m u n al e
Numéro d'entreprise 0207.367.489	C o m m u n e d e F or es t
	Numéro d'entreprise 0207.367.489

Basisschool Scheutplaneet (Anderlecht) Gio van ni Tru yen s Dire cte ur Basisschool Scheutplaneet Numéro d'entreprise 0447.017.174	Basisschool De Droomboom (Bruxelles) Katrien Kovalen i Directri ce Basisschool De Droomboom Numéro d'entreprise 0207.373.429
Basisschool Leidstar (Bruxelles) Anne Van Achter Directr ice Basissc hool Leidsta r Numéro d'entreprise 0207.373.429	Basisschool 't Plantzoentje (Bruxelles) Johan Laerma ns Directe ur Basisschool 't Plantzoentje Numéro de registre d'entreprise rue Karel Bogaerdes 4, Bruxelles-Ville

Basisschool Sint-Lutgardis (Etterbeek) Sara van Ner om Dire ctric e Basisschool Sint-Lutgardis Rue Général Fivé 42, Etterbeek	Basisschool Heilig Hart (Ganshoren) Ste ven Her em ans Dir ect eur Basisschool Heilig Hart Numéro d'entreprise 0478.379.452
Basisschool De Dageraad (Jette) Jo h a n C o m h ai r D ir e ct e u r Basisschool De Dageraad Numéro d'entreprise 0207.366.895	Basisschool Vande Borne (Jette) Christel Matthij s Directri ce Basisschool Vande Borne Numéro d'entreprise 0207.366.895

Basisschool De Kleine Geuzen (Jette) Gr ee tje Sm ek en s Dir ect ric e Basisschool De Kleine Geuzen 0267.377.629	Basisschool Van Asbroeck (Jette) Jo h a n C o m h ai r D ir e ct e u r Basisschool Van Asbroeck 0207.366.895
Basisschool De Kadeekes (Koekelberg) Cari ne Roel ant Dire ctric e Basisschool De Kadeekes Numéro d'entreprise 0207.372.538 Basisschool Sint-Lukas (Schaerbeek)	Basisschool Boodschapinstituut (Schaerbeek) An n Cla es Dir ect rice Basisschool Boodschapinstituut Place Jan Stobbaerts 58, Schaerbeek Basisschool De Buurt (Schaerbeek)

S a r a v a n N e r o m D ir e ct ri c e Basisschool Sint-Lukas Numéro d'entreprise 0458.597.291	Isabell e Mewis Directri ce Basissc hool De Buurt Numéro d'entreprise 0267.377.629
Basisschool Paviljoen (Schaerbeek) Sven Moe ns Direc teur Basis school Pavilj oen Numéro d'entreprise 0207.367.687	Basisschool Mariaschool (Schaerbeek) Hanneke Decuyper e Directrice Basisschool Mariaschool Numéro de registre d'entreprise rue Rubens 108, Schaerbeek

Basisschool Zavelput (Berchem-Sainte-Agathe) An Lefev er Direc trice Basis scho ol Zavel put Numéro d'entreprise 0267.377.629	Basisschool Balder (Saint-Gilles) Laura Mertens Directrice faisant fonction Basisschool Balder Numéro d'entreprise 0267.377.629
Basisschool Sint-Gillisschool (Saint-Gilles) Linda De Dobbeleer Directrice Basisschool Sint-Gillisschool (Saint-Gilles) Rue Fernand Bernier 16-26, Saint-Gilles	Basisschool De Knipoog (Molenbeek-St-Jean) K ri s ti e n P ill e D ir e c t ri c e Basisschool De Knipoog Numéro d'entreprise 0207.366.501

Basisschool Ket & Co (Molenbeek-St-Jean) Ingried Depraetere Directrice Basisschool Ket & Co Numéro d'entreprise 0207.366.501	Basisschool De Regenboog (Molenbeek-St-Jean) Audrey Gossiaux Directrice Basisschool De Regenboog Numéro d'entreprise 0207.366.501
Basisschool Sint-Albert (Molenbeek-St-Jean) Eva Vandersypen Directrice Basisschool Sint-Albert Numéro d'entreprise 0478.379.452	Basisschool Vier-Winden (Molenbeek-St-Jean) Bart Tuytelaers Directeur Basisschool Vier-Winden Numéro d'entreprise 0410.285.254
Basisschool Windroos (Molenbeek-St-Jean)	Basisschool Ten Nude (St-Josse-ten-Noode)

Ann Vlassc haert Direct rice Basiss chool Windr oos Numéro d'entreprise 0207.366.501	Els He rb ots Dir ec tri ce Basisschool Ten Nude Numéro d'entreprise 0411 108 665
Basisschool Sint-Joos-aan-Zee (St-Josse-ten- Noode) Jos hy Va nr uss elt Dir ec tri ce Basisschool Sint-Joost-aan-Zee Numéro d'entreprise 0207.202.193	Basisschool De Iris (Uccle) San drin a Witt enb erg Dire ctric e Basi ssch ool De Iris Numéro d'entreprise 0267.377.629

Basisschool De Wereldbrug (Forest)	Basisschool De Puzzel (Forest)
Gu y Bi es e m an s Dir ec te ur	Ro el Lef ev re Dir ec te ur
Basisschool De Wereldbrug	Basisschool De Puzzel
Numéro d'entreprise 0207.367.489	Numéro d'entreprise 0207.367.489

ANNEXE 1 – Accès aux données personnelles

Les données personnelles sont conservées de manière centralisée dans une liste SharePoint sur un site SharePoint géré par la VGC.

L'accès est accordé via des groupes SharePoint avec différents niveaux de droits, permettant ainsi à chaque destinataire d'accéder uniquement aux informations qui lui sont destinées.

- En tant que contact de première ligne, seuls les enseignants concernés des écoles primaires ont un accès exclusif aux données des familles participantes et aux lecteurs associés au niveau de l'école primaire.
- En tant que contact de première ligne, seuls les professeurs concernés des établissements d'enseignement supérieur ont un accès exclusif aux données des familles participantes et aux lecteurs associés au niveau de chaque programme de formation auquel ils appartiennent.
- En tant que contact de deuxième ligne, seuls les employés concernés des bibliothèques publiques ont un accès exclusif aux données des familles participantes et aux lecteurs associés au niveau de la commune.
- En tant que contact de troisième ligne, seuls les employés concernés de la VGC ont accès aux données des familles participantes et aux lecteurs associés à tous les niveaux.

ANNEXE 2 – Liste de contact DPO des parties concernées

Aperçu des contacts (adresses mail/numéros de téléphone) des DPO de toutes les parties

Organisation	Numéro d'entreprise ou adresse	Adresse mail (générale) DPO
Commission communautaire flamande	0240.682.635	dpo@vgc.be

Erasmushogeschool Brussel	0255.710.113	dpo@ehb.be
Odissee	0408.429.584	hendrik.somers@odisee.be
Commune d'Anderlecht	0206.582.284	gdpr@anderlecht.brussels
Ville de Bruxelles	207.373.429	dpo@brucity.be
Commune d'Etterbeek	0207.365.610	dpo@etterbeek.brussels
Commune de Ganshoren	0207.401.044	privacy@ganshoren.brussels
Commune de Jette	0207.366.895	privacy@jette.brussels
Commune de Koekelberg	0207.372.538	dpo@koekelberg.brussels
Commune de Schaerbeek	0207.367.687	kyahyaoui@1030.be
Commune de Berchem-Sainte-Agathe	0207.541.594	rziegler@berchem.brussels
Commune de Saint-Gilles	0207.367.588	dpo@stgilles.brussels
Commune de Molenbeek-Saint-Jean	207.366.501	privacy@molenbeek.brussels
Commune de Saint-Josse-ten-Noode	0207.202.193	gpo@sjtn.brussels
Commune d'Uccle	207.202.193	dpo@uccle.brussels
Commune de Forest	0207.367.489	qgermain@forest.brussels
BS Scheutplaneet Anderlecht	0447.017.174	directie@scheut-planeet.be
BS Leidstarschool Brussel-stad	0207.373.429	privacy@brucity.education
BS 't Plantzoentje Brussel-stad		dpo@g-o.be
BS De Droomboom Brussel-stad		privacy@brucity.education
BS Sint-Lutgardis Etterbeek		gdpr@sint-goedele.brussels

BS Heilig Hartcollege Ganshoren	0478.379.452	gdpr@sint-goedele.brussels
BS Vande Borne (+ wijkschool Dageraad) Jette	0207.366.895	gbs.vandeborne@jette.brussels
BS De Kleine Geuzen Jette	0267.377.629	dpo@g-o.be
BS Van Asbroeck Jette	0207.366.895	secretariaat.vanasbroeck@gbsjette.be
BS De Kadeekes Koekelberg	0207.372.538	dpo@koekelberg.brussels
BS De Buurt Schaarbeek	0267.377.629	dpo@g-o.be
BS Paviljoen Schaarbeek	0207.367.687	info@paviljoen-schaarbeek.be
BS Sint-Lukas Schaarbeek	0458.597.291	info@sintlukasbasisschool.be
BS Mariaschool Schaarbeek		directie@mariaschoolbrussel.be
Katoba – Boodschapinstituut Schaarbeek		dpo@katholiekonderwijs.vlaanderen
BS Zavelput Sint-Agatha-Berchem	0267.377.629	dpo@g-o.be
BS Balder Sint-Gillis	0267.377.629	dpo@g-o.be
BS Sint-Gillisschool Sint-Gillis		directie@sintgillisschool.be
GBS De Knipoog Sint-Jans-Molenbeek	0207.366.501	deknipoog.1080@molenbeek.irisnet.be
GBS Ket & Co Sint-Jans-Molenbeek	0207.366.501	secretariaat@ketenco.brussels
GBS Regenboog Sint-Jans-Molenbeek	0207.366.501	regenboog.1080@molenbeek.irisnet.be
BS Sint-Albert Sint-Jans-Molenbeek	0478.379.452	gdpr@sint-goedele.brussels
BS Vier-Winden Sint-Jans-Molenbeek	0410.285.254	info@vierwinden.be
GBS Windroos Sint-Jans-Molenbeek	0207.366.501	windroos.1080@molenbeek.irisnet.be

BS Ten Nude Sint-Joost-ten-Node	0411.108.665	directie@tennude.be
BS Sint-Joost-aan-Zee Sint-Joost-ten-Node	0207.202.193	directie@sintjoostaanzee.be
BS De Iris Ukkel	0267.377.629	dpo@g-o.be
BS De Wereldbrug Vorst	0207.367.489	gbs.dewereldbrug@vorst.brussels
GBS De Puzzel Vorst	0207.367.489	gbs.depuzzel@vorst.brussels

Overeenkomst tussen gezamenlijke kopiesverantwoordelijken voor gedeeld gebruik van persoonsgegevens in het kader van het leesbevorderingsproject Boekenbende aan huis.

Het college van burgemeester en schepenen,

Overwegende dat wij op datum van 22 mei 2025 een overeenkomst in het kader van het leesproject Boekenbende aan huis hebben ontvangen;

Overwegende dat “De Boekenbende aan huis een leesbevorderingsproject is van de Brusselse bibliotheken, met ondersteuning van de VGC, waarbij een voorlezer bij de kinderen thuis komt voorlezen;

Overwegende dat hiervoor persoonlijke gegevens worden ingekeken door de betrokken partijen; Overwegende dat de betrokken partijen toegang tot persoonsgegevens voor organisatoren en deelnemers die nodig zijn voor het uitvoeren van de opdrachten van de partijen beperken;

Overwegende dat deze gegevens bewaard worden voor 1 jaar na afsluit van elk traject om de opvolging van het project te verzekeren;

Overwegende dat er een verwerkingsfiche voor DPO zal worden ingevuld en bijgehouden op de dienst DPO;

BESLIST:

Om de overeenkomst tussen gezamenlijke kopiesverantwoordelijken voor gedeeld gebruik van persoonsgegevens in het kader van de leesbevorderingsproject Boekenbende aan huis ter ondertekening voor te leggen aan de gemeenteraad zoals hieronder omschreven:

Overeenkomst tussen gezamenlijke kopiesverantwoordelijken voor gedeeld gebruik van persoonsgegevens in het kader van het leesbevorderingsproject Boekenbende aan huis

TUSSEN De Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door het College, waarvoor optreedt de heer Thomas ALLEGAERT, algemeen directeur van de Directie Cultuur Jeugd en Sport van de VGC, Hierna “de VGC” EN Deelnemende partijen verder vermeld als (gedetailleerd overzicht onderaan deze overeenkomst):

1. Basisschool, vertegenwoordigd door de schooldirectie
2. Instelling hoger onderwijs, vertegenwoordigd door de algemeen directeur
3. Openbare bibliotheek, vertegenwoordigd door de burgemeester/college van burgemeester en schepenen

IN HET KADER VAN HET LEESBEVORDERINGSPROJECT “BOEKENBENDE AAN HUIS”

De Boekenbende aan huis is een leesbevorderingsproject van de Brusselse bibliotheken, met ondersteuning van de VGC, waarbij een voorlezer bij de kinderen thuis komt voorlezen. Om het project te faciliteren, is een uitwisseling van persoonsgegevens tussen de partijen noodzakelijk. De partijen zijn:

- Basisscholen – De leerkrachten informeren ouders over het project en polsen wie wil deelnemen. De leerkrachten verzamelen de persoons- en contactgegevens van de gezinnen die meedoen en delen die met de partners. Tijdens de Boekenbende volgen de leerkrachten het project mee op bij de betrokken gezinnen. Ze zijn de eerstelijns contactpersonen

bij eventuele vragen van de partners naar de ouders, en van de ouders naar de partners. Daartoe hebben ze toegang tot de persoons- en contactgegevens van alle deelnemende gezinnen en studenten binnen hun basisschool.-Instellingen hoger onderwijs – Docenten informeren de studenten over het project en bepalen de deelnamemodaliteit (verplichte of vrijwillige deelname, met of zonder studiepunt). Tijdens de Boekenbende volgen de docenten het project mee op bij de desbetreffende opleiding betrokken studenten. Ze zijn de eerstelijns contactpersonen bij eventuele vragen van de partners naar deze studenten, of van de studenten naar de partners. Daartoe hebben ze toegang tot de persoons- en contactgegevens van de binnen hun opleiding deelnemende studenten en gezinnen .-Openbare bibliotheken – De openbare bibliotheek staat in voor de lokale samenwerking met de basisscholen en de lokale begeleiding van de studenten. Tijdens de Boekenbende volgen de bibliotheekmedewerkers het project mee op. Ze zijn de tweedelijns contactpersonen bij eventuele vragen van de partners naar de studenten en/of gezinnen, en van de studenten en/of gezinnen naar de partners. Daartoe hebben ze toegang tot de persoons- en contactgegevens van alle deelnemende gezinnen binnen hun gemeente en de hieraan gekoppelde studenten.-VGC – De dienst Ondersteuning Bibliotheken in Brussel van de VGC staat in voor de bovenlokale samenwerking met de bibliotheken en instellingen hoger onderwijs. Tijdens de Boekenbende volgen de OBiB-medewerkers het project mee op bij de betrokken partners. Ze zijn de contactpersonen bij eventuele vragen van de partners naar elkaar. Daarnaast vervullen ze een derdelijns contactrol voor de studenten (buiten de werkuren). Daartoe hebben ze toegang tot de persoons- en contactgegevens van alle deelnemende studenten en gezinnen van alle Boekenbendetrajecten.WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

1.1 De partijen verbinden zich ertoe om de persoonsgegevens enkel te delen met de relevante partij en niet met derden.

1.2 De partijen treden daarbij, voor wat betreft de verwerking van de persoonsgegevens, op als gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken, zoals bepaald in verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens (hierna “Algemene Verordening persoonsgegevensbescherming”, of kortweg “AVG”).

1.3 Als gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken bepalen zij het verwerkingsdoel en de middelen waarmee bedoeld wordt de wijze waarop de persoonsgegevens worden verwerkt, de categorieën persoonsgegevens, de categorieën betrokkenen wier persoonsgegevens worden verwerkt, of deze persoonsgegevens aan derden worden bezorgd en de bewaartermijn van deze gegevens. Vervolgens bepalen zij gezamenlijk de te respecteren technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen bij de verwerking van persoonsgegevens en komen zij tot een vergelijk wat betreft de wijze waarop de betrokkenen worden ingelicht.

1.4 Deze overeenkomst legt de taken, verplichtingen en verantwoordelijkheden van alle partijen vast in het kader van de samenwerking, conform artikel 26 AVG.

Artikel 2 – Verwerking van persoonsgegevens GEGEVENS (welke gegevens wil je delen?) VERANTWOORDING (wat is het nut om deze gegevens te delen?) ONTVANGER (wie heeft het recht om gegevens te gebruiken?)Persoonsgegevens van het deelnemende kind (naam, voornaam, leeftijd, thuista(a)l(en), naam van de school, naam van de leerkracht)Noodzakelijk voor de voorlezer om zich voor te bereiden op het eerste contact-Coördinatoren Boekenbende (VGC)-Betrokken bibliotheekmedewerker(s)-Betrokken docent(en)-Voorlezer-Betrokken leerkracht(en) van de basisschoolAdresgegevens van de deelnemende familie (straat, nummer, postcode en naam op de bel)Noodzakelijk zodat de voorlezer de huisbezoeken kan afleggen-Coördinatoren Boekenbende (VGC)-Betrokken Bibliotheekmedewerker(s)-Betrokken docent(en)-Voorlezer-Betrokken leerkracht(en) van de basisschoolTelefoonnummer van de deelnemende familieNoodzakelijk zodat de voorlezer en de ondersteuners wanneer nodig in direct contact kunnen treden met de familie-Coördinatoren Boekenbende (VGC)-Betrokken Bibliotheekmedewerker(s)-Betrokken docent(en)-Voorlezer-Betrokken leerkracht(en) van de basisschoolPersoonsgegevens van de student/vrijwilliger (naam, voornaam)Noodzakelijk zodat de ondersteuners de koppeling tussen familie en

gezin kunnen maken-Coördinatoren Boekenbende (VGC)-Betrokken bibliotheekmedewerker(s)-Betrokken leerkracht(en) van de basisschool-Betrokken docent(en)Contactgegevens van de student/vrijwilliger (mailadres, telefoonnummer, postcode)Noodzakelijk zodat de ondersteuners wanneer nodig in direct contact kunnen treden met de voorlezer-Coördinatoren Boekenbende (VGC)-Betrokken bibliotheekmedewerker(s)-Betrokken leerkracht(en) van de basisschool-Betrokken docent(en)

Artikel 3 – Verplichtingen voor alle partijen

3.1 Alle betrokken partijen verbinden er zich principieel en uitdrukkelijk toe om als verwerkingsverantwoordelijke de toepasselijke regelgeving inzake de bescherming en verwerking van persoonsgegevens, met inbegrip van de AVG, na te leven.

3.2 Elke partner is exclusief verantwoordelijk voor het correct informeren van de deelnemers met betrekking tot de uitwisseling van hun persoonsgegevens.

3.3 Enkel de persoonsgegevens die strikt noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het leesbevorderingsproject mogen en kunnen worden verwerkt.

3.4 In het kader van de samenwerking verlenen alle partijen elkaar, waar nodig en mogelijk, de gepaste bijstand om binnen de wettelijke termijnen te voldoen aan de verplichtingen op grond van de AVG, meer in het bijzonder de rechten van betrokkenen, zoals, maar niet beperkt tot een verzoek om inzage, verbetering, aanvulling, verwijdering of afscherming van persoonsgegevens en het uitvoeren van een verzet. Elke partij treedt op als contactpunt voor vragen of opmerkingen van betrokkenen die betrokken zijn bij het leesbevorderingsproject

3.5 De partijen treffen de volgende maatregelen:a)het aanwijzen van de categorieën van personen die persoonsgegevens kunnen raadplegen, waarbij hun hoedanigheid ten opzichte van de verwerking van de betrokken persoonsgegevens worden omschreven;

b) ervoor zorgen dat de aangewezen personen, vermeld in punt a), door een wettelijke of statutaire verplichting, of door een evenwaardige contractuele bepaling ertoe gehouden zijn het vertrouwelijk karakter van de betrokken persoonsgegevens in acht te nemen.

3.6 De mededeling van de persoonsgegevens aan derden die niet rechtstreeks deelnemen aan de uitvoering van de opdracht, is verboden, tenzij dit door of krachtens de wet wordt opgelegd. Elke wettelijk verplichte mededeling van de persoonsgegevens aan derden moet vooraf ter kennis worden gebracht aan de andere partij.

3.7 Het is de partijen toegelaten om in het kader van het voorwerp van deze overeenkomst een kopie van de persoonsgegevens te maken als dit noodzakelijk is voor het uitvoeren van de opdracht. Er kan ook overgaan tot het nemen van een back-up. Voor het gebruik van kopieën en back-ups gelden dezelfde regels als voor het gebruik van de originele persoonsgegevens.

3.8 Het is partijen toegestaan om gepseudonimiseerde persoonsgegevens ter beschikking te stellen van derden die noch rechtstreeks noch onrechtstreeks deelnemen aan de uitvoering van de opdracht. De geanonimiseerde persoonsgegevens mogen uitsluitend voor wetenschappelijke, statistische of beleidsondersteunende doeleinden gebruikt worden.

3.9 De partijen nemen de vereiste en passende technische en organisatorische maatregelen om de persoonsgegevens te beschermen tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, tegen toevallig verlies, evenals tegen de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens. Deze maatregelen moeten altijd beantwoorden aan de laatste stand van de techniek op het vlak van veiligheid.

3.10 Wanneer één van de partijen een fout of onvolledigheid in de persoonsgegevens vaststelt, zal hij deze zo snel mogelijk verbeteren. In geval dat dit niet mogelijk is, zal de partner zo snel mogelijk contact opnemen met de beheerder van de persoonsgegevens.

Artikel 4 – Toegang tot Persoonsgegevens

4.1 De partijen beperken de toegang tot persoonsgegevens voor organisatoren en deelnemers die nodig zijn voor het uitvoeren van de opdrachten van de partijen. In bijlage 1 is een overzicht opgenomen van wie tot welke gegevens toegang heeft.

4.2 De partijen mogen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de andere partijen geen andere personen of organisaties betrekken bij het verwerken van de persoonsgegevens.

Artikel 5 –

Bewaartermijn 5.1 De verzamelde persoonsgegevens worden bewaard voor 1 jaar na afsluit van elk traject om de opvolging van het project te verzekeren. In geval dat ouders of studenten/vrijwilligers voor de start van/tijdens het project aangeven dat ze niet meer wensen deel te nemen, dan zullen de gegevens meteen verwijderd worden.

Artikel 6 – Verantwoordelijkheden en waarborgen

6.1 Iedere partij is aansprakelijk voor de schade die voortvloeit uit de eigen verwerkingen van persoonsgegevens en de verwerkingen van persoonsgegevens door de door haar aangeduide persoon of entiteit, en dit zonder recht op schadevergoeding vanwege de andere partij.

6.2 Geen der partijen zal aansprakelijk zijn voor een tekortkoming onder deze overeenkomst wanneer deze veroorzaakt is door overmacht.

6.3 Behoudens ingeval van fraude, bedrog of opzettelijke fout zal in die gevallen waar één der partijen aansprakelijk kan worden gesteld jegens de ander (anderen), de ene partij niet aansprakelijk zijn voor indirecte schade zoals maar niet beperkt tot gevolgschade, gederfde winst, gemiste besparingen en schade door bedrijfsstagnatie.

6.4 De partijen vrijwaren elkaar tegen elke klacht die een derde, inclusief de Gegevensbeschermingsautoriteit, indient op grond van de regelgeving met betrekking tot de bescherming en verwerking van persoonsgegevens, en die het gevolg zou zijn van een aan een partner toegewezen handeling of een nalatigheid in strijd met de verbintenissen in overeenstemming met deze overeenkomst of met de regelgeving met betrekking tot de bescherming en verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 7 – Meldingsplicht gegevenslek

7.1 De partijen engageren zich, in het kader van artikel 33 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, om elkaar, via de functionarissen voor gegevensbescherming, binnen de 36u te informeren van elk gegevenslek dat zich voordoet met betrekking op de persoonsgegevens zodat alle maatregelen genomen kunnen worden om de gevolgen van het gegevenslek te beperken en te herstellen. De partijen stellen alle noodzakelijke informatie ter beschikking om nodige maatregelen te kunnen nemen. De partijen stellen alle noodzakelijke informatie ter beschikking om de nodige maatregelen te kunnen nemen (zie bijlage 2 “Contactlijst DPO van de betrokken partijen”).

7.2 Als er een inbreuk is op de beveiliging van persoonsgegevens, moet de partij die verantwoordelijk is voor deze gegevens dit melden aan de betrokken personen of de Gegevensbeschermingsautoriteit (GBA), als dat volgens de AVG nodig is. Deze partij moet ook, op eigen kosten, meteen maatregelen nemen om de inbreuk te stoppen of de schade te beperken. Daarnaast moet deze partij stappen ondernemen om te voorkomen dat zo'n inbreuk in de toekomst opnieuw gebeurt.

Artikel 8 – Sanctie bij niet-naleving

8.1 Onverminderd de sancties die voorzien zijn in de Algemene Verordening Gegevensbescherming en andere relevante wet- of regelgeving, in geval van niet naleving van deze gezamenlijke verwerkingsovereenkomst, zal de samenwerking met de partner stopgezet worden met onmiddellijke

ingang.

Artikel 9 – Inwerkingtreding en duur van de gezamenlijke verwerkingsovereenkomst

9.1 Deze gezamenlijke verwerkingsovereenkomst treedt in werking op 01/01/2025. Deze gezamenlijke verwerkingsovereenkomst is van toepassing zolang de partijen deelnemers zijn aan het project. Artikel 10 – Toepasselijk recht

10.1 Deze overeenkomst wordt beheerst door het Belgisch recht. Geschillen worden voorgelegd aan de rechtbanken/hoven in het gerechtelijk arrondissement Brussel, die exclusieve territoriale bevoegdheid hebben. Opgemaakt te Brussel, in twee originele exemplaren die worden neergelegd bij en bewaard door de VGC. De VGC staat in voor het afleveren van een voor eensluidend verklaard afschrift van deze overeenkomst aan elk der partijen. In geval van verschil tussen het afschrift en de originele ondertekende overeenkomst, geldt alleen de tekst van de originele ondertekende overeenkomst.

Vlaamse Gemeenschapscommissie
Thomas Allegaert
Algemeen directeur van de Directie Cultuur Jeugd en Sport van de Vlaamse Gemeenschap
commissie
Ondernemingsnummer: 0240.682.635
Erasmushogeschool Brussel
Dennis Cluydts
Algemeen directeur Erasmushogeschool Brussel
Ondernemingsnummer: 0255.710.113
Odisee
Ann Verreth
Algemeen directeur Odisee VZW
Ondernemingsnummer: 0408.429.584
Gemeente Anderlecht
Bieke Comer
Schepen Gemeente Anderlecht
Ondernemingsnummer: 0206.582.284
Gemeente Anderlecht
Marvel Vermeulen
Gemeentesecretaris Gemeente Anderlecht
Ondernemingsnummer: 0206.582.284
Stad Brussel
Anaïs Maes
Schepen Brussel Stad
Ondernemingsnummer: 207.373.429
Stad Brussel
Dirk Leonard
Gemeentesecretaris Brussel Stad
Ondernemingsnummer: 207.373.429
Gemeente Etterbeek
Frank Van Bockstal
Schepen: Gemeente Etterbeek
Ondernemingsnummer: 0207.365.610
Gemeente Etterbeek
Annick Petit
Gemeentesecretaris: Gemeente Etterbeek
Ondernemingsnummer: 0207.365.610
Gemeente Ganshoren
Philippe Beghin
Schepen Gemeente Ganshoren
Ondernemingsnummer: 0207.401.044
Gemeente Ganshoren
Caroline Van de Walle
Gemeentesecretaris Gemeente Ganshoren
Ondernemingsnummer: 0207.401.044
Gemeente Jette
Joris Poschet
Schepen Gemeente Jette
Ondernemingsnummer: 0207.366.895
Gemeente Jette
Benjamin Goeders
Gemeentesecretaris Gemeente Jette
Ondernemingsnummer: 0207.366.895
Gemeente Koekelberg
Marie Bijnens
Schepen Gemeente Koekelberg
Ondernemingsnummer: 0207.372.538
Gemeente Koekelberg
Francesca Signore
Gemeentesecretaris (waarnemend): Gemeente Koekelberg
Ondernemingsnummer: 0207.372.538
Gemeente Schaarbeek
Adelheid Byttebier
Schepen Gemeente Schaarbeek
Ondernemingsnummer: 0207.367.687
Gemeente Schaarbeek
David Neuprez
Gemeentesecretaris Gemeente Schaarbeek
Ondernemingsnummer: 0207.367.687
Gemeente Sint-Agatha-Berchem
Katia Van Den Broucke
Schepen Gemeente Sint-Agatha-Berchem
Ondernemingsnummer: 0207.541.594
Gemeente Sint-Agatha-Berchem
Fabienne Demaury
Gemeentesecretaris Gemeente Sint-Agatha-Berchem
Ondernemingsnummer: 0207.541.594
Gemeente Sint-Gillis
Loes Salomez
Schepen Gemeente Sint-Gillis
Ondernemingsnummer: 0207.367.588
Gemeente Sint-Jans-Molenbeek
Stephanie Bosmans
Gemeentesecretaris Gemeente Sint-Gillis
Ondernemingsnummer: 0207.367.588
Gemeente Sint-Jans-Molenbeek
Saliha Raïss
Schepen Gemeente Sint-Jans-Molenbeek
Ondernemingsnummer: 0207.366.501
Gemeente Sint-Jans-Molenbeek
Nathalie Vandeput
Gemeentesecretaris (waarnemend) Gemeente Sint-Jans-Molenbeek
Ondernemingsnummer: 0207.366.501
Gemeente Sint-Joost-ten-Node
Lydia Desloover
Schepen Gemeente Sint-Joost-ten-Node
Ondernemingsnummer: 0207.202.193
Gemeente Sint-Joost-ten-Node
Marie-Rose Laevers
Gemeentesecretaris Gemeente Sint-Joost-ten-Node
Ondernemingsnummer: 0207.202.193
Gemeente Ukkel
Perrine Ledan
Schepen Gemeente Ukkel
Ondernemingsnummer: 0207.202.193
Gemeente Ukkel
Laurence Vainsel
Gemeentesecretaris Gemeente Ukkel
Ondernemingsnummer: 0207.202.193
Gemeente Vorst
Kris Vanslambrouck
Schepen Gemeente Vorst
Ondernemingsnummer: 0207.367.489
Gemeente Vorst
Betty Moens
Gemeentesecretaris Gemeente Vorst
Ondernemingsnummer: 0207.367.489
Basisschool Scheut
planeet (Anderlecht)
Giovanni Truyens
Directeur Basisschool Scheut
planeet
Ondernemingsnummer: 0447.017.174
Basisschool De Droomboom (Brussel)
Katrien Kovaleni
Directrice Basisschool De Droomboom
Ondernemingsnummer: 0207.373.429
Basisschool Leidstar (Brussel)
Anne Van Achter
Directrice Basisschool Leidstar
Ondernemingsnummer: 0207.373.429
Basisschool 't Plantzoentje (Brussel)
Johan Laermans
Directeur Basisschool 't Plantzoentje
Ondernemingsnummer: Karel Bogaerdestraat 4, Brussel-stad
Basisschool Sint-Lutgardis (Etterbeek)
Sara van Nerom
Directrice Basisschool Sint-Lutgardis
Generaal

Fivestraat 42, Etterbeek Basisschool Heilig Hart (Ganshoren) Steven Heremans Directeur Basisschool Heilig Hart Ondernemingsnummer 0478.379.452 Basisschool De Dageraad (Jette) Johan Comhair Directeur Basisschool De Dageraad Ondernemingsnummer 0207.366.895 Basisschool Vande Borne (Jette) Christel Matthijs Directrice Basisschool Vande Borne Ondernemingsnummer 0207.366.895 Basisschool De Kleine Geuzen (Jette) Greetje Smekens Directrice Basisschool De Kleine Geuzen 0267.377.629 Basisschool Van Asbroeck (Jette) Johan Comhair Directeur Basisschool Van Asbroeck 0207.366.895 Basisschool De Kadeekes (Koekelberg) Carine Roelant Directrice Basisschool De Kadeekes Ondernemingsnummer 0207.372.538 Basisschool Boodschapinstituut (Schaarbeek) Ann Claes Directrice Basisschool Boodschapinstituut Jan Stobbaerts laan 58, Schaarbeek Basisschool Sint-Lukas (Schaarbeek) Basisschool De Buurt (Schaarbeek) Sarah Fourneau Directrice Basisschool Sint-Lukas Ondernemingsnummer 0458.597.291 Isabelle Mewis Directrice Basisschool De Buurt Ondernemingsnummer 0267.377.629 Basisschool Paviljoen (Schaarbeek) Sven Moens Directeur Basisschool Paviljoen Ondernemingsnummer 0207.367.687 Basisschool Mariaschool (Schaarbeek) Hanneke Decuyper Directrice Basisschool Mariaschool Ondernemingsnummer Rubensstraat 108, Schaarbeek Basisschool Zavelput (Sint-Agatha-Berchem) An Lefever Directrice Basisschool Zavelput Ondernemingsnummer 0267.377.629 Basisschool Balder (Sint-Gillis) Laura Mertens Waarnemend directrice Basisschool Balder Ondernemingsnummer 0267.377.629 Basisschool Sint-Gillisschool (Sint-Gillis) Linda De Dobbeleer Directrice Basisschool Sint-Gillisschool Fernand Bernierstraat 16-26, Sint-Gillis Basisschool De Knipoog (Sint-Jans-Molenbeek) Kristien Pille Directrice Basisschool De Knipoog Ondernemingsnummer 0207.366.501 Basisschool Ket & Co (Sint-Jans-Molenbeek) Ingrid Depraetere Directrice Basisschool Ket & Co Ondernemingsnummer 0207.366.501 Basisschool De Regenboog (Sint-Jans-Molenbeek) Audrey Gossiaux Directrice Basisschool De Regenboog Ondernemingsnummer 0207.366.501 Basisschool Sint-Albert (Sint-Jans-Molenbeek) Eva Vandersypen Directrice Basisschool Sint-Albert Ondernemingsnummer 0478.379.452 Basisschool Vier-Winden (Sint-Jans-Molenbeek) Bart Tuyteleers Directeur Basisschool Vier-Winden Ondernemingsnummer 0410.285.254 Basisschool Windroos (Sint-Jans-Molenbeek) Basisschool Ten Nude (Sint-Joost-ten-Node) Ann Vlasschaert Directrice Basisschool Windroos Ondernemingsnummer 0207.366.501 Els Herbots Directrice Basisschool Ten Nude Ondernemingsnummer 0411.108.665 Basisschool Sint-Joost-aan-Zee (Sint-Joost-ten-Node) Joshy Vanrusselt Directrice Basisschool Sint-Joost-aan-Zee Ondernemingsnummer 0207.202.193 Basisschool De Iris (Ukkel) Sandrina Wittenberg Directrice Basisschool De Iris Ondernemingsnummer 0267.377.629 Basisschool De Wereldbrug (Vorst) Guy Biesemans Directeur Basisschool De Wereldbrug Ondernemingsnummer 0207.367.489 Basisschool De Puzzel (Vorst) Roel Lefevre Directeur Basisschool De Puzzel Ondernemingsnummer 0207.367.489

BIJLAGE 1 – Toegang tot Persoonsgegevens De persoonsgegevens worden centraal bijgehouden in een Sharepoint-lijst op een door de VGC beheerde SharePoint-site. De toegang wordt verleend via SharePoint-groepen met verschillende toegangsrechten, waardoor elke ontvanger alleen toegang krijgt tot de informatie die voor hem/haar bestemd is. Als eerstelijns contact krijgen enkel de betrokken leerkrachten van de basisscholen exclusief toegang tot de gegevens van de deelnemende gezinnen en de daaraan gekoppelde voorlezers op het niveau van de basisschool. Als eerstelijns contact krijgen de enkel de betrokken docenten van de instellingen hoger onderwijs exclusief toegang tot de gegevens van de deelnemende gezinnen en de daaraan gekoppelde voorlezers op het niveau van elke afzonderlijk deelnemende opleiding waartoe zij behoren. Als tweedelijns contact krijgen enkel de betrokken medewerkers van de openbare bibliotheken exclusief toegang tot de gegevens van de deelnemende gezinnen en de daaraan gekoppelde voorlezers op het niveau van de gemeente. Als derdelijns contact krijgen enkel de betrokken medewerkers van de VGC toegang tot de gegevens van de deelnemende gezinnen en de daaraan gekoppelde voorlezers op alle niveaus.

BIJLAGE 2 – DPO-contactlijst van de betrokken partijen Overzicht van de contactgegevens (mailadres/telefoonnummer) van de DPO van alle deelnemende partijen

Organisatie	Ondernemingsnummer	of	adres (Generieke)	mailadres	DPO Vlaamse	Gemeenschaps-
Erasmushogeschool Brussel	0240.682.635	dpo@vgc.be				
Gemeente Odisee	0408.429.584	hendrik.somers@odisee.be				
Gemeente Anderlecht	0206.582.284	gdpr@anderlecht.brussels	Stad Brussel	207.373.429	dpo@brucity.be	
Gemeente Etterbeek	0207.365.610	dpo@etterbeek.brussels				
Gemeente Ganshoren	0207.401.044	privacy@ganshoren.brussels				
Gemeente Jette	0207.366.895	privacy@jette.brussels				
Gemeente Koekelberg	0207.372.538	dpo@koekelberg.brussels				

Schaarbeek0207.367.687kyahyaoui@1030.beGemeente Sint-Agatha-
 Berchem0207.541.594rziegler@berchem.brusselsGemeente Sint-
 Gillis0207.367.588dpo@stgilles.brussels,Gemeente Sint-Jans-Molenbeek207.366.501
 privacy@molenbeek.brusselsGemeente Sint-Joost-ten-Node0207.202.193gpo@sjtn.brusselsGemeente
 Ukkel207.202.193dpo@uccle.brusselsGemeente Vorst0207.367.489qgermain@forest.brusselsBS
 Scheutplaneet Anderlecht0447.017.174directie@scheut-planeet.beBS Leidstarschool Brussel-
 stad0207.373.429privacy@brucity.educationBS 't Plantzoentje Brussel-staddpo@g-o.beBS De Droomboom
 Brussel-stadprivacy@brucity.educationBS Sint-Lutgardis Etterbeekgdpr@sint-goedele.brusselsBS Heilig
 Hartcollege Ganshoren0478.379.452gdpr@sint-goedele.brusselsBS Vande Borne (+ wijkschool Dageraad)
 Jette0207.366.895gbs.vandeborne@jette.brusselsBS De Kleine Geuzen Jette0267.377.629dpo@g-o.beBS
 Van Asbroeck Jette0207.366.895secretariaat.vanasbroeck@gbsjette.beBS De Kadeekes
 Koekelberg0207.372.538dpo@koekelberg.brusselsBS De Buurt Schaarbeek0267.377.629dpo@g-o.beBS
 Paviljoen Schaarbeek0207.367.687info@paviljoen-schaarbeek.beBS Sint-Lukas
 Schaarbeek0458.597.291info@sintlukasbasisschool.beBS Mariaschool
 Schaarbeekdirectie@mariaschoolbrussel.beKatoba – Boodschapinstituut
 Schaarbeekdpo@katholiekonderwijs.vlaanderenBS Zavelput Sint-Agatha-Berchem0267.377.629dpo@g-
 o.beBS Balder Sint-Gillis0267.377.629dpo@g-o.beBS Sint-Gillisschool Sint-
 Gillisdirectie@sintgillisschool.beGBS De Knipoog Sint-Jans-
 Molenbeek0207.366.501deknipoog.1080@molenbeek.irisnet.beGBS Ket & Co Sint-Jans-
 Molenbeek0207.366.501secretariaat@ketenco.brusselsGBS Regenboog Sint-Jans-
 Molenbeek0207.366.501regenboog.1080@molenbeek.irisnet.beBS Sint-Albert Sint-Jans-
 Molenbeek0478.379.452gdpr@sint-goedele.brusselsBS Vier-Winden Sint-Jans-
 Molenbeek0410.285.254info@vierwinden.beGBS Windroos Sint-Jans-
 Molenbeek0207.366.501windroos.1080@molenbeek.irisnet.beBS Ten Nude Sint-Joost-ten-
 Node0411.108.665directie@tennude.beBS Sint-Joost-aan-Zee Sint-Joost-ten-
 Node0207.202.193directie@sintjoostaanzee.beBS De Iris Ukkel0267.377.629dpo@g-o.beBS De Wereldbrug
 Vorst0207.367.489gbs.dewereldbrug@vorst.brusselsGBS De Puzzel
 Vorst0207.367.489gbs.depuzzel@vorst.brussels

2 annexes / 2 bijlagen

20250623_NEDERLANDSTALIGE AANGELEGENHEDEN_Overeenkomst gegevensverwerking in het kader van
 project Boekenbende_fre-BE.docx, Overeenkomst gegevensverwerking in het kader van project
 Boekenbende_DEF (002).pdf

24 asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- compte 2024 et budget 2025- prise d'acte

Le conseil communal,

Considérant que “ l’asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek” nous a transmis le compte 2024
 et le budget 2025 en date du 4 juin 2025 ;

Considérant qu’un montant de 30.500€ y est repris à titre de subside communal dans le compte 2024 ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un mali de 225€ ;

Considérant qu’un montant de 30.500€ y est repris à titre de subside communal dans le budget 2025;

PREND ACTE

Du compte 2024 et du budget 2025 de “l’asbl Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek”.

vzw Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek- rekening 2024 en begroting 2025- akteneming.

De gemeenteraad,

Overwegende dat de “Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek vzw” ons de rekening 2024 en de begroting 2025 op datum van 4 juni 2025 heeft overgemaakt;

Overwegende dat de rekening 2024 een bedrag van 30.500€ voorziet als gemeentelijke subsidie;

Overwegende dat deze rekening sluit met een te kort van 225€;

Overwegende dat de begroting 2025 een bedrag van 30.500€ voorziet als gemeentelijke subsidie;

NEEMT AKTE:

Van de rekening 2024 en de begroting 2025 van de “Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Etterbeek vzw”.

2 annexes / 2 bijlagen

Verslag goedkeuring rekening 24 en budget 25 getekend.pdf, Rekening 2024 en begroting 2025 ondertekend.pdf

Marchés publics - Overheidsopdrachten

25 Aménagement des abords de la crèche Sainte-Geneviève, de la chapelle et de l'horeca - site des JDC - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et

ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/TK/2025/JDC relatif au marché “Aménagement des abords de la crèche Ste Geneviève, de la chapelle et de l'horeca - site des JDC” établi par l'Administration communale d'Etterbeek (service des Travaux publics) ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 400.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction des Investissements, Place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 280.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 421/731-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/TK/2025/JDC et le montant estimé du marché “Aménagement des abords de la crèche Ste Geneviève, de la chapelle et de l'horeca - site des JDC”, établis par l'Administration communale d'Etterbeek (service des Travaux publics). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 400.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux - Direction des Investissements, Place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles.

Article 4

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 421/731-60.

Ontwikkeling van de omgeving van de creche Sainte-Geneviève, de kapel en de horeca - Jachthof - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Ontwikkeling van de omgeving van de Sainte Geneviève Kinderdagverblijf, de kapel en de Horeca - Jachthof” een bestek met nr. TP/TK/2025/JDC werd opgesteld door de Gemeentebestuur van Etterbeek (dienst Openbare werken);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 400.000,00 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings, Sint-Lazarusplein 2 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 280.000,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/TK/2025/JDC en de raming voor de opdracht “Ontwikkeling van de omgeving van de creche Sainte Geneviève, de kapel en de Horeca - Jachthof”,

opgesteld door de Gemeentebestuur van Etterbeek (dienst Openbare werken). De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 400.000,00 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investerings, Sint-Lazarusplein 2 te 1035 Brussel.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

11 annexes / 11 bijlagen

Estimatif métré Beckers.xlsx, métré Harpman MP.xlsx, Estimatif métré Hartam.xlsx, PSS VGP ETT ABORDS Jardin de la chasse 2025 BILINGUE.pdf, PSS VGP ETT ABORDS Jardin de la chasse 2025 BILINGUE a completer.docx, Avis de marché (FR-NL).pdf, 2025_06_06_CCH - Modele 3P.docx, plan d'aménagement Beckers.pdf, plan d'aménagement Harpman.pdf, métré Beckers MP.xlsx, 2025_06_06_CCH - Modele 3P_dut-BE.docx

26 Mission de consultance en vue de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers. – Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €), et notamment articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/ORD/2025/Précompte relatif au marché "Mission de consultance en vue de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers.";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 58.080,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que Commune d'Etterbeek exécutera la procédure et interviendra au nom de CPAS d'Etterbeek, Régie foncière d'Etterbeek et Log'iris à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article FFF/125-02 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/ORD/2025/Précompte et le montant estimé du marché "Mission de consultance en vue de la dispense de précompte professionnel pour le travail en équipe, et plus spécifiquement liée aux travaux immobiliers.". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 58.080,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3

La Commune d'Etterbeek est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de CPAS d'Etterbeek et Log'iris, à l'attribution du marché.

Article 4

En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5

Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article FFF/125-02 et au budget des exercices suivants.

Consultancy voor vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor teamwerk, en meer specifiek voor bouwwerkzaamheden - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet), en inzonderheid artikels 2, 36° en 48 die een gezamenlijke realisatie van de opdracht in naam en voor rekening van meerdere aanbesteders toelaat;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Consultancy voor vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor teamwerk, en meer specifiek voor bouwwerkzaamheden" een bestek met nr. TP/LG/ORD/2025/Précompte werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 58.080,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 48 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het een gezamenlijke opdracht betreft waarbij het aangewezen is dat Gemeente Etterbeek de procedure zal voeren en in naam van OCMW van Etterbeek, Regie van Grondbeleid van Etterbeek en Log'iris bij de gunning van de opdracht zal optreden;

Overwegende dat gezamenlijk aankopen kan leiden tot aanzienlijke besparingen en administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel FFF/125-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/ORD/2025/Précompte en de raming voor de opdracht "Consultancy voor vrijstelling van bedrijfsvoorheffing voor teamwerk, en meer specifiek voor bouwwerkzaamheden", opgesteld. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 58.080,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De Gemeente Etterbeek wordt gemandateerd om de procedure te voeren en in naam van OCMW van Etterbeek en Log'iris bij de gunning van de opdracht op te treden.

Artikel 4

In geval van een juridisch geschil omtrent deze overheidsopdracht, is elk deelnemend bestuur mee verantwoordelijk voor alle mogelijke kosten in verhouding tot zijn aandeel in de opdracht.

Artikel 5

Afschrift van deze beslissing wordt bezorgd aan de deelnemende besturen.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel FFF/125-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

1 annexe / 1 bijlage

2025_05_19_CCH - Modele 3P.docx

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 mai 2020 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Construction d'un pavillon pour les jeunes" à Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 à 1070 Bruxelles ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2025/Pavillon relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 à 1070 Bruxelles ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 637.154,35 € (incl. 21% TVA);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'un crédit de 450.000 € permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 124/723-60 ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2025/Pavillon et le montant estimé du marché "Construction d'un pavillon pour les jeunes", établis par l'auteur de projet, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 à 1070 Bruxelles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 637.154,35 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 124/723-60.

Article 6

Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Opbouw van een paviljoen voor jongeren - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 7 mei 2020 betreffende de gunning van de ontwerpopdracht voor de opdracht "Opbouw van een paviljoen voor jongeren" aan Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 te 1070 Bruxelles;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. TP/LG/2025/Pavillon werd opgesteld door de ontwerper, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 te 1070 Bruxelles;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 637.154,35 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat een krediet van 450.000,00 €, voor de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 124/723-60 van de buitengewone dienst;

Overwegende dat het voorziene krediet zal verhoogd worden bij de volgende budgetwijziging;
Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2025/Pavillon en de raming voor de opdracht "Opbouw van een paviljoen voor jongeren", opgesteld door de ontwerper, Central sprl, Rue de l'Autonomie 14 te 1070 Bruxelles. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 637.154,35 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 124/723-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 6

Het krediet zal verhoogd worden bij de volgende budgetwijziging.

33 annexes / 33 bijlagen

0074_LOG_T1 Terrassement - fondations.pdf, 0074_LOG_T9 Abords.pdf, 0074_LOG_T8 Travaux de peinture.pdf, 20-096_PR_CSC_FR-SEA-20250528.pdf, P425_Log'Iris_Plans_TS_250602.pdf, Avis de marché (FR-NL).pdf, 20-096-EXE-P02_FR-toiture.pdf, 0074_LOG_detail et compo_A3.pdf, 0074_LOG IRIS_note de présentation et matériaux.pdf, 0074_LOG_0002_coupe et façade avant_A0.pdf, 0074_LOG_Carnet de mobilier_A3.pdf, 0074_LOG IRIS_photos plans.pdf, Fiche d'analyse - 3 critères entreprises générales.docx, 0074_LOG_essais de sol.pdf, CSS PSS VPG BILINGUE PAVILLON LOG'IRIS 20250604.pdf, 0074_LOG_0003_coupes transversales_A0.pdf, 0074_LOG_Liste des documents du dossier d'exécution.pdf, 0074_LOG_Carnet de ferronneries_A3.pdf, 0074_LOG_Avis SIAMU.pdf, Log'Iris_exe_2025 06 02_estimatif.xls, 0074_LOG_T2 Superstructure.pdf, 0074_LOG_0004_facades arrières_A0.pdf, 0074_LOG_T4-Fermetures_finitions extérieures.pdf, P425_Log'Iris_CDC_ELEC_FR_20250602.pdf, 20-096-EXE-P03_FR-coupe.pdf, 0074_LOG_menuiserie_A3.pdf, 0074_LOG_T5 Finitions intérieures.pdf, 0074_LOG_T0 Entreprise_Chantier.pdf, 20-096-EXE-P01_FR-rez-de-chaussée.pdf, 0074_LOG_T3-Travaux de toiture.pdf, P425_Log'Iris_CDC_HVAC_FR_20250602.pdf, Métré_hoeveelheidsmeting.xls, 0074_LOG_0001_plans_A0.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

28 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour l'ASBL "LES TROIS POMMIERS" aux dates

suivantes : - le jeudi 17 juillet 2025 en vue de se rendre à 2850 Boom – le mardi 29 juillet 2025 en vue de se rendre à 1560 Hoeilaart – le vendredi 1er août 2025 en vue de se rendre à 1560 Hoeilaart - le jeudi 07 août 2025 en vue de se rendre à Kessel-Lo - le mardi 19 août 2025 en vue de se rendre au Coq- le mardi 26 août 2025 en vue de se rendre à Blankenberge.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » aux dates suivantes : le jeudi 17 juillet 2025 en vue de se rendre à 2850 Boom – le mardi 29 juillet 2025 en vue de se rendre à 1560 Hoeilaart – le vendredi 1^{er} août 2025 en vue de se rendre à 1560 Hoeilaart - le jeudi 07 août 2025 en vue de se rendre à Kessel-Lo - le mardi 19 août 2025 en vue de se rendre au Coq- le mardi 26 août 2025 en vue de se rendre à Blankenberge ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'Accueil Les Trois Pommiers.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

Avenue des Casernes 41
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 30 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et différentes régions en Belgique.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil « Les Trois pommiers ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter

pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen en terug) voor de vzw "LES TROIS POMMIERS" op de volgende data: - op donderdag 17 juli 2025 om naar 2850 Boom te gaan – op dinsdag 29 juli 2025 om naar 1560 Hoeilaart te gaan – op vrijdag eerste augustus 2025 om naar 1560 Hoeilaart te gaan – op donderdag 07 augustus 2025 om naar Kessel-Lo te gaan – op dinsdag 19 augustus 2025 om naar De Haan te gaan - op dinsdag 26 augustus 2025 om naar Blankenberge te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat de vzw “Les 3 Pommiers” gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om op de volgende data : op donderdag 17 juli 2025 om naar 2850 Boom te gaan – op dinsdag 29 juli 2025 om naar 1560 Hoeilaart te gaan – op vrijdag eerste augustus 2025 om naar 1560 Hoeilaart te gaan – op donderdag 07 augustus 2025 om naar Kessel-Lo te gaan – op dinsdag 19 augustus 2025 om naar De Haan te gaan - op dinsdag 26 augustus 2025 om naar Blankenberge te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw “Les 3 Pommiers” goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw “Les 3 Pommiers”

Kasernelaan 41
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 30 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw “Les 3 Pommiers”, tussen Etterbeek en verschillende regio's in België.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw “Les 3 Pommiers”;

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw “Les 3 Pommiers” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Buurtwerk Chambéry

De vzw “Les 3 Pommiers” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Les 3 Pommiers” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Les 3 Pommiers” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Les 3 Pommiers” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Les 3 Pommiers” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Les 3 Pommiers” of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Les 3 Pommiers” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Re_ Bus pour les mois d'été____.msg

29 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour l'Asbl Le Pivot le dimanche 28 septembre 2025 en vue de se rendre à 7940 Brugelette.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Le Pivot le dimanche 28 septembre 2025 en vue de se rendre à 7940 Brugelette ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL Le Pivot.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL Le Pivot
Responsable Madame de BRUYN Anne
Rue Philippe Baucq, 163
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 35 personnes, faisant partie du public de l'asbl Le Pivot entre Etterbeek et 7940 Brugelette.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL Le Pivot.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL Le Pivot intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL Le Pivot

L'ASBL Le Pivot s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL Le Pivot devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et

clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL Le Pivot est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL Le Pivot est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL Le Pivot est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek. Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de L'ASBL Le Pivot ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL Le Pivot est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW Le Pivot op zondag 28 september 2025 om naar 7940 Brugelette te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de tweede aanvraag van dit jaar gaat :

Overwegende dat de vzw Le Pivot vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op zondag 28 september 2025 om naar 7940 Brugelette te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de

vzw Le Pivot goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw Le Pivot
Verantwoordelijke mevrouw Anne de BRUYN
Philippe Baucqstraat, 163
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van het vzw Le Pivot, tussen Etterbeek en 7940 Brugelette.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Le Pivot.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Le Pivot komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Le Pivot.

De vzw Le Pivot verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Le Pivot de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Le Pivot aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Le Pivot moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van

de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Le Pivot de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Le Pivot of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Le Pivot is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande bus dimanche 28_09_2025.msg

30 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL "LES TROIS POMMIERS" le mardi 29 juillet 2025 en vue de se rendre à la ferme nos pilifs à 1120 Bruxelles.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une cinquième demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » en vue de se rendre le mardi 29 juillet 2025 à la ferme nos pilifs à 1120 Bruxelles.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

Avenue des Casernes 41
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 30 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et 1120 Bruxelles.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil « Les Trois pommiers ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het VZW "LES TROIS POMMIERS" op dinsdag 29 juli 2025 om naar "la ferme nos pilifs" 1120 Brussel te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de vijfde aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw "Les 3 Pommiers" gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om op dinsdag 29 juli 2025 om naar "la ferme nos pilifs" 1120 Brussel te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw "Les 3 Pommiers" goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw "Les 3 Pommiers"

Kasernelaan 41
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 30 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw "Les 3 Pommiers", tussen Etterbeek en 1120 Brussel.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw "Les 3 Pommiers";

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw "Les 3 Pommiers" komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Buurtwerk Chambéry

De vzw “Les 3 Pommiers” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Les 3 Pommiers” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Les 3 Pommiers” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Les 3 Pommiers” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Les 3 Pommiers” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Les 3 Pommiers” of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Les 3 Pommiers” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

- 31 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP aux dates suivantes : - le jeudi 31 juillet 2025 en vue de se rendre à 1731 Asse - le vendredi 08 août 2025 en vue de se rendre à 7500 Tournai.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette l'année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP aux dates suivantes : - le jeudi 31 juillet 2025 en vue de se rendre à 1731 Asse - le vendredi 08 août 2025 en vue de se rendre à 7500 Tournai ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et à l'ASBL URBAN STEP.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et à l'ASBL URBAN STEP

Responsable Monsieur Hamza Dahdouh
Rue Général Fivé 18
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller/retour) un groupe de maximum de 15 personnes faisant partie du public de l'ASBL URBAN STEP entre Etterbeek et les communes de Asse et de Tournai.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'ASBL URBAN STEP intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL URBAN STEP

l'ASBL URBAN STEP s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre

2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'ASBL URBAN STEP est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

l'ASBL URBAN STEP est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor vzw URBAN STEP op de volgende data : - donderdag 31 juli 2025 om naar 1731 Asse te gaan – op vrijdag 08 augustus 2025 om naar 7500 Tournai te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de tweede aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op de volgende data : - donderdag 31 juli 2025 om naar 1731 Asse te gaan – op vrijdag 08 augustus 2025 om naar 7500 Tournai te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw URBAN STEP

Verantwoordelijke meneer Hamza Dahdouh
Generaal Fivéstraat 18
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 15 personen, die deel uitmaken van het publiek van VZW URBAN STEP tussen Etterbeek en de Gemeenten van Asse en Tournai.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw URBAN STEP

De vzw URBAN STEP verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een

plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP -aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de réservation bus - stages été 2025.msg

- 32 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP aux dates suivantes : - le 23 juillet 2025 en vue de se rendre à la Panne - le 30 juillet 2025 en vue de se rendre à 7080 Frameries- le 05 août 2025 en vue de se rendre 6940 Durbuy et le 13 août 2025 en vue de se rendre à 7850 Enghien .**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette l'année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP aux dates suivantes : - le 23 juillet 2025 en vue de se rendre à la Panne - le 30 juillet 2025 en vue de se rendre à 7080 Frameries- le 05 août 2025 en vue de se rendre 6940 Durbuy et le 13 août 2025 en vue de se rendre à 7850 Enghien ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et à l'ASBL URBAN STEP.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et à l'ASBL URBAN STEP

Responsable Monsieur Hamza Dahdouh
Rue Général Fivé 18
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller/retour) un groupe de maximum de 20 personnes faisant partie du public de l'ASBL URBAN STEP entre Etterbeek et les communes de la Panne, de Frameries, de Durbuy et d'Enghien les 23 et 30 juillet 2025 et les 5 et 13 août 2025.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'ASBL URBAN STEP intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL URBAN STEP

l'ASBL URBAN STEP s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'ASBL URBAN STEP est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

l'ASBL URBAN STEP est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor vzw URBAN STEP op de volgende data : - Op 23 juli 2025 om naar De Panne te gaan - Op 30 juli 2025 om naar 7080 Frameries te gaan - Op 05 augustus 2025 om naar 6940 Durbuy te gaan en op 13 augustus 2025 om naar 7850 Enghien te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op de volgende data : - Op 23 juli 2025 om naar De Panne te gaan - Op 30 juli 2025 om naar 7080 Frameries te gaan - Op 05 augustus 2025 om naar 6940 Durbuy te gaan en op 13 augustus 2025 om naar 7850 Enghien te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw URBAN STEP

Verantwoordelijke meneer Hamza Dahdouh
Generaal Fivéstraat 18
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 20 personen, die deel uitmaken van het publiek van VZW URBAN STEP tussen Etterbeek en de Gemeenten van De Panne, Frameries, Durbuy en Enghien op 23 en 30 juli 2025 en op 5 en 13 augustus.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw URBAN STEP

De vzw URBAN STEP verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn

rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP -aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de réservation de bus – Sorties estivales ASBL Urban Step & Logement et Harmonie Sociale.msg

- 33 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 07, 08, 15,18 et 25 juillet 2025 à Overijse, Meise et Wavre et les 04, 05 , 8, 11, 12, 19, et 22 août 2025 à Halle, Frameries, Londerzeel, Kessel-Lo et à Zemst.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une septième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 07, 08, 15,18 et 25 juillet 2025 à Overijse, Meise et Wavre et les 04, 05 , 8, 11, 12, 19, et 22 août 2025 à Halle, Frameries, Londerzeel, Kessel-Lo et à Zemst ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le

transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Centre culturel Senghor

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et Centre culturel Senghor

Avenue du Maelbeek
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 46 personnes faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek et les communes de Overijse, Meise et Wavre, Halle, Frameries, Londerzeel, Kessel-Lo et Zemst les 07, 08, 15, 18 et 25 juillet 2025 et les 04, 05, 8, 11, 12, 19, et 22 août 2025 ;

Un chauffeur est également mis à disposition de Centre culturel Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de Centre culturel Senghor

Le Centre culturel Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Centre culturel Senghor est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de Centre culturel Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 07, 08 , 15, 18 et 25 juli 2025 om naar Overijse, Meise en Waver te gaan en op 04,05 8, 11, 12, 19 en 22 augustus 2025 om naar Halle, Frameries, Londerzeel, Kessel-Lo en Zemst, te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de zevende aanvraag van dit jaar gaat ;

Overwegende dat het cultureel centrum Senghor heeft gevraagd om over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 07, 08 ,15, 18 en 25 juli 2025 om naar Overijse, Meise en Waver te gaan en op 04, 05 ,8 ,11,12, 19 en 22 augustus 2025 om naar Halle, Frameries, Londerzeel, Kessel-Lo en Zemst te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum Senghor goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En cultureel centrum Le Senghor

Maalbeeklaan
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor een groep van maximaal 46 personen die deel uitmaken van de doelgroep van het cultureel centrum Senghor tussen Etterbeek en Overijse, Meise et Waver, Halle, Frameries, Londerzeel, Kessel-Lo et Zemst op 07, 08, 15, 18 en 25 juli 2025 en op 04, 05, 8, 11, 12, 19 en 22 augustus 2025 ;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum Senghor.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum Senghor komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum Senghor

Het cultureel centrum Senghor verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft het cultureel centrum Senghor de bus terug in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum Senghor aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum Senghor moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen

tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum Senghor de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum Senghor of een van zijn leden dan neemt Senghor het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum Senghor is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de bus.msg

Secrétariat - Secretariaat

34 Interpellation de Monsieur Cyril Savéant Vanséveren concernant la statue d'Hergé sur la place de Theux.

Je me permets de prendre la parole aujourd'hui pour évoquer brièvement une question relative à l'espace public et au patrimoine culturel local, plus précisément concernant la place de Theux.

Comme vous le savez, cette place accueillait depuis plusieurs années une statue d'Hergé, figure incontournable de la bande dessinée belge. Cette présence artistique contribuait à la singularité du lieu et à l'identité du quartier. Or, j'ai constaté, comme d'autres habitants, que cette statue a été enlevée depuis un bon moment.

Partant de ce constat, je souhaiterais savoir s'il était possible d'avoir quelques précisions sur ce qu'il est advenu de cette statue. A-t-elle été déplacée temporairement pour restauration ou autre ? Est-il prévu qu'elle réintègre la place à terme ?

Et, de manière plus générale, serait-il envisageable de réfléchir à une mise en valeur plus ambitieuse de la place de Theux autour de l'univers d'Hergé ? Par exemple, à travers des éléments artistiques complémentaires comme des fresques ou d'autres installations en lien avec son œuvre. Ce type d'initiative pourrait renforcer l'attractivité de l'endroit tout en faisant écho à un pan important de notre histoire culturelle.

Interpellatie van Mijnheer Cyril Savéant Vanséveren betreffende het standbeeld van Hegé op het de

Theuxplein.

Ik ben zo vrij om vandaag het woord te nemen om kort een kwestie te bespreken met betrekking tot de openbare ruimte en het lokale culturele erfgoed, meer specifiek over het de Theuxplein.

Zoals u weet, stond op dit plein jarenlang een borstbeeld van Hergé, een iconische figuur in de Belgische stripwereld. Dit kunstwerk droeg bij aan de eigenheid van het plein en de identiteit van de wijk. Zoals vele andere bewoners, heb ik echter gemerkt dat dit borstbeeld al geruime tijd geleden is weggenomen.

Ik zou graag weten wat er met het borstbeeld is gebeurd. Is het tijdelijk verplaatst voor restauratie of iets anders? Is het de bedoeling dat het op termijn terugkeert naar het plein?

En, meer algemeen, zou het denkbaar zijn om het plein de Theuxplein meer in de kijker te zetten, geïnspireerd door de wereld van Hergé? Bijvoorbeeld door aanvullende artistieke elementen zoals muurschilderingen of andere installaties die verband houden met zijn werk. Een dergelijk initiatief zou het plein aantrekkelijk kunne maken en tegelijkertijd een belangrijk element van onze culturele geschiedenis benadrukken.

35 Question orale de Madame Olivia de Callataÿ concernant le site ING.

Monsieur le Bourgmestre,

Permettez-moi de relayer les interrogations des riverains quant sur l'entretien et la sécurité du parc 'ING' depuis le départ des occupants du site et le rachat pour installer l'ambassade américaine.

En effet, si la plaine de jeux rue Père De Deken est visiblement entretenue, et toujours appréciée par les familles, il y a certaines inquiétudes quant à un changement de fréquentation du parc 'ING'. On y apercevrait des points de ventes, voire de consommation, de produits illicites. Certains riverains s'en inquiètent, et m'ont interpellée à ce sujet.

Considérant que l'implantation de l'ambassade n'aura pas lieu avant plusieurs années, avons-nous une idée de comment et par qui ce lieu sera géré durant ce laps de temps ?

Mondelinge vraag van Mevrouw betreffende de ING-site.

Mijnheer de burgemeester,

Ik wil graag de vragen van de buurtbewoners doorgeven over het onderhoud en de veiligheid van het "ING"-park sinds het vertrek van de gebruikers van de site en de aankoop ervan voor de vestiging van de Amerikaanse ambassade.

Hoewel de speeltuin in de Pater de Dekenstraat duidelijk wordt onderhouden en nog steeds erg populair is bij gezinnen, is er enige bezorgdheid over een verandering in het gebruik van het "ING"-park. Er zouden illegale producten worden verkocht en zelfs geconsumeerd. Sommige buurtbewoners maken zich hier zorgen over en hebben mij hierover aangesproken.

Aangezien de ambassade er pas over enkele jaren komt, hebben we een idee hoe en door wie deze plek in de tussentijd zal worden beheerd?